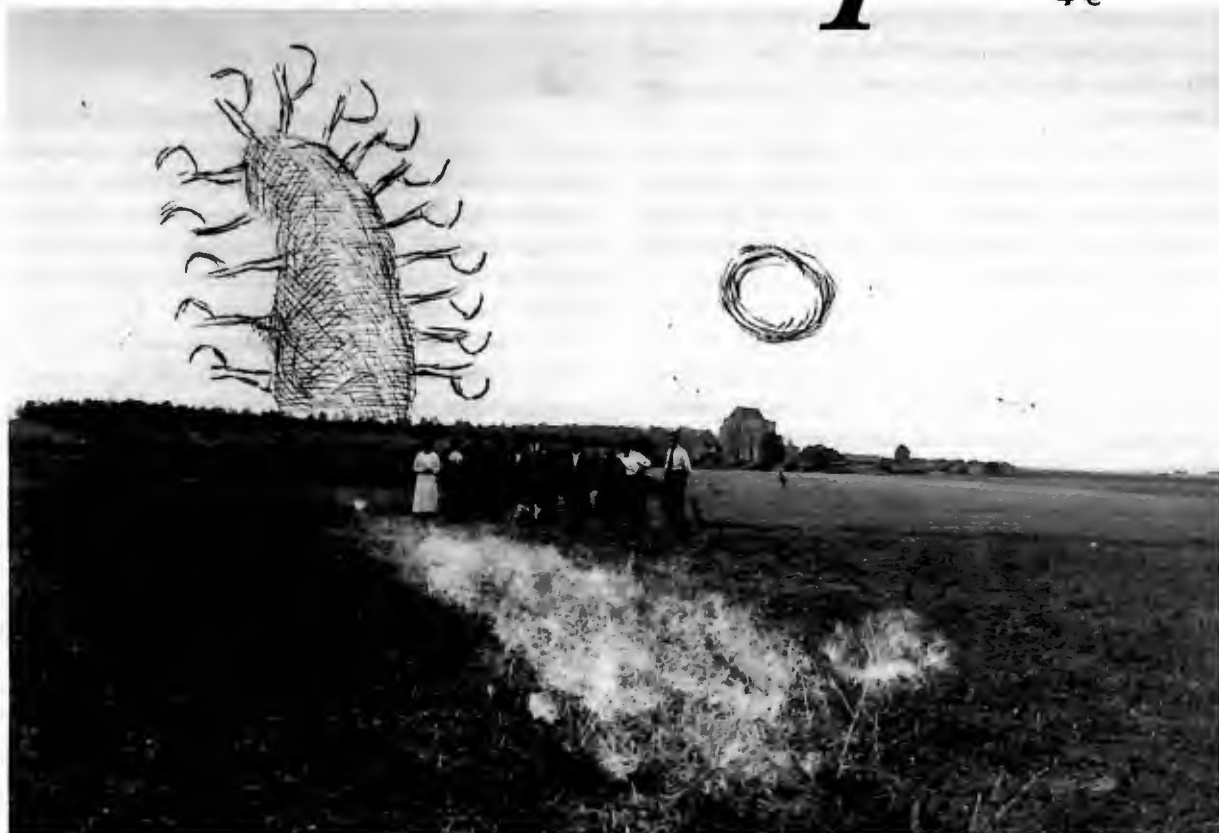


Oiseau-tempête

4 €

● Strange paysage, 2003, BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ●



*Ah! passez,
Républiques de ce monde! Des empereurs,
Des régiments, des colons, des peuples, assez!*

ARTHUR RIMBAUD

LE VOILE ET LA LOI, la laïcité, la république, l'école, etc. Sur les différents théâtres de ces débats « citoyens », dans la presse, dans la rue lors de manifestations de profs, ont retenti maints fervents appels aux mânes de Jules Ferry (1832-1893) – véritable ombre tutélaire de la République.

Voilà qui donne furieusement envie de se livrer à son sujet à un petit exercice de mémoire historique*.



CHEF DE L'OPPOSITION RÉPUBLICAINE à l'Empire, à la chute d'icelui, le 4 septembre 1870, Jules Ferry se précipita à l'Hôtel de Ville avec les Jules Simon, Jules Favre et autres représentants de la gauche nantie pour y constituer un gouvernement provisoire prenant de

vitesse ces hordes redoutables de socialistes, révolutionnaires et autres partageux qui déjà avaient envahi l'Assemblée nationale.

Bien joué pour l'heure, et bernée la canaille qui, sous prétexte de république, prétendait s'en prendre à l'assise même de la société : l'ordre de la propriété. Le péril rouge semble écarté, c'est « la République des Jules ».

« Couillon comme tout le monde à l'époque, j'avais coupé dans la blague du 4 septembre. Je me figurai vraiment être en république; ah, ouat! comme tout le monde, je croyais que l'ennemi c'étaient les Prussiens, tandis que c'était tout bonnement Ferry et Cie. »

(Le Père Peinard, 21 avril 1889.)

JULES FERRY fut nommé préfet de la Seine, puis maire de Paris. Organisateur du ravitaillement pendant le siège de la capitale, il ne tarda pas à mériter le sobriquet de Ferry la Famine. Et se trouva à pied d'œuvre pour écraser les insurrections du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871.

Il quitta précipitamment l'Hôtel de Ville le 18 mars 1871 et fut un des premiers à appeler à la répression des communards.

L'ordre revenu, Jules Ferry reviendra vite aux affaires de la République. Dans la première Assemblée, à forte majorité réactionnaire, élue après l'écrasement de la Commune, il trône à gauche, bien sûr, en attendant de reprendre le pouvoir.

« La Gauche, qu'est-ce c'est que ça, la Gauche?... On se fait de fausses idées de ces gens-là. Ils sont en somme beaucoup plus accommodants qu'on ne pense... Les vieux se convertissent... Les jeunes ont de l'ambition et se tiennent prêts à tous les événements... »

(« Lettre du Baron de Petdechèvre à son secrétaire au château de Magloire, datée du 9 septembre 1871 ». Attribuée à Arthur Rimbaud.)

L'école et le dogme laïque

SUR LES RUINES encore fumantes de la Commune, besoin est d'une idéologie modernisée, adaptée aux temps nouveaux : la république des gens de bien rescapée de la lutte des classes fourbit habilement ses armes. En 1879, Jules Ferry devient ministre de l'Instruction jusqu'en 1882.

Avant lui c'était le règne de la loi Falloux sur l'enseignement (1849-1850). Au lendemain du massacre de juin 1848, le danger social semblait écarté ; et en bon homme d'État soucieux de la morale du troupeau un temps égaré, le comte de Falloux avait mis l'enseignement sous la coupe religieuse...

Au lendemain de la Commune, l'athéisme et la fermentation révolutionnaire contre toutes les autorités ont laissé de fortes traces. Si le but reste le même : fournir aux gens de bien de bons serviteurs et aux maîtres de l'économie de bons esclaves, la ficelle religieuse est maintenant trop grosse. Les moyens doivent changer.

« Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes [...] si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des

temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. »

(Discours de Jules Ferry au Conseil général des Vosges en 1879.)

CAR LE SPECTRE du mauvais esprit qui habite la canaille rôde toujours. Le tenir en respect réclame souplesse et doigté.

Le curé est remplacé par l'instituteur républicain, c'est lui, d'autant plus efficace qu'il croira à sa mission, qui sera préposé au dressage du prolétariat. Il s'agit d'apprendre aux petits des pauvres le respect des hiérarchies sociales, l'obéissance aux lois et « ce qu'il n'est pas permis d'ignorer » pour la bonne marche de l'industrie et de la production.

Un des proches collaborateurs de Jules Ferry dans l'édification de l'école laïque (1881-1882) adresse au président des Associations des instituteurs de la Seine ses instructions : aux enfants des classes laborieuses, il faut apprendre : « La tempérance, la sobriété, l'économie rigoureuse, la privation obstinée des commodités et des plaisirs. »

Le ministère de l'Instruction fait distribuer dans toutes les écoles primaires de l'État un ouvrage signé Pierre Laloï (*sic*), pseudonyme approprié d'Ernest Lavis, *Petites Histoires pour apprendre la vie* : un sava-tier y prêche la vertu majeure pour un ouvrier, la patience. Et à force « d'ordre, d'économie et de travail », « on s'élève », « pas tout d'un coup bien sûr... ». « Mon père n'avait rien, j'ai quelque chose ; mes enfants, s'ils font comme moi, doubleront l'argent que je leur laisserai et mes petits-enfants seront des messieurs. » On ne fait plus aux gens le coup du paradis dans une autre vie, ça ne marche plus, mais en revanche le paradis bourgeois, différé bien sûr, leur est promis, à portée de leurs espoirs et de leurs mérites.

« Les écoles communales sont une espèce de ralonge foutue à l'église. Les imbécillités que les ratic-hons nous collaient autrefois dans les boyaux de la tête, c'est aujourd'hui les maîtres d'école qui les introdufibilisent à nos mômes.

Nous a-t-on assez rasés, bassinés des années durant cette sacrée laïcisation qui devait faire de tous les fils du populo des gars à poil, bougrement délurés !

Quelle couillonnade infecte, nom de dieu ! On sait de quoi il retourne maintenant, ce bandit de Ferry nous avait foutu ce fourbi dans les jambes pour nous faire poireauter, — il a bougrement réussi le salop.

La belle foutaise de remplacer l'adoration de dieu, pour la remplacer par l'adoration des grands de la terre, qui ne sont quasiment que des voleurs et des assassins. »

(Le Père Peinard, 6 avril 1890.)

ET POUR APPORTER un « supplément d'âme » à la laïcité, la voilà toute illuminée de la « religion de la patrie » (Ferry, *sic*) : on apprend le *Chant du soldat* de Déroulède dans les écoles, l'œil fixé sur « la ligne bleue des Vosges ». *L'Histoire de France*, rédigée par l'infatigable Ernest Lavisse, est la bible obligée des écoles ; l'enfant y cheminera à travers les heures glorieuses de la République avant d'être livré en conclusion à l'exhortation suivante : « La France a perdu sa renommée militaire pendant la guerre de 1870 [...] Pour reprendre à l'Allemagne ce qu'elle nous a pris, il faut que nous soyons de bons citoyens et de bons soldats. C'est pour que vous deveniez de bons soldats que vos maîtres vous apprennent l'histoire de France... C'est à vous, enfants élevés dans nos écoles, qu'il appartient de venger vos pères vaincus à Sedan et Metz ; c'est votre devoir, le grand devoir de votre vie, vous devez y penser toujours. »

Au-delà de la colonisation des esprits, la colonisation des peuples...

EN RÉALITÉ, Ferry et Cie n'ont pour l'heure aucun projet belliqueux à l'égard de l'Allemagne (des accords ont même eu lieu en sous-main), mais entretenir le feu patriotique, c'est toujours ça de gagné pour la paix sociale.

Et puis ça tombe bien, parce que Jules Ferry au pouvoir et à ses affaires découvre les vertus du colonialisme. D'ailleurs Renan, son maître à penser, n'avait-il pas diagnostiqué, dès 1871, au lendemain de la Commune, dans sa *Réforme intellectuelle et morale* : « Un pays qui ne colonise pas est voué infailliblement au socialisme » ?

Ferry, à présent, renchérit : « La paix sociale est une question de débouchés » et développe, à la Chambre le 28 juillet 1885, un cours d'économie politique et de morale : « La colonisation est fille de la politique industrielle. [...] L'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique et le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à l'étendue du marché étranger ». « L'Europe peut être considérée aujourd'hui comme une maison de commerce qui voit décroître son chiffre d'affaires. La consommation européenne est saturée ; il faut faire surgir de nouvelles couches de consommateurs. », « Les colonies sont pour les pays riches le placement de capitaux le plus avantageux. » Et au nom d'une idée de la civilisation « de la plus haute portée », « il faut le dire ouvertement : les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures » et pas seulement un droit, proclame-t-il noblement, « les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures ».

Et de jeter les troupes sur la Tunisie, sur Madagascar, le Congo, poursuivant la conquête jusqu'au Tonkin.

*« Y a des types qui sont fiers d'être Français !...
Quand je vois les crimes que, nous le popolo de France, nous laissons commettre par la sale bande*

de capitalistes et de gouvernants qui nous grugent...

Au Tonkin, par exemple, dans ce bon dieu de pays qu'on fume avec les carcasses de nos pauvres troubadoues, il se passe des atrocités.

Chacun sait que les Français sont allés là-bas pour civiliser les Tonkinois : les pauvres types se seraient bougrement passés de notre visite...

Sales républicains de pacotille, infâmes richards, journaliers putassiers, vous qui rongez le popolo plus que la vermine et l'abrutissez avec vos mensonges, venez donc encore nous débiter vos ritournelles sur votre esprit d'humanité...

Je vous ai vus, il y a dix-huit ans, votre gueule n'a pas changé : vous êtes restés Versaillais ! La férocité de chats tigres que vous avez foutue à martyriser les communeux, vous l'employez maintenant à faire des mistoufles aux Tonkinois. »

(Le Père Peinard, 12 janvier 1890.)



LA LOI INTERDISANT LE PORT DU VOILE à l'école prétend émanciper de force les musulmanes de leur religion et les soumettre à celle de la laïcité républicaine, dont le sanctuaire est l'école. Alors que l'ancienne puissance coloniale entretient les discriminations de toutes sortes, économiques, policières, scolaires, encourageant dans les faits le communautarisme, n'est-il pas temps pour elle de rafraîchir et de revaloriser l'idée de citoyenneté ? La vieille lune de la laïcité peut faire l'affaire et remplir sa mission idéologique historique : confisquer la question sociale et masquer la lutte des classes.

Il y a deux ans, déjà, après les élections du 21 avril, pour arracher le consensus « citoyen » on nous avait fait le coup du chantage à la république menacée.

Le bourrage de crânes continue.

Ce creuset de l'autorité de l'État qu'est l'école ne doit pas faillir à sa tâche.

Démantèlement des acquis sociaux, dénationalisations, flexibilité, précarité, ghettoïsation des pauvres et sécurité : celui qui reste innommé, le capital, mais qui tient le cap, quels que soient ses exécutants du moment, mitterrandiens ou chiraquiens, poursuit sa marche de restructuration, à grands pas de la modernisation forcée.

D'ailleurs, Fabius, alors chef du gouvernement Mitterrand et en visite au lycée d'enseignement professionnel de Neufchâteau-en-Bray, le 9 août 1984, nous l'avait bien dit : « Après avoir été les hussards de la République, les enseignants doivent devenir les hussards de la modernisation. »

Il fait noir, enfant, voleur d'étincelles !

Tristan Corbière

HÉLÈNE FLEURY ■

DE L'EXPLOITATION DU VOILE AU VOILE DE L'EXPLOITATION

ASPECT PARTICULIER d'un problème plus vaste, raisons électorales d'un spectacle, aller à la racine des choses... Prendre une autre piste, peu exploitée, justement, celle de l'exploitation.

Retour à la question de l'immigration, indissociable de l'histoire du capitalisme français. Avec sa palette de communautés, identités, religions, cultures, constamment brassées, broyées par l'économie. L'histoire de la classe ouvrière est l'histoire d'une intégration, processus contradictoire de lutte et d'échec. La phase moderne du capitalisme en crise se caractérise par une restructuration permanente : chômage, flexibilité, nouvelles conditions d'exploitation du travail. Et la création d'une surpopulation prolétaire, placée hors du processus productif. Dont on ne sait que faire si ce n'est maintenir la pression sur la minorité qui travaille. À l'intégration par l'exploitation succèdent la désintégration et la peur. L'exclusion a ses étapes : la règle de la « préférence nationale » dans les licenciements, une jeune marginalisée, rejetée, exclue. Alors, la criminalisation prend toute la place. Le jeune « Français d'origine immigrée », qui ne sera plus jamais immigré prolétaire, est désormais le problème, le danger¹. La question sociale s'écrit désormais question sécuritaire. Malgré des retouches successives du cadre juridique de la nationalité, l'expulsion massive n'est pas possible. Même la double peine – solution minimale – s'est révélée inefficace. Le mythe de l'intégration se réduit au spectacle sportif. Mais Zidane a peu de poids devant la réalité de la crise et un futur sans avenir. Nous sommes ainsi arrivés à la « question du voile », sous-produit de la fin de l'intégration par l'exploitation.

LE 11 SEPTEMBRE et la généralisation des politiques de la peur permettent d'accélérer la stigmatisation de l'Islam. Cette variante du religieux est présentée comme un danger, alors que, autrefois, une autre – presque tout autant intégriste – fut vecteur de soumission, donc d'intégration. L'immigration portugaise est un bon exemple. Le politiquement correct remplace race par communauté et le discours sécuritaire prédit la montée des communautarismes et du religieux, c'est-à-dire la guerre civile des races. La classe dirigeante tente de gouverner une situation qu'elle subit plus qu'elle ne maîtrise. Elle fait avec les moyens du bord, joue sur plusieurs tableaux. Et se met à rêver d'un islam, lui aussi moyen de paix sociale. À défaut

d'intégration par la soumission au travail salarié, le projet de l'intégration par les églises ne doit pas être négligé. Officialiser un islam de France n'a de sens que si les jeunes exclus sont prêts à suivre les prédicateurs. Le voile donne un espace aux groupuscules candidats à la police de l'ordre de Dieu. Les « nouveaux philosophes » de l'islam, genre Tarik Ramadam, ne proposent rien d'autre qu'une alternative au quadrillage policier des cités.

IL NE S'AGIT PAS de minimiser les dégâts de la bêtise religieuse parmi les jeunes exclus, la violence morale qu'elle instaure entre eux et contre les jeunes femmes. Prétendre que ce projet d'ordre moral a échoué, c'est aller trop vite en besogne. Toutefois, au-delà du battage médiatique et de la propagande politicarde, comment ne pas reconnaître que l'islam a des difficultés ; Il ne propose que de la morale rigide là où le biz, la petite délinquance, la démerde et les valeurs de l'individualisme du marché sont les règles quotidiennes de la survie. L'ordre islamique mobilise beaucoup moins que Zidane. Ce n'est ni une bonne ni une mauvaise nouvelle. C'est ainsi ! Ça ne marche pas fort. Pas plus que « l'aide au retour », pas plus que « tous des Zidane », pas plus que « tous des voleurs de bagnoles ».

IL Y AURA UNE SUITE AU VOILE. En attendant, la surpopulation prolétaire est là, se décompose, implose, souffre, tente de survivre. Elle tente l'impossible intégration. Des conséquences de cette impossibilité, la politique fait son fonds de commerce, le système tire un usage idéologique pour affermir la peur d'une époque sans avenir. La violence de la crise du système s'étend, avec ou sans morales transcendantes, celle de Dieu ou celle de l'État, la laïcité. Les lois passent, la barbarie s'installe.

Parmi ceux qui font ce constat, il y a les nostalgiques qui regrettent vivement la disparition des conditions mêmes qui nous ont amenés là. « [...] *Le mouvement ouvrier (principalement le Parti communiste) a pris appui sur leurs dispositions contestatrices pour cultiver une autonomie de classe qui a joué un rôle décisif, quoi qu'on dise, dans leur (les immigrés) intégration au sein de la nation.* » C'est signé S. Beaud et G. Noiriel dans « Les nouveaux parias de la République » (*Le Monde*, 20 février 2004). L'idée défendue est celle de l'intégration par la soumission au salariat, de la paix sociale que la gauche a pu gérer tant bien que mal pendant des

décennies. Cette paix sociale est terminée. L'intérêt général de la nation a changé. C'est désormais la désintégration qu'il faut gérer par tous les moyens répressifs.

On cherche dans le passé le salut du présent. De la même façon, d'autres cherchent dans le ciel ce qu'on ne trouve pas sur terre.

Nous sommes de ceux qui proposent de renverser cette dernière proposition.

CHARLES REEVE ■

(1) – « Les forteresses fragiles », OT n°10, printemps 2003.

Ah ! Passez, Républiques de ce monde ! (page 1) ●

De l'exploitation du voile au voile de l'exploitation (4) ●

Regards sur la servitude contemporaine et son devenir (6)

Allemagne : restructurations über alles (10) ●

Invectivopharismes 3 (14) ●

De la démocratie en Amérique... chapitre LV (17)

U, U Dada, U, U Dada (20) ●

Street Voice, l'espoir qui cherche à ne pas se briser (26)

Le temps de vivre (30) ●

Notes de lecture (31) ●

La peur est notre demeure (32)

De la résignation syndicale au Québec (32)

Laissons le pessimisme pour des temps meilleurs (35) ●

Sur les ruines fumantes de l'apartheid (38) ●

Notes de lecture (40) ●

Confucius et le centralisme chinois (43)

Ultra-gauche en salade (46) ●

Algérie 2003. Une allumette dans une botte de foin (52)

Utopie libertaire antique et guerre des paysans en Chine (55) ●

Entretien sur le Brésil. L'espace rétréci des vendeurs d'illusions (59) ●

Sommaire :



● The melody haunts my reverie, BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ●



REGARDS SUR LA SERVITUDE CONTEMPORAINE ET SON DEVENIR

ON A ABORDÉ RÉCEMMENT dans *Oiseau-tempête*¹ comment la recomposition idéologique à laquelle nous assistons aujourd'hui suit une tendance affirmée en faveur d'un État plus autoritaire, habillé dans le sécuritaire (initié et légitimé par les forces démocrates); comment les valeurs « progressistes » du capitalisme libéral, héritées de la conception des Lumières, sont, dans ce contexte, bousculées sans ménagement et avec une grande facilité. On a vu également que la manipulation de l'opinion et l'occultation parallèle de la critique des techniques manipulatoires sont le pendant idéologique du sécuritaire, et combien la gestion toujours plus frontale des conflits sociaux a besoin à la fois du répressif pour contraindre les résistances effectives et de la manipulation de l'opinion pour briser celle des consciences (cf. les mouvements sociaux de l'année 2003 sur les retraites).

Le social et l'idéologie sécuritaire

LE DISCOURS SÉCURITAIRE à l'usage des citoyens inquiets masque la pérennité de l'insécurité sociale, en ce sens, le domaine social apparaît comme l'envers du paysage démocratique. Ce qu'on accorde aux citoyens et aux électeurs est délibérément refusé aux salariés, qu'on traite sans vergogne comme des domestiques. La force des idéologies et des rapports sociaux est de persuader chacun d'entre nous de prendre parti, passionnément, dans les *débats de société* (est-on pour ou contre l'interdiction des OGM ? Pour ou contre le nucléaire ? etc.) et, parallèlement, d'imposer le désert de la pensée dans le *domaine social*. Combien d'entre nous sont tués, par exemple, année par année, par l'amiante présente sur les lieux de travail, et dont rien n'est dit des risques encou-

rus pour la santé, tant que cela ne se manifeste pas sous la forme irrémédiable de cancers ? (Jusqu'en 1977, il n'y avait en France aucune réglementation sur l'amiante et jusqu'en 1997 – vingt ans après – aucune mesure de protection des salariés.)

Quand le droit civil permet aux citoyens de s'illusionner sur leur légitimité face à l'État, le droit social codifie en terme absolutiste la soumission qu'on exige d'eux dans les entreprises (publiques ou privées) où ils travaillent comme salariés. L'opacité reste la réponse de l'État et du monde économique à l'inquiétude sociale, qu'on peut traduire par « travaille et tais-toi ! ». L'idée selon laquelle la politique gouverne le monde permet de déplacer les enjeux de confrontation du terrain des rapports sociaux à celui, formel et pipé, des élections, du droit et de l'État. La république sait être généreuse quand cela ne lui coûte rien ou quand il faut acheter la paix sociale. Depuis plusieurs années, l'ordre du jour est d'augmenter par tous les moyens les taux d'exploitation et de plus value : il n'est plus question de fausse générosité et de consensus social. L'urgence commande. L'information donnée par les médias est à l'image de l'ensemble du paysage : combien y a-t-il de milliardaires en France, dans combien de grandes villes y a-t-il des usines risque mortel de type Seveso ? *Travaille et tais-toi !*²

L'autoritarisme d'État, qui accompagne l'intensification des rapports d'exploitation et la répression sociale, ne peut se développer sans un important appareillage idéologique qui le justifie et le renforce. C'est ainsi que des valeurs qu'on pouvait penser appartenir à une époque dépassée se réactivent avec la pérennité de la crise, en retrouvant une nouvelle vigueur dans l'utilité répressive qui leur est allouée. À mesure que celles-ci se développent, les faux habits démocratiques et progressistes de la république libérale se réduisent en peau de chagrin. Il y a à peine 4-5 ans, c'était le nationalisme comme valeur républicaine renouée qui était décliné de gauche à droite jusqu'à la tentative de fusion nationale-républicaine (de l'ancien socialiste Chevènement). Désormais, il n'est plus possible de pisser sur le drapeau français sans connaître des complications policières et judiciaires aggravées. Depuis peu, c'est le discours sécuritaire, argumenté par les médias, qui passe en boucle jusqu'à satiété et vomissement. Sans parler de cette récente mode vestimentaire dont personne ne semble s'émouvoir, apparue au moment de la deuxième guerre d'Irak et qui perdure encore, où l'on s'habille chic en PANTALON-ARMÉE FRANÇAISE-GUCCI ou en PARKA-ARMÉE-DE-TERRER-AGNÈS-B-CHANEL. Qu'est-ce donc sinon un écho du sécuritaire intégré dans le mode de vie lui-même ? C'est dans ce contexte général qu'on assiste progressivement à une montée en puissance du « religieux ».

L'archaïque et le moderne

LE DÉBAT SUR LE VOILE ISLAMIQUE en France présente le retour du religieux sous la forme d'un *archaïsme* aisément rejetable par l'idéologie républicaine : l'imposition autoritaire de signes distinctifs de soumission imposés aux femmes, le développement par le clergé islamique d'un tissu de contraintes devant codifier les rapports sociaux dans les territoires accordés aux religieux dans les banlieues, etc.³ Pourtant, le débat sur le voile (et sur l'« archaïsme » de la religion musulmane) a masqué le retour parallèle du religieux chrétien, qui se présente, lui, inversement, sous une forme *moderne* et plus insidieuse.

Par exemple, dans les négociations silencieuses en cours sur la question d'inscrire dans la référence chrétienne dans le marbre de la constitution européenne⁴, ou bien dans le domaine de l'idéologie de pointe où le religieux chrétien apparaît comme ce qu'il y a de plus « tendance » (de la « découverte » de Dieu par la philosophe-psychoanalyste Julia Kristeva aux affiches publicitaires de radio-télé RTL qui appellent à « Vivre ensemble » illustrées d'un curé citoyen). Alors qu'il y a encore quinze ans, c'était dans les franges rétrogrades de la culture partisane que pouvaient apparaître des productions culturelles défendant les valeurs religieuses, c'est, aujourd'hui, au cœur même de la production idéologique d'avant-garde qu'elles s'imposent comme valeur montante. Ce qu'on pouvait jusqu'ici attendre sans surprise d'un vieux rat de l'UMP ou de la droite catholique est exprimé maintenant par des jeunes étudiants en école d'art. Le religieux commence à transpirer de partout en prenant le monde comme un saint suaire, en raréfiant toujours un peu plus l'air encore disponible.

Dans son livre *L'art contemporain est-il chrétien ?*⁵ Catherine Grenier, conservatrice au Centre Georges-Pompidou à Paris, montre comment les valeurs religieuses ont fait, ces dernières années, une percée spectaculaire parmi les préoccupations des artistes contemporains. Le religieux apparaît à présent comme une *force de ressourcement* pour l'art contemporain (art d'économie mixte). En même temps qu'on assiste en art à une revalorisation de la chrétienté, parallèlement, nous dit l'auteur, « la référence religieuse s'attaque à l'un des tabous modernes en perturbant le consensus d'une culture laïque et de progrès ». La multiplication des références à une iconographie chrétienne et l'utilisation d'un vocabulaire religieux chez les artistes s'inscrivent, dit-elle, dans une tendance plus large et plus diffuse qui voit le religieux être réinvesti dans le cinéma, le théâtre et la danse. Cette tendance se manifeste d'abord chez les

artistes les plus jeunes (et aussi de plus en plus dans les écoles d'art). « *Toutes les croyances progressistes abolies, on peut lire chez les artistes une relation nouvelle à la foi religieuse : l'absence de foi, vécue précédemment comme la libération d'un système rétrograde et oppressif, est actuellement désignée comme un manque, une faille dans laquelle s'engloutit la possibilité de communication de l'homme avec le monde.* » La découverte des valeurs chrétiennes chez ces artistes d'avant-garde n'est pas liée à une volonté de choquer le public, au contraire, elle exprime une *réappropriation positive* du religieux, associée à une critique des valeurs humanistes, laïques et progressistes de la démocratie libérale. En insistant sur les catastrophes initiées par le progrès scientifique, ces artistes relativisent le sens à donner aux acquis du monde scientifique, mais dans le cadre d'une revalorisation de la conception religieuse du monde. Ce retour du religieux comme *valeur moderne* s'inscrit ainsi dans une interprétation religieuse du chaos provoqué par les crises économiques, la multiplication des guerres, les épidémies ou les catastrophes naturelles ou nées des inventions scientifiques. Le religieux devient une grille explicative d'un monde qui ne devient compréhensible qu'en termes de bien et de mal.

Par un étonnant renversement de perspective, ce qu'il y a de plus réactionnaire apparaît aujourd'hui comme ce qu'il y a de plus moderne. Ces expérimentations menées à la pointe des idéologies d'avant-garde annoncent pour la suite une possible diffusion plus massive de ces idées. Certains l'espèrent en tout cas.

L'ancien dans le nouveau

LES MOYENS DE RÉPRESSION et de domination les plus archaïques subsistent dans les sociétés modernes. Jusqu'à aujourd'hui, le plus moderne n'a eu de sens que dans son rapport organique avec les formes les plus sophistiquées d'exploitation de l'homme : depuis la nuit des temps, nous n'avons jamais quitté les sociétés d'exploitation et de domination. Pas de démocratie grecque et d'Athènes sans l'esclavage ; pas d'amour courtois sans serfs ; pas de siècle des Lumières sans l'esclavage noir et les colonies. Le capitalisme a conservé de l'Ancien Régime l'appareillage de contrainte qui avait fait ses

preuves. L'ancien et le nouveau ont formé un corps hybride. Le capitalisme français s'est consolidé, au XIX^e siècle, au moyen d'une idéologie progressiste (exprimée, entre autres, dans l'art moderne) qui lui était utile dans sa lutte contre l'obscurantisme religieux et les survivances de l'Ancien régime. Mais dès que les forces sociales qui *trimaient* ont commencé

à se faire entendre et à revendiquer, il a bien fallu s'accommoder de l'obscurantisme d'hier et de ses moyens éprouvés de domination, notamment l'Église et la religion. La défense de la laïcité en France de nos jours fait oublier que depuis 1905 elle a toujours été imparfaite et très avantageuse pour l'Église.



Benjamin Péret, qui s'y connaissait en curés, a souligné dans le *Déshonneur des poètes* (1945) le rôle du religieux et son utilité sociale comme moyen de contrainte de masse dans les périodes de crise : « *Les guerres comme celle que nous subissons ne sont possibles qu'à la faveur d'une conjonction de toutes les forces de régression et signifient, entre autres choses, un arrêt de l'essor culturel mis en échec par ces forces de régression que la culture menaçait. Ceci est trop évident pour qu'il soit nécessaire d'insister. De cette défaite momentanée de la culture, il découle fatalement un triomphe de l'esprit de réaction, et, d'abord, de l'obscurantisme religieux, couronnement nécessaire de toutes les réactions. [...] D'où vient cette renaissance du fidéisme ? D'abord du désespoir engendré par la guerre et la misère générale : l'homme ne voit plus d'issue sur la terre à son horrible situation ou ne la voit pas encore et cherche dans un ciel fabuleux une consolation de ses maux matériels que la guerre a aggravés dans des proportions inouïes. Cependant, à l'époque instable appelée paix, les conditions matérielles de l'humanité, qui avaient suscité la consolante illusion religieuse, subsistaient bien qu'atténuées et réclamaient impérieusement une satisfaction. La société prétendait à une lente dissolution du mythe religieux sans rien pouvoir lui subsister hormis des saccharines civiques : patrie ou chef.* »

Sur le recul de la pensée critique

Parmi ceux qui portent un regard critique sur la société, au-delà des analyses diverses, contradictoires, parfois opposées, un point d'accord semble subsister : la polarisation politico-médiatique autour des signes religieux ostentatoires, ostensibles ou, plus simplement visibles, cache, en vérité, des questions beaucoup plus importantes. Des questions en somme chargées d'un contenu et d'une « réalité » tels qu'il n'est pas incongru de se demander si leur portée ne dépasse pas, *in fine*, des problèmes présentés exclusivement comme liés à l'évolution – ou l'involution... – de la seule société française ? Aussi, plus que jamais, l'analyse des causes profondes, des motivations véritables sur lesquelles repose cette évidence qu'est le renforcement de l'« ordre moral » – renforcement dont les effets se font sentir et agissent un peu partout dans le monde – doit être considérée comme le premier pas d'une pensée qui puise sa force et sa vitalité, ni



dans la désinvolture ni dans la louange du fait accompli, mais en allant encore et toujours à la racine des choses.

Car, s'il est vrai que le recours à la loi, et donc à l'État, n'a véritablement jamais rien solutionné, ou si peu, il faut toutefois reconnaître que cet accent mis sur l'aspect législatif d'une question dont les causes profondes sont d'abord – d'abord mais pas uniquement – sociales et économiques, signifie précisément le recul de cette pensée critique, des utopies émancipatrices et leur corollaire : la lutte pour une vie libérée de tout assujettissement social, économique ou religieux, pour une vie que nous voulons totale, sans dieu ni maître.

C'est que la critique de la religion, de l'« opium des peuples », n'est pas moins aujourd'hui qu'elle ne le fut hier, « la condition préalable à toute critique ». Qu'elle se trouve, en ces temps de grande confusion, parasitée par des excroissances où les variétés de racisme les plus larvées le disputent aux plus abjectes, n'est aucunement un argument qui démontrerait son inactualité mais un symptôme supplémentaire nous indiquant combien chaque combat se livre, désormais, sur le terrain de l'adversaire.

L'islamisme, comme tout fondamentalisme religieux, au même titre que le chauvinisme patriotard du FN et, un peu partout en Europe, la résurgence des nationalismes (y compris dans des formes plus subtiles ou démocratiques), la banalisation de l'extrême droite, la multiplication des lois liberticides, le renforcement de la mainmise de l'État, de plus en plus répressif et autoritaire, sont à considérer comme des manifestations très

visibles, très concrètes et, certainement contradictoires, d'un ordre moral qui se renforce. Notre époque est celle du recul des utopies autant que des luttes émancipatrices globales, celles qui tendaient vers une libération et une désaliénation totales de l'homme. C'est dans ce cadre que la pensée critique se voit confrontée aux limites que lui impose, contradictoirement, le nouvel ordre qui étend sa domination sur le monde. Une pensée critique qui, trop souvent, et à son corps défendant, en est réduite à se battre sur le terrain du réformisme ou des luttes parcellaires qui lui sont consubstantielles : antifascisme, antiracisme, défense des « acquis sociaux », etc. C'est ainsi que la pensée critique, signe de recul évident, se retrouve à livrer combat sur un champ de bataille qui lui est imposé par l'ennemi : le Capital, l'État, la Religion. Elle cesse dès lors de se placer sur son propre terrain, qui est celui de la révolution sociale visant à transformer le monde en changeant la vie (et inversement).

Mais seules les revendications globales sont porteuses de sens, elles seules donnent du liant et de la consistance aux luttes parcellaires, notamment en leur apportant cette dimension utopique sans laquelle elles ne sont que des conflits régulateurs du capitalisme : des fragments qui s'incorporent à d'autres fragments censés en représenter le centre.

ALFREDO FERNANDES ■
& BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

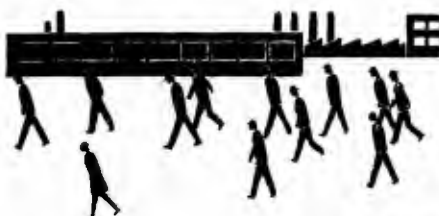
(1) – « Les forteresses fragiles », « L'équité a bon dos » (OT n°10, 2003), « Où en est-on avec le mensonge moderne de masse ? » (OT n°9, 2002) ou « Le grand jeu », hors-série d'OT (décembre 2001).

(2) – *La Russie compte, par exemple, 36 milliardaires en dollars dont la fortune équivaut à 24% du produit intérieur brut du pays (PIB) ; aux États-Unis, la fortune des 277 milliardaires américains représente 6% du PIB du pays* (Libération, 14 mai 2004).

(3) – Cf. « De l'exploitation du voile au voile de l'exploitation » en page 4 de ce numéro 11 d'Oiseau-tempête.

(4) – Dans le même esprit, cet entrefilet, lu dans Libération du 8 mai 2004 : « L'EUROPE : "MIRACLE" POUR LE VATICAN. – Pour le cardinal Paul Poupard, président du conseil pontifical pour la culture au Vatican, "la création de l'Europe était un miracle". Le cardinal assistait vendredi à Scy-Chazelles (Moselle) à l'inauguration de la maison Robert-Schuman, un des fondateurs de l'unification européenne. Le procès pour la béatification de Robert Schuman, commencé en 1990, sera clos le 29 mai. Une béatification suppose un miracle "authentiquement reconnu". Ce qui reste à prouver. »

(5) – Catherine Grenier, *L'art contemporain est-il chrétien ?* Jacqueline Chambon éditions, 2003.



● Vers l'usine, 1930, AUGUST TSCHINKEL ●



ALLEMAGNE RESTRUCTURATIONS ÜBER ALLES

COMME DANS TOUTE L'EUROPE, en Allemagne aussi on subit de multiples attaques contre le système de protection sociale. Le bouleversement des acquis sociaux fait l'objet de tractations entre le gouvernement social-démocrate et l'opposition, sous couvert de « commissions d'experts ». Une réforme fiscale a baissé les impôts des classes aisées et des entreprises. La réforme des retraites a augmenté les cotisations comme l'âge d'accès aux droits et baissé, dans le même temps, le montant des pensions. La réforme de l'assurance-maladie a eu comme conséquence la suspension de certains remboursements et la hausse des tarifs médicaux.

Le chômage touche plus de 10 % de la population active, mais on compte certainement, avec les radiations administratives et les formations bidons, beaucoup plus que les 4,5 millions de chômeurs officiels. La réunification voit persister une inégalité importante du niveau de vie entre l'Ouest et l'Est, où le taux de chômage approche 20 % et où la pauvreté frappe plus durement¹. Le système d'indemnisation des chômeurs a également été réformé, essentiellement par une réduction de la durée d'indemnisation. Pour ceux « en fin de droits », il ne reste que l'« assistance publique » (l'aide sociale) – une allocation d'environ 350 euros mensuels – dont l'existence même est menacée puisqu'elle doit être fondue sous peu avec l'allocation chômage. En attendant, ceux qui touchent encore

cette « aide sociale » sont soumis à un contrôle dont les critères administratifs les obligent à exposer leur vie privée dans ses moindres détails. À la mise au travail forcée des chômeurs correspond une réorganisation des « bureaux de chômage » qui doivent désormais traiter leurs « clients » avec un souci accru du résultat : tout refus d'un travail (même sans lien avec le parcours et les souhaits des concernés, pour cause d'éloignement ou en raison de conditions de travail pénibles) peut entraîner la suppression du versement de l'allocation chômage ou de l'aide sociale.

Ce démantèlement effréné de la protection sociale accompagne la déréglementation des conditions de travail. Dans toutes les négociations syndicats-patronat, la tendance est à la généralisation d'accords entérinant la flexibilité du travail et à la réduction des salaires réels : directement ou indirectement, par l'abaissement des salaires d'embauche, la disparition des statuts d'ancienneté, la diminution des primes de vacances ou de fin d'année. On constate également une tendance à l'allongement de la durée de travail hebdomadaire dans certains secteurs (fonction publique, métallurgie). Loin du discours sur les 35 heures, on parle de plus en plus de 37 heures voire plus.

Le jeu du dialogue social, qui fonctionnait sur la négociation entre le syndicat unique de chaque branche et le patronat, se trouve modifié au profit de négociations au niveau des Länder (Régions) ou entreprise par entreprise.

Cette nouvelle politique crée un foisonnement de cas particuliers, accroît l'inégalité des situations et les divisions statutaires, y compris dans le service public.

Dans certains cas, le déficit public est la raison évoquée pour mener cette politique. La ville de Berlin, endettée à hauteur de 35 milliards d'euros par une spéculation immobilière effrénée, sonne l'heure de l'austérité : les conditions de salaire et de travail de ses employés ont été renégociées. Les fonctionnaires ont perdu les primes de fin d'année et de vacances, leur temps de travail hebdomadaire étant allongé de 38 heures et demie à 40 heures. Pour les employés (qui n'ont pas le statut de fonctionnaires d'État) par contre, l'accord signé par le syndicat prévoit une diminution de l'ordre de 10 % tant du temps de travail que du salaire. Une partie de cette réduction est accumulée dans un « compte » à long terme qui pourra permettre de partir plus tôt à la retraite. Foutaise manifeste lorsqu'on propose, par ailleurs, de repousser l'âge légal du départ à la retraite... L'escroquerie se révèle quand on sait que le statut de l'employé public prévoit le « droit » au licenciement.

Enfin, les universités mènent actuellement, chacune dans leur coin, des négociations particulières et procèdent à des coupes draconiennes de budgets qui ont donné lieu à un important mouvement de contestation étudiante.

OT □

La rhétorique de l'adaptation à la « modernité »

CETTE AVALANCHE de « réformes » à tous les niveaux trouve quotidiennement sa caisse de résonance dans les médias, qui relayent le discours des politiciens. La social-démocratie, les Verts et même le PDS – héritier de l'ancien parti communiste est-allemand – justifient ces mesures au nom de l'efficacité, du réalisme et des condi-

tions objectives : le vieillissement de la population, le coût élevé de la force de travail par rapport à la concurrence internationale et ce malgré le fait que la productivité du travail ainsi que la richesse sociale n'ont cessé d'augmenter, même depuis la chute du mur. Rien de très nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que toutes ces forces politiques partagent désormais un même et unique langage, une seule logique de discours. Il n'y a plus de différence, même formelle, quant à la « nécessité » des

mesures entre la social-démocratie, les Verts et même la droite libérale. Désormais, la seule distinction se fait au niveau des méthodes pour faire avaler la pilule aux « électeurs ».

Le discours dominant inverse la logique classique. Les « réformes » ont pour but la régression sociale et ceux qui s'opposent à celle-ci sont taxés d'attitude conservatrice, traités de ringards et de réactionnaires. Que ce discours soit porté en Allemagne par toute la gauche, voilà ce qui lui donne une plus forte légitimité et une apparence d'inéluctabilité qui permettent de le faire passer plus facilement, surtout auprès de la base syndicale. Les syndicats, eux, font la fine bouche alors que les mesures prises sont connues depuis longtemps². C'est un discours de pensée unique fondé sur la rhétorique de l'adaptation à la « modernité » qui évacue les principes classiques de la social-démocratie appliqués pendant les années de l'après-guerre. Cette période de consensus social étant révolue, du fait de la crise actuelle du capitalisme, il est évident que les « réformes » ne peuvent signifier qu'une détérioration des conditions de travail et de vie, alors que le but proclamé est de sauver un « essentiel » aux contours de plus en plus imprécis... Même le PDS, qui, après l'unification allemande, avait eu la prétention de se faire le porte-parole d'une certaine contestation sociale à la gauche de la social-démocratie, s'est rangé dans le camp du réalisme et participe activement, comme force politique responsable, à la mise en œuvre de la politique de « réformes », aussi bien à Berlin que dans certains États de l'Allemagne de l'Est où il gouverne en coalition avec la social-démocratie.

Absence de réaction sociale

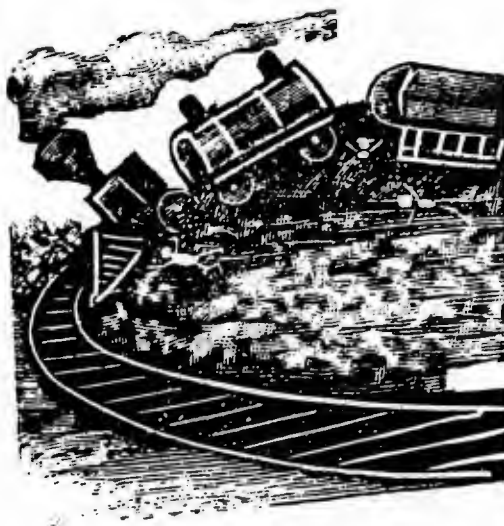
AUSSI BIEN les mesures de démantèlement du système de protection sociale que le bombardement médiatique sont perçus comme une menace sur l'avenir et créent une atmosphère d'insécurité et de peur parmi la population. Force est de constater une absence quasi totale de réaction sociale. Il est vrai que certaines mesures ne sont pas encore appliquées et que les autres ne font que commencer à avoir des effets³. Comment expliquer cette passivité, la résignation face aux « lois » de l'économie ?

Il faut tout d'abord considérer qu'il n'y a pas en Allemagne de tradition de luttes revendicatives, même limitées au cadre syndical. Comme on l'a vu plus haut, l'organisation syndicale par branche confère à celle-ci une position de monopole sur le marché du travail. En France, en Espagne ou en Italie, la concurrence entre syndicats joue comme moteur de l'activité réformiste. *A contrario*, en Allemagne, son absence garantit un climat de paix sociale. Par ailleurs, l'Allemagne, qui se considère comme le moteur du capitalisme européen, conti-

nue d'avoir un des niveaux de vie moyens les plus élevés d'Europe, et il est socialement accepté qu'il y a de la marge pour les coupes. L'idéologie qui fait part belle à la culpabilisation d'une surconsommation par rapport à la misère du tiers-monde, bien exprimée par le courant des Verts, renforce l'absence de réaction aux « réformes ». Les « sacrifices » demandés sont présentés comme un renoncement à « des privilèges », comme une « contribution » pour un monde meilleur et qui s'y opposerait ne pourrait être qu'un égoïste indécorable. Par ailleurs, la disparité de la situation sociale (en particulier concernant le chômage) entre l'Est et l'Ouest s'ajoute à la précarisation pour rendre très difficile la solidarité nécessaire en vue d'affronter en commun les réformes mises en place par le gouvernement.

Un État tardif mais dont le poids s'impose rapidement

DES CAUSES PLUS PROFONDES sont à considérer. L'État français existe depuis bien avant 1789. La plupart des réformes et acquis sociaux lui ont été arrachés à la suite d'insurrections et d'autres affrontements de classe. L'État allemand, lui, n'existe que depuis Bismarck (chancelier de 1862 à 1890). Arrivé sur la scène mondiale capitaliste alors que les grandes puissances coloniales s'étaient déjà réparti la planète, dès son origine, l'État allemand a besoin de l'interventionnisme, tant sur le plan économique que sur celui de la cohésion sociale, pour pouvoir s'affirmer dans le concert des nations. C'est lui qui, après la victoire sur la France, créera les conditions nécessaires pour l'apparition d'une véritable bourgeoisie industrielle et prendra l'initiative d'octroyer des mesures de protection sociale contribuant à



intégrer une classe ouvrière en expansion. Le poids de l'État administrateur favorise l'apparition d'une importante couche de fonctionnaires, dont la caractéristique première est la loyauté envers la « nation », et crée, plus qu'ailleurs en Europe et jusque dans les rangs du mouvement ouvrier, l'illusion persistante que l'État est le facteur incontournable de toute transformation sociale. Aussi bien la puissante social-démocratie d'avant la Première Guerre mondiale que le national-socialisme d'après y ont une de leurs racines. Avec la division de l'Allemagne en 1945, d'autres facteurs entrent en jeu.

À l'Ouest, l'État a été présenté et perçu comme un rempart protecteur face au communisme. À l'Est, toute une génération de prolétaires a été modelée par cinquante ans de stalinisme pur et dur (il ne faut pas oublier que la dernière expérience de lutte de classe importante remonte à 1953⁴). Or, c'est dans la partie orientale de la classe ouvrière qu'un fort chômage accentue les divisions, jeunes contre vieux, ceux qui travaillent contre ceux qui sont au chômage, autochtones contre immigrés. L'intégration de la Pologne en Europe pose, dès maintenant, une terrible pression sur les salaires et les conditions de travail, en premier lieu dans les régions de l'Allemagne de l'Est, où les postes de travail sont déjà rares, les conditions de travail plus dures et les salaires plus bas⁵. Tant à l'Est qu'à l'Ouest, l'État est une institution à laquelle on s'identifie beaucoup plus qu'en France, en Italie ou en Espagne. L'idéologie de l'État a pénétré plus profondément le tissu social.

Fragilisation du fonctionariat : vers une démythification de l'État ?

NOUS AVONS VU que la spécificité du cas allemand tient pour beaucoup au poids de la caste des fonctionnaires et à leur traditionnelle loyauté vis-à-vis de l'État. À l'origine, ils étaient cooptés par l'État et le restaient à vie. La continuité de l'État était ainsi garantie au-delà des régimes politiques en échange d'une « indépendance » de ce corps par rapport au marché du travail et par rapport aux aléas politiques. Mais la fonction publique est également exercée par des employés dont le statut légal ne diffère pas fondamentalement de celui des salariés du secteur privé. Ainsi, l'interdiction professionnelle qui a frappé, après 68, bien des militants de l'extrême-gauche et dont on a tant parlé dans les années 1970, ne signifiait pas l'impossibilité d'accéder à un poste de travail, mais plutôt l'interdiction de devenir fonctionnaire. On pouvait certes être instituteur, mais non instituteur fonctionnarisé, puisqu'on mettait l'État et sa Constitution en question.

La soumission actuelle des fonctionnaires aux « réformes » découle en grande partie de leur lien étroit avec l'État. Mais l'entretien de ceux-ci a aujourd'hui un coût que l'État cherche à réduire, en ramenant leur sta-

tut à celui des employés non fonctionnarisés, en privatisant les services publics et en les incitant individuellement à passer à des statuts privés. Pour la première fois depuis Bismarck, le statut de fonctionnaire est attaqué frontalement et d'importantes transformations dans l'appareil d'État sont à prévoir. Ce qui entraînera, inévitablement, une modification du rapport du « citoyen » à « son » État. Car, à travers cette fragilisation du statut du fonctionnaire – perçu comme celui qui assure la bonne marche de l'État social –, c'est à une démythification de l'État en tant que tel qu'on assiste. Comme si l'État trahissait sa fonction noble de défense des intérêts généraux. Bien entendu, cela ouvre une perspective à tous ceux qui veulent revaloriser l'idéologie d'interventionnisme étatique, en particulier Attac, qui semble être en Allemagne la seule organisation capable d'être présente sur le terrain de la contestation sociale, tout en souhaitant et demandant le retour à un État protectionniste, bon garant des services publics⁶.

Le rapport à l'État est ainsi déterminant pour comprendre la spécificité allemande. Il est remarquable qu'*a contrario* de ce qui se passe en France, en Allemagne, les thèmes sécuritaires prennent peu de place dans le débat politique et que la crise de l'État-providence ne soit point masquée par un renforcement de l'État répressif. Sauf, bien entendu, pour ce qui est du contrôle des frontières et de la main-d'œuvre immigrée sans papiers. On peut penser que cela tient au fait que le consensus entre les classes est beaucoup moins fragile qu'en France, où les forces de contestation sociale se manifestent régulièrement. Les formes social-démocrates de contrôle social sont suffisamment bien assises en Allemagne pour ne pas rendre indispensable un renforcement notoire du contrôle policier.

Des manifestations antiguerre sans lien avec la dégradation des conditions de vie

DANS CES CIRCONSTANCES, quel lien établir entre deux phénomènes récents : le caractère massif des mobilisations contre la deuxième guerre en Irak et la faiblesse de la résistance face aux projets de « réforme » ? Le mouvement contre la guerre fut essentiellement un mouvement très moral, très « citoyen », avec des relents anti-américains indéniables. Ce fut un mouvement bien vu, quasi officiel (en tout cas, souvent sur la même longueur d'onde que la politique officielle du gouvernement) et sans lien explicite avec la dégradation des conditions matérielles et sociales de vie de la population. Les très jeunes, surtout des lycéens, furent l'élément moteur des manifestations contre la guerre et constituèrent le seul milieu où une critique de la société fut vaguement balbutiée. Or cette jeunesse n'est point encore concernée par les problèmes soulevés par les récentes « réformes ». Ceux qui sont indignés par la guerre et ceux qui sont

préoccupés par leur propre avenir sont encore loin d'avoir trouvé un terrain commun d'entente et de lutte. S'affronter directement aux politiques sociales de l'État est nettement plus risqué que de manifester contre une guerre officiellement rejetée par le gouvernement !

Néanmoins, le 1^{er} novembre 2003, à l'initiative d'une ribambelle d'organisations néo-réformistes, eut lieu à Berlin une manifestation de protestation contre les mesures gouvernementales qui finit par réunir non loin de 100 000 personnes. Cette manifestation a marqué un début de réaction, un ras-le-bol et une volonté de sortir de l'isolement individuel et de l'impuissance qui lui sont associés. Dans la foulée s'est développée une grève dans les universités berlinoises qui a duré jusqu'au début du mois de janvier. Cette grève a vu s'affronter une minorité non négligeable d'étudiants qui ont fait le lien direct entre leurs revendications et celles d'autres secteurs de la société. Leurs actions se sont déroulées de façon quasi quotidienne dans la rue avec occupations d'institutions publiques, perturbations du trafic et de cérémonies officielles sous le mot d'ordre de « tout pour tous et gratuitement ! ». D'un autre côté, une majorité d'étudiants traditionnels voulaient que l'État les traite comme ils pensent le mériter, c'est-à-dire comme la future élite du pays. Les deux tiers des étudiants travaillant désormais pour survivre, on peut se demander si ce mouvement est lui-même un indicateur du climat social dans les bureaux et les entreprises et s'il est effectivement l'annonciateur de la fin de la passivité sociale.

EN FRANCE, au cours des mouvements de l'été 2003, s'est exprimée – de façon confuse et enrobée par l'idéologie républicaine – l'idée du fonctionnaire, travailleur au service de la communauté, dans l'éducation et dans

les services (santé, poste, transports, eau et l'électricité entre autres). On peut voir dans le démantèlement de leurs statuts une attaque contre les conditions de vie de la société. Un élément à intégrer dans la réflexion sur une société non capitaliste où ces nécessités basiques doivent continuer à être assurées à la communauté. En Allemagne, c'est l'idée prussienne de la loyauté du fonctionnaire vis-à-vis de l'État qui continue à primer. La situation est, avant tout, vue comme une défaite corporatiste des statuts, plus rarement comme une dégradation des conditions de vie générales qu'un tel démantèlement entraîne. Mais il n'est pas interdit, après les derniers événements, d'avoir une lueur d'espoir.

De plus en plus, une même situation économique et sociale caractérise la France et l'Allemagne. Au-delà des différences politiques, on assiste, dans les deux sociétés, à une unification de l'attaque contre les prestations sociales et les conditions de travail et de vie. Mais le tissu social, son histoire et expérience sont différents et donc les réactions le sont également, pour le moins tant que les luttes n'acquiescent, sous les coups des attaques, une dynamique commune propre.

MARC GEOFFROY* ■



* De Marc Geoffroy, nous avons déjà publié : « Allemagne, les plaies du mur » (Oiseau-tempête, n°7, automne 2000). Disponible sur le site web d'OT.

1 – Les différences entre l'ouest et l'est de l'Allemagne sont manifestes, y compris dans le montant des allocations sociales et de fins de droit de chômage, dans le niveau de salaires et dans la durée du temps de travail. Dans la métallurgie, par exemple, celui-ci atteint à l'Est les 38 heures (contre 35 à l'Ouest) et les salaires sont inférieurs d'environ 10%.

2 – À l'Est, dans la métallurgie, des grèves ont éclaté en 2003 afin d'obtenir l'égalisation du temps de travail et des salaires avec l'Ouest. Ces grèves syndicales ont obtenu satisfaction. Toujours à l'Est, des grèves furent relancées ensuite par les syndicats dans la sidérurgie, qui eurent assez rapidement des répercussions sur la production automobile à l'Ouest. L'organisation patronale refusa de négocier. Le syndicat, après avoir agité la menace d'un durcissement, déclara l'échec de la grève et l'arrêta sur le coup. Deux facteurs contradictoires jouèrent contre le mouvement. L'appareil syndical de l'Ouest a vu dans les buts de cette grève à l'Est une façon de répondre aux craintes sur la perte de postes de travail à l'Ouest. Par

contre, la popularité de la grève fut très faible à l'Est, où ces travailleurs sont considérés comme des « privilégiés ». Le tout débouchant sur des luttes internes à la bureaucratie syndicale. Le débat porta essentiellement sur les liens du syndicat avec la social-démocratie dans cette période de « réformes ». Doit-il être complètement soumis à la politique du gouvernement social-démocrate ou doit-il garder une certaine autonomie formelle ? En attendant, IG Metall, le syndicat de l'électronique, de la métallurgie et de l'automobile, a perdu presque 1 million d'adhérents au cours de l'année 2003.

3 – C'est en particulier le cas avec la réduction de 10% des salaires des employés de l'État de Berlin, qui ne fut effective qu'à partir du mois d'août 2003.

4 – Voir Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, Cajo Brendel, Échanges et mouvement.

5 – Le rapport entre les salaires polonais et allemands est, en moyenne, de un à dix alors que la modernisation de l'agriculture polonaise va libérer une main-d'œuvre pléthorique et accroître l'émigration.

6 – Ce courant grignote actuellement la base du SPD (Parti social-démocrate) et des syndicats. Des hauts notables du SPD, dont Lafontaine, rejoignent Attac.

INVECTIVOPHARISMES (3) *

L'Unique sans propriétés
(Introduction à ma très petite logique)



OÙ IL APPERT QUE $I = \infty$

*Il faut être Tout pour n'être (naître ?) Rien...
et réciproquement !*



... D'OÙ IL S'ENSUIT QUE $= \neq =$

*Au lieu de se connaître par cœur, par souci d'économie,
il ne se connaissait que de raison ; et... de la sorte,
ainsi, il se méconnaissait.*



DE LA DESTINÉE DE L'ÉNIGME À L'AUBE D'UN MILLÉNAIRE INCERTAIN

Qui m'aime me nie ?



... Être, quel ennui ; devenir, quelles fatigues.

Plutôt nier ! Nier sur la roue infinie du Désir, jusqu'à s'é^{va}/pa-nouir !



*Ah ! ce vieux cauchemar métaphysico-policier,
qu'ils s'approprient le Non-Être afin de lui arracher des aveux.*



Ô, raison éternelle et chaste ! Par la bouche édentée d'une Minerve décatie s'exhalait un petit filet d'air, glacial et sec ; le squelette d'un volatile, ailes déployés, trônait sur le chapiteau d'une colonne : pitoyable vestige de ce qui fut naguère un si bel oiseau plein de nuit et de mystères.



... Et le vieil Eole, au souffle si légendaire, pointait en tant qu'« OS » dans l'industrie de l'« air conditionné ».



PROVERBES

À chaque carrefour, je négative.

Aux plus hautes cimes, les plus profonds abîmes.

Tant va le ruisseau à l'égout, qu'à la fin, il devient cloaque.

Trop souvent, au pays de Descartes, la raison est carrée et l'apéritif, catégorique.

L'argent, mon petit, a plus d'une odeur dans son sac : il sent le sang, la sueur, le foutre et la merde.



Prière

*Notre Paire d'Yeux
de nos aïeux
Donnez nous
des sous et dessus
des œufs pochés phénoménologiques
pas de seins doux Non
mais un peu de lard
et avec art (un peu à l'écart)
une noisette de beurre
sur les épinards*

Ballade du temps jadis

*Dimanche
après la messe
nos bons bourgeois
b'en ronds
b'en cons
b'en gras
parlent des fesses
de leurs maîtresses
Ils se CONS-FESSENT
Et, b'en
Quoi?*



DÉVOILEMENT

Tous vos Dieux me sont odieux et chacun de leurs chemins mènent au Rot-Métaphysique, au Vomis-Théologique et à la Diarrhée-Patriotique.



PUBLICITÉ

*Il y en a qui attrapent la rougeole, certains la variole, d'autres la rubéole... Mais vous que cette NON-VIE dégoûte jusqu'à la pointe de la chignole, faites comme vos glorieux aïeux, vos charmantes aïeules :
ATTRAPEZ LA CARMAGNOLE !*



DÉFINITIONS

Paris. – ... Ah oui, Ville où désormais les génies sont plus nombreux que les pavés ; voyez ses nombreux philosophes.

Philosophie. – Trop souvent art d'arranger ses arrière-pensées avant de passer à la caisse ; voyez les mêmes.



L'ART ET LA MANIÈRE

Généralement, on a trop tendance à sous-estimer combien la « pensée que la vie est courte » contribue, pour beaucoup, à ce que plus d'un de nos contemporains – par compensation – se laissent pousser les dents.



LUCIDE LUCIFER

Alors qu'il fixait rêveusement la voûte du ciel, Lucifer aperçut l'ange Gabriel qui se livrait à des acrobaties aériennes. Une foule nombreuse et enthousiaste de purs esprits l'applaudissait.

– « Quoi, se dit-il avec à propos, toute cette exaltation pour ce vulgaire serf-volant ? ! »



GALERIE DES PORTRAITS

« La pensée se fait dans le ventre et finit à l'égout » !
(Baron Antoine Serpillière, président du Merdef)

ALFREDO FERNANDES ■

* – Précédents « *Invectivopharismes* »
publiés dans *Oiseau-tempête* : OT n°9 (2002) et OT n°8 (2001).

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO 11 D'OISEAU-TEMPÊTE :

Daniel Aïache	Marc Geoffroy
Étienne Ancin	Ilya Green
Bruno Bachmann	Gilles Houssard
Harry Black	Ingrid
Borbala	Nestor Pantruche
Yann Brault	Charles Reeve
Lucia Bruno	Jacky Reuss
David Coustaury	Sabina
Gaëlle Erkens	Barthélémy Schwartz
Alfredo Fernandes	Ngô Van
Hélène Fleury	Didier Z



DE LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE...

(CHAPITRE LV)



Fig. 17. - Protection en cas de surprise.

AUJOURD'HUI, L'ÉLITE AU POUVOIR aux États-Unis semble profondément partagée sur des questions de politique étrangère et intérieure. Les problèmes de fond ne sont pas nouveaux : comment assurer aux entreprises des profits en croissance constante ? Comment pérenniser la domination militaire américaine de par le monde ? Comment maîtriser une crise intérieure qui ne cesse de s'aggraver ?

Bipartisme, un écran de fumée ?

DIVISÉS, autant sur les solutions à envisager que sur les problèmes, les partis démocrate et républicain entretiennent des rapports de plus en plus tendus. Tout en admettant qu'aux États-Unis rien ne les différencie fondamentalement, je n'irais pas jusqu'à affirmer qu'ils forment véritablement un seul et unique parti politique. Toutefois, comme l'avait fait remarquer autrefois un politicien de la droite populiste, les républicains et les démocrates sont comme deux ailes d'un même oiseau prédateur. Tous deux soutiennent les desseins impérialistes US. Ils partagent le même souci prioritaire : assurer aux entreprises des bénéfices toujours plus importants. Et les deux recherchent le meilleur moyen d'imposer la paix sociale dans le pays.

Malgré cette apparente unité, l'élection, ou plutôt le putsch, de George Bush en 2000 marqua une nouvelle étape dans la polarisation de la vie politique américaine. Ne disposant pas de statistiques précises sur le soutien financier apporté aux partis démocrate et républicain respectivement par les différents intérêts capitalistes, il me paraît néanmoins clair que cette polarisation toujours plus aiguë signale une intensification des tensions entre les différentes factions de la bourgeoisie face à une crise économique sans précédent qui n'est autre, en dernière analyse, qu'une crise de rentabilité.

Il est entendu que pour le gouvernement Bush, la rentabilité du capital américain passe par une mainmise sur les ressources pétrolières mondiales. Dans ce contexte, le désaccord entre Bush et sa clique d'une part

et de l'autre les démocrates concerne les moyens plutôt que les fins. Bien avant les élections de 2000, Bush, Cheney et la bande appelaient à une guerre contre l'Irak. À leurs yeux, si l'Irak était sous contrôle américain, les États-Unis pourraient se débarrasser de leur principal fondé de pouvoir dans le monde musulman, l'Arabie Saoudite, une alliée peu fiable. Les Américains s'assureraient ainsi un accès sans entrave aux réserves pétrolières irakiennes et une présence qui leur permettrait, sinon une emprise totale, du moins une influence prépondérante sur les événements dans cette région du monde. De surcroît, ils auraient, si l'Irak tombait sous domination américaine, un avantage sur leurs concurrents européens et russes, menace qui n'a pas échappé aux Français, aux Allemands et aux Russes.

INITIALEMENT, les démocrates étaient favorables à l'invasion de l'Irak. Ensuite, prenant conscience de l'ampleur de l'opposition populaire à la guerre, ils se sont mis à décrier la stratégie gouvernementale. Depuis l'occupation de l'Irak, en revanche, les démocrates l'acceptent comme un fait accompli. Si un candidat démocrate était élu à la présidence, il s'efforcerait peut-être de modifier les orientations politiques américaines au Moyen-Orient, mais sans toutefois les modifier fondamentalement.

Au niveau de la politique intérieure américaine, l'opposition entre les deux partis est plus marquée. S'ils s'accordent sur des stratégies visant à assurer une rentabilité optimale au capital et à empêcher les bouleversements sociaux et politiques, les solutions qu'ils préconisent pour la crise économique et sociale sont diamétralement opposées. Les républicains sont des défenseurs fervents de

l'idéologie du libre-échange, même devant la fuite des emplois, résultat de la délocalisation. En théorie, ils aimeraient gommer les dernières traces des réformes sociales du New Deal dans les années 1930. Sans pouvoir l'avouer publiquement, ils souhaiteraient abolir ou réduire au minimum tous les acquis sociaux : les avantages sociaux en matière de santé, retraite ou invalidité, les aides de l'État, l'investissement public dans l'éducation..., afin de réduire les coûts de production. Enfin, ils s'efforceraient de maintenir la paix sociale en amputant les droits civiques et en imposant des régimes sécuritaires à outrance, ce qui aboutirait à une criminalisation accélérée de pans entiers de la classe ouvrière et, notamment, des ouvriers noirs.

La politique intérieure qu'adopteraient les démocrates serait plus prudente. Se conformant à une tradition déjà bien enracinée au sein du parti, ils restent favorables à certains principes sociaux-démocrates, toutefois très dilués : l'intégration des enfants, des pauvres et des vieux dans le système d'assurance-santé, un soutien de l'État maintenu ou accru dans les domaines de l'éducation et de la sécurité sociale. Face aux tendances toujours plus autoritaires du gouvernement Bush, les démocrates n'hésitent plus à critiquer les républicains pour leurs atteintes les plus flagrantes aux droits civiques.

L'irrationalité de la bourgeoisie

LE COMPORTEMENT de la bourgeoisie pourrait être qualifié d'irrationnel, une sorte de pathologie qui vient du fait que la politique du gouvernement Bush vise avant tout des gains immédiats. Les politiques menées semblent être conçues dans le seul but de maximiser les profits, sans jamais tenir compte des conséquences éventuelles à long terme.

La guerre d'Irak est à ce titre exemplaire. Pour la justifier, le gouvernement Bush s'est servi d'informations manifestement fabriquées de toute pièce. En réalité, même avant le 11 septembre 2001, cette guerre formait la clé de voûte de sa politique étrangère ; il s'y est néanmoins lancé sans aucun programme réel pour l'occupation après guerre, s'imaginant que la population allait se jeter dans les bras de ses libérateurs. Pour qui n'est pas aveuglé par des œillères idéologiques, les États-Unis ne pouvaient pourtant se contenter d'envahir l'Irak, une société complexe et hétérogène, et d'imposer leur volonté. L'Irak est devenu leur borbier, duquel ils ne sortiront pas dans un avenir prévisible, n'ayant élaboré aucune « stratégie de désengagement ».

De la même manière, et dans quasiment tous les domaines, le gouvernement Bush a systématiquement occulté ou supprimé les conclusions de certains experts



Fig. 17. - Protection en cas de surprise.

économiques et scientifiques afin de garder les coudées franches dans sa recherche de gains immédiats. Il a baissé les impôts afin d'enrichir ses partisans les plus aisés, sans tenir compte des effets désastreux de cette politique qui allait

contribuer à la faillite économique à une échelle mondiale. Malgré un déficit d'État qui atteint des niveaux records, au point que même certains républicains s'en alarment publiquement, le gouvernement prétend déclencher une reprise économique (qui est pour l'instant inexistante) par ces allègements fiscaux et demande au Congrès de les rendre permanents.

Les mesures en faveur de la protection de l'environnement subissent le même sort. Le gouvernement a mobilisé tous ses moyens afin de les contourner ou de les abroger : les émissions des centrales électriques continuent de dépasser des niveaux admissibles, on brade les forêts domaniales, les compagnies pétrolières se voient accorder des licences de forage dans les réserves naturelles. En somme, il serait difficile d'imaginer des choix en matière de politique énergétique plus gaspilleurs que ceux prônés par l'État. Le Pentagone lui-même, dans un rapport publié récemment, a décrit de manière particulièrement réaliste les conséquences sociales, politiques et militaires d'une catastrophe écologique qui nous menace dans un avenir proche, provoquée par le réchauffement de la planète. Fidèle à ses habitudes, le gouvernement n'a tenu aucun compte de ce rapport.

Un État toujours plus autoritaire

EN MÊME TEMPS qu'il prétend exporter la démocratie dans d'autres pays, sur son propre terrain, le gouvernement américain renforce les tendances autoritaires, qui jalonnent son histoire. Si les mesures de répression contre les droits civiques et la contestation politique ne datent pas du 11 septembre, c'était néanmoins le prétexte qui a servi pour l'adoption de lois « d'urgence », utilisées à tout bout de champ et sans que le « terrorisme » y soit nécessairement impliqué. C'est ainsi que le gouvernement Bush a accéléré la construction d'un État obnubilé par la sécurité nationale, qui jugera subversive toute contestation et qui étouffera, lorsqu'il ne les supprime pas tout simplement, les droits civiques traditionnels. Si son projet se déroule comme prévu, tout citoyen sera traité comme un criminel en puissance et la moindre communication fera l'objet de contrôles et de surveillance étatique. La libre circulation d'informations et d'idées se transformera en chimère.

Un certain nombre d'éléments suggèrent déjà que les Américains vivent dans un monde orwellien. En effet, le sens de certains mots s'est mué en son contraire. Un décret sur l'éducation, par exemple, désigné comme « *No child left behind* » (aucun enfant laissé pour compte), signifie pourtant la destruction de l'école publique. La législation fédérale pour l'environnement, connue sous le nom de « *Clear skies initiative* » (qui nous rendra le ciel limpide ?), relève les seuils admissibles de pollution. Ceux qui organisent des manifestations contre le président sont contraints par la force de rester à l'intérieur de « *free speech zones* » (zones de libre expression), loin des yeux du public et de la presse. S'y dissimule la dévalorisation du langage caractéristique des États autoritaires. Le ministre de l'Éducation a accusé dernièrement le syndicat national des enseignants d'être une « organisation terroriste ». Il a dû présenter ses excuses, ce qui n'empêche pas que la vision du monde en termes de noir et blanc, ennemi et ami, eux et nous, gagne régulièrement du terrain. Autrement dit, la loi et une certaine culture politique s'accordent pour conférer la légitimité à un régime dans lequel on ne peut être que « patriote » ou ennemi de l'État.

Cela ne signifie pas pour autant que nous observons un simple glissement vers une société autoritaire. Les gauchistes, la gauche classique et les défenseurs des droits civiques s'opposent, certes de manière un peu fragmentaire, aux tendances autoritaires du gouvernement Bush. Les récentes grèves sembleraient indiquer une recrudescence de la résistance ouvrière. Les démocrates pourraient vouloir exploiter ces résistances aux tendances autoritaires pour des intérêts politiques. Il n'est d'ailleurs pas impossible que l'élection de candidats démocrates ralentisse le processus. Cependant, il y a une logique qui sous-tend ces évolutions. Avec l'aggravation de la situation économique et sociale, les tendances autoritaires du pouvoir sont irréversibles, quelque soit le parti qui en prendra les rênes.

HARRY BLACK ■

TRADUCTION : JACKY REUSS □

● **AU SOMMAIRE DU NUMÉRO PRÉCÉDENT** (OT n°10, printemps 2003) :

Simulateurs de vol : entreprises fictives, grévistes virtuels et vrais abstentionnistes, ou comment imposer l'idée du travail lorsque celui-ci fait défaut. – **Quand la montagne accouche d'une souris** : le groupe Krisis à la recherche des limites indépassables du système. – **Sot métier** : la prostitution, un métier comme un autre ? Sur les fondements de l'ordre social, du travail et de la sexualité. – **L'équité à bon dos** : l'équité contre la justice sociale, un des derniers avatars de la propagande de masse. – **Tract trouvé le Premier mai 2003** : sur la méthode de la démobilisation syndicale. – **Les forteresses fragiles** : les ruines de la politique, l'évolution autoritaire de la démocratie et la désintégration

de l'ancien mouvement ouvrier. Le recours à l'arme de la critique en attendant l'affirmation d'un projet d'émancipation sociale. – **La guerre dans tous ses états** : Chaos perpétuel et navigation à vue/Guerre nouvelle et mondialisation/Dépenses guerrières et l'union nationale/Économie de crise et patriotisme économique. – **Tract diffusé par OT – Morale bio et tics du capital** : la fausse conscience et le chien citoyen. – **L'authentique en suspens** : les agressions du personnel politique comme symptôme de la dégénérescence des gérants de la société de classe. – **Love stories, lecture de Reich** : contre ceux qui préfèrent changer de misère plutôt que de société. – **Noun de los Cobos** : un ami disparu. – **Poésie au-delà de toute parole** : dans un monde où il nous arrive de croiser l'amour ou la poésie sans les reconnaître. – **À vol d'oiseau** : vos papiers, les volatiles ! – **Notes de lecture et Bibliothèque** : nos étuves à désinfecter les livres.

– **Au SUD, rien de nouveau** : de

l'impossibilité du syndicalisme radical, par un de ceux qui y ont cru. ●

Les numéros 1 à 8 (1997-2001) sont épuisés, mais les textes publiés dans la revue sont consultables sur le site web de *Oiseau-tempête* :

<http://oiseautempete.internetdown.org>



Abonnement de soutien pour trois numéros à Oiseau-tempête : 20 € – CHÈQUE À L'ORDRE D'AB IRATO

● *Oiseau-tempête* a une nouvelle adresse web ! (voir ci-dessus).

U, U DADA, U, U DADA

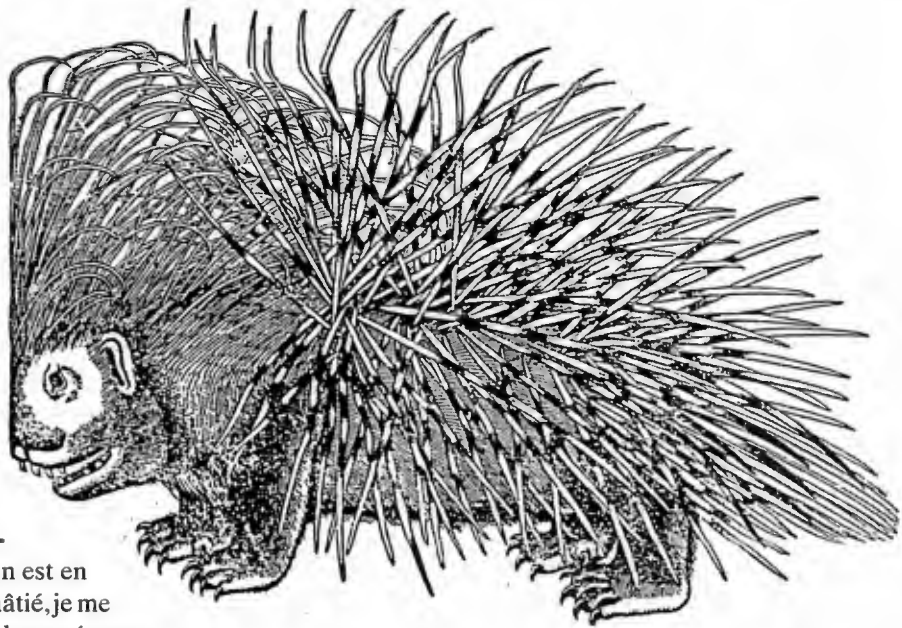
LY A, EN SOMME, la contenance qui prédomine dans notre quotidien. Son geste qui châtie bien est en passe d'être parfait ; je suis ce châtié, je me refuse, il nous condamne à la chasteté, nous

sommes faits chastes. Foncièrement se trouve dans notre gestuelle quotidienne un constant manque, un jeu toujours inversé, qui ne va jamais dans le sens de la libération du soi. Le spectacle crée la totalité répressive qui produit le chaste, mais le chaste crée aussi cette totalité ; ils sont ensemble dans une même construction. Jusque dans les pores de la peau, je vous le dis, le renoncement prend sa place ; notre sueur sent l'ennui de la normalité.

Les besoins de chatteries et de matouneries sont toujours présents, ils attendent un fameux départ, mais ils se retrouvent toujours détournés, endigués, fatigués. Le détournement, la sublimation des désirs, progressent en créant de multiples formes de somatisation. Le corps, ce trépassé, se trouve toujours à s'obliger à infléchir ses besoins les plus vitaux. Celui-ci est essentiellement lié à la conscience, mais leur harmonie est séparée. Ils progressent tout deux en automate ne sachant plus comment correspondre. La conscience se limite à l'intégration et à la coordination du corps face à la totale répression du spectacle. Nos différents organes sont inhérents à l'érotisme. Ils aiment que les sens qu'ils portent soient chéris avec raison dans leurs entières voluptés. Mais dans les tribulations du spectacle quotidien, ceux-ci sont constamment mobilisés, les rendant au gré de l'aventure marchande, triviaux et désuets.

Bouche et langue

LES ORGANES DE L'ÉLOCUTION sont dans un conflit avec le reste des composants qui les entourent. La bouche bave de toute l'amertume qu'elle mâche, il n'y a rien qui l'affectionne. Le sucré a fade allure quand il ne sait que donner des caries. Dans ce sens, l'excès de sel vient rappeler qu'il n'est pas le seul à procurer une rétention. Le pimenté et l'aigreur de l'acide prennent toutes leurs valeurs quand ils ne s'emploient pas qu'à créer des



« L'homme veut jouir, vous dis-je, jouir de lui-même et jouir de sa vie ! Et en vérité, en vérité, l'homme jouira ! »

Ernest Cœurderoy, Hurrah !! ou la Révolution par les cosaques.

grimaces. Les dents qui tombent lasses, la bouche qui s'altère, oui, ce monde crépite de douleurs à force de pâtures si déssexualisées. La langue fourche à la rencontre de saveurs sucrées qui ont perdu leur meilleur liant : l'érotisme. Mais où est ce vague souvenir qui nous remémore le jeu où la cerise à l'eau-de-vie devient cueillette des langues par engouement buccal ? Cette langue est de peu de vie, elle remue tristes pitances et parle des langages marchands, la glossotomie est finalement ce qu'elle pressent.

Voix aphone

LA VOIX EST TERRIFIÉE par le répétitif quotidien qu'elle doit affronter face à ces patrons qui l'éteignent, ces commerçants qui la rendent marchandeuse, ces enfants qui la cassent, ces chiens enfin à qui elle parle sans retour. Le poids des mots non dits pèse son pesant d'or de vie. Ce détournement qui déssexualise chaque parole, tétanise aussi chaque désir de plaisir de voix et force par le vide de son contenu à l'inertie de la voix. Le dehors se rythme avec une foule solitaire, son paysage est de peu d'expression vocale. Alors, au hasard des rues, des sons peu coutumiers viennent trancher dans le bel ordre des choses. La voix qui braille chahute le banal. Et comme face à son cerbère, s'égosiller se fait seul, terriblement seul. Les passants apprennent à faire abstraction des bouches qui beuglent. Les sirènes de l'obligation de normalité se font déjà entendre, les yeux mécaniques accrochés au coin des rues sont là pour confirmer, juger,

cadrer... La voix peut encore, parfois, dans la violence qu'est la sphère du « privé », énoncer la jouissance, mais trop souvent d'un trémolo fastidieux qui n'exprime que le jeu de fesses répétitif et sans vie, sans plaisir. Sans rien. Seul triste présage, l'aphonie.

Oreille basse

L'ouïe qui rapporte les sons de bêtes, les hurlements de jouissances, les paroles d'amour, or qu'il n'y a que vent autour d'elle, n'est pas encore dans la phase de surdité mais dans le vaste château des hallucinations auditives.

Gestes désordonnés

DANS LEUR EMPRESSEMENT à trouver leur rythme quotidien, les jambes, les bras, la tête, remplissent leurs tâches avec signification. Malgré cette endurance, il y a toujours les gestes irréductibles ; ceux qui dans leurs dernières forces, extériorisent ce besoin à fouetter leur automatisme. La phase consciente ou inconsciente où s'exprime l'intransigeance des gestes se voit toujours aller à l'encontre du bon sens. Oui, la jambe folle ne permet pas de travailler. Le bras qui balaye l'air peut être violent pour l'entourage. La tête qui devient lourde à force de rotation ne convient à aucune discussion. Il n'y a pas de place pour les balayeurs d'air ; fouiller l'air ne serait que créer des simplets, simplettes, dit-on. Mensonge ! Pour ces inconstants, fouiller, balayer, brasser, ne manifestent qu'une recherche créative face au vide rituel d'un manège qui dépossède de sa création. Les dadas de bois avec leurs ornements d'argent, leurs peintures étincelantes, ne hennissent ni ne sentent le crottin ; leur seul et unique cheval de bataille : la propagation du faux.

Le corps est terrassé par une logique qui le dévitalise, la conscience n'a que le piètre emploi de le garder présentable. Le corps est en crise avec lui-même ainsi qu'avec la réalité extérieure, il est affadi par toutes les contraintes quotidiennes qui sculptent une aliénation de l'affectivité de plus en plus invisible, insondable. A l'instant où la crise physique et affective se déchaîne les spécialistes s'intéressent à la gestion des conséquences. Le pourquoi et le comment de ces dérèglements importent peu. Pourtant la maladie parle de ce que le monde ne veut pas entendre ! Elle crie tellement sa castration quotidienne qu'elle en vient à voir l'horizon de la jouissance comme un but que personne ne voit. Tous ces vendeurs de Pullmol m'ont refait le corps à neuf, le repos était de courte durée, tout est alors en ordre pour que je rentre de nouveau dans l'ordre des choses... Qui pourra supporter l'oppression de l'ennui, du travail quotidien, sera un point positif dans la continuité des pauvres choses passives que nous sommes. Pour les âmes perturbées, défectueuses, l'effet boule de neige est à craindre, elles doivent s'effacer de ce paysage blanc, lisse, enneigé...



IL Y A EU RENONCEMENT par un retour joyeux à la cruauté dans la nuit du 10 mars 2001 en Allemagne. Armin Meiwes, homme de 42 ans, rencontre *via* Internet, Bernd Brandes suite à une annonce pour « *abattage et consommation immédiate* ». Dans un premier temps, Bernd demanda à Armin de lui couper le pénis pour qu'ils le dégustent ensemble. Ils s'essayèrent à la dégustation de ce fruit défendu, mais Armin rapporta au procès que cette partie du corps est difficile à manger crue, alors il eut l'idée de le faire blanchir à la cuisine mais le pénis était trop dur. Puis, toujours selon le même accord, Armin tua Bernd et commença le découpage Arrêté en décembre 2002 et jugé en janvier 2004, Armin Meiwes a écopé de huit ans et demi de prison pour « *meurtre par plaisir sexuel*¹ ».

Il y a eu là, quoi qu'on en dise, dans cet échange prodigieux, une intense rencontre des corps, un plaisir à toutes épreuves qui méprise toute forme de cadre moral, sexuel ou légal. On a désigné Armin comme étant l'être coupable, l'être négatif, l'homme au psychisme grandement dérangé, mais ce que l'on ne veut surtout pas voir, c'est la pleine conscience qu'ils avaient, lui et son ami, dans la mise en place de leur rencontre sexuelle cruelle. La cruauté raisonnée et d'un commun consentement traduit de belle façon cannibale la réappropriation de sa matière, ainsi qu'une manière de se séparer de son être tout en le dégustant ; il y a là une harmonieuse cruauté. Rappelons les dits de Sade sur sa distinction entre la cruauté irraisonnée et la cruauté raffinée, « *fruit de l'extrême sensibilité des organes (...)* et les excès où elle les porte ne sont que des raffinements de leur délicatesse... »². Le ravissement que procure à Armin le découpage du corps de Bernd est de ce noble contenu quand il plaide son acte de découpage comme étant un moment qui lui a « *procuré beaucoup de joie*³ ». En ce mois de mars, peu avant le printemps, Armin vient de réaliser son rêve d'enfant en mangeant un homme. Bernd a, pour sa part, dans cet échange, réalisé un souhait qui l'agitait depuis son plus jeune âge ; une façon à lui de se libérer d'un traumatisme d'enfant qui ne prendrait fin qu'en se faisant rôti. À défaut de le rôti en entier, Armin le découpa et le congela⁴. Ce rêve et ce désir de libération qui se donnent vie prennent dans leur finalité l'aspect d'une munificence de l'un vers l'autre.

Ce que saigne le spectacle par sa culture, son éducation, son invasion télévisée, c'est notre puissance ; celle qui est vie et non pas domination. Elle est celle qui donne vie à l'imagination, cette vivante force de création. Notre for intérieur, qui détermine notre puissance, devient sous les assauts saignants qu'il subit un anémique intérieur. Celui-ci ne peut être qu'une forte tête ou il n'est pas. Alors que dire de l'absurdité qui nous fait énoncer les phrases clé de notre passivité, par un « tu ne mange-



ras pas ton prochain », ou encore « la cannibalisation s'arrête où commence celle des autres » ? Que de propos moralistes, d'aliénés, de résignés à la funèbre modestie...

Pauvres dictons, qui finalement nous condamnent à l'inertie et à poursuivre ce vilain repli dans l'immobilisme. La répression sur nos consciences en arrive à dévitaliser notre for intérieur, il ne retrouve plus son expression propre; il est constamment saigné à blanc par l'impuissance quotidienne. Comprenons alors l'acte d'Armin et de Bernd comme étant à l'image de cette violence du refoulement quotidien. L'animalité qui se contient au jour le jour aurait pu se prendre dans les nasses de la domination, mais elle s'exprima plutôt avec fugacité dans une réconciliation avec son corps et ses pulsions. Ils ont bel et bien transformé leurs douleurs en un stimulus de l'affirmation en créant par la cruauté un maillon de la jouissance. Et ceci, d'un commun consentement. Leur condition d'homme esseulé vient préciser le pourquoi du strict désir de se rencontrer pour manger ou être mangé. Ils exécutent

bellement leurs désirs mais se servent l'un de l'autre comme d'un instrument. Le seul langage est cette communication cannibale; il n'y a que peu de place pour un échange qui ne se réduirait pas qu'à donner ou se faire donner la mort. Armin Meiwes affirmera devant les juges lors de l'ouverture de son procès qu'il existe « des milliers de gens qui veulent se faire bouffer⁶ ».

Tristement, la cruauté qui fourmille et s'agite sous la quotidienneté s'est fait jour mais demeura séparée d'un après. Les possibles qu'offre cet élan cruel prennent toutes leurs forces et leurs formes quand s'annonce une conjuration de l'aliénation quotidienne. À ceci, il n'y eut qu'une ablation partielle des symptômes que génère la continence quotidienne, par une rencontre certes sulfureuse, mais sans lendemain. Mais sentons maintenant les herbes plus vivaces, celles qui agrippent les désirs et les démultiplient au gré des jouissances. Quand le désir de jouissance ne peut que mordre et remordre contre ce qui le paralyse. Alors de ce pas, le sentiment amoureux ou le désir-faisant – celui qui déploie toutes ses couleurs bien sûr – peuvent, quand ils offrent toutes leurs magies, créer de vives envies cannibales. Manger son prochain. Oui. Merci.

Ainsi, comme le raconte si bien Jens August Schade, quand l'amour devient farouche aux agréments de délice, il lui arrive qu'il devienne un majestueux festin de chairs. C'est ce qui lui fait dire par l'intermédiaire du personnage de « Mithra » qui est de tout amour pour « Hans » : « *Je suis comme une cheminée qui brûle à l'intérieur, dit-elle. Je te boufferai quand nous serons rentrés⁵* ».

ÉTIENNE ANCLIN ■

1 – Armin Meiwes a été retrouvé par un internaute qui a mis la police sur la piste. Armin avait laissé en accès libre des photos de ses exploits. Récit tiré des articles de Libération du 11 janvier 2003 ainsi que du 31 janvier 2004.

2 – D.A.F de Sade, Philosophie dans le boudoir.

3 – Libération du 11 décembre 2003.

4 – Tiré des deux articles ci-dessus.

5 – Jens-August Schade, Des êtres se rencontrent et une douce musique se lèvent de leur cœur..., éd. Gérard Lebovici.

6 – Libération des 17-18 janvier 2004.



LE TEXTE « U, U DADA, U, U DADA » a suscité interrogations, discussions et désaccords au sein du collectif de la revue. Si les questions abordées dans sa première partie ont intéressé une grande part du collectif, en revanche, il reste divisé sur la seconde. La fascination de l'auteur devant cet acte a provoqué un malaise et, pour certains, un rejet. La discussion de fond a porté sur le fait de savoir s'il s'agit là d'une forme de libération individuelle ou plutôt d'un exemple extrême de rapports aliénés; certains considérant par ailleurs que ces points de vue ne sont pas contradictoires. C'est pourquoi nous accompagnons ce texte de quelques-unes des réactions qu'il a provoquées.



OT□



« [...] ARMIN ET BERND expriment toutes les possibilités d'une rencontre entre deux individus séparés. Ils ont en commun des désirs anciens et inassouvis qui ne peuvent se réaliser qu'avec la complicité de l'autre. Peu importe quel autre... Ils ont en commun un profond mépris des règles communément admises et une grande détermination. Voilà leur grandeur ! Ils ont aussi en commun une complète soumission à leur condition d'individus séparés. Il est clair que pour eux Dieu n'existe pas, que tout est possible ici et maintenant entre individus. Autrement dit, ils croient à la réalisation de leurs désirs comme un chef d'entreprise croit à l'augmentation du taux de profit.

L'acte d'Armin et Bernd ne me paraît pas de même nature que le cannibalisme primitif, ce dernier avait une dimension symbolique, un même sens pour tous les protagonistes, un caractère éminent social. Le cannibalisme moderne exprime une pensée fondamentalement matérialiste. L'autre prouve son existence, sa matérialité par ses qualités gustatives et finit par se prendre pour un bifteck.

L'amoureux ou l'amoureuse mordille l'autre, il ne le dévore pas. Il est idéaliste, il imagine d'autres matins, d'autres nuits. Le temps s'arrête; la destruction de l'autre lui permettrait de reprendre son cours.

Si la rencontre d'Armin et de Bernd a un sens (et je pense qu'elle en a un), nous pouvons la définir comme un grand écart. Le plus grand écart possible entre les mœurs communément admises et leur négatif. Le domaine du possible étant défini pour eux par l'acceptation entière du monde tel qu'il est. [...]

(Gilles H.)



« [...] EN REVANCHE, je ne trouve pas que l'exemple concret qui est censé illustrer [la première partie] est approprié. D'autres choses peuvent être dites de cet exemple, susceptibles d'ailleurs de compléter le texte.

"Ils ont à leur manière transformé leurs douleurs en un stimulus de l'affirmation, en créant par la cruauté un maillon de jouissance. La cruelle cruauté est bien celle qui jette ses interdits sur cette jouissance", écrit Étienne. Je pense que ce fantasme de

la jouissance par la "cannibalisation" ou le renoncement par cannibalisation est tout aussi aliéné. Il y a un lien étroit entre la "douleur" vécue (le mal-vivre dans la société, dans la famille, au travail etc.) et la manière de résoudre cette douleur: le suicide par cannibalisme pour l'un, la jouissance d'un acte extrême pour l'autre (tuer un quidam consentant – sachant que ce consentement a autant de valeur que les raisons qui poussent les gens à se jeter sous le métro) pour l'autre.

[...] "Comprenons alors l'acte d'Armin et de Bernd comme étant à l'image de cette violence du refoulement quotidien", écrit encore Étienne. Pas tout à fait: il s'agit plutôt d'une tentative de briser le cercle infernal du refoulement quotidien, car ce qui est à "l'image du refoulement quotidien", ce n'est pas la révolte mais la soumission imposée par la contrainte, toujours et sans retour. La rupture libératrice ou destructrice reste l'exception.

[...] Étienne pose une alter-native: ou une fausse libération de l'animalité détournée dans une perspective de domination ou une tentative de

réconciliation qui passe par une rupture avec la société (actuelle). En même temps, il y a de l'ambiguïté chez Étienne, car il ne précise pas si cette tentative de réconciliation n'est possible que par une rupture utopique avec la société (une transformation de la société) ou si elle peut se réaliser à l'intérieur des rapports existants.

Cette ambiguïté apparaît quand il poursuit directement avec l'exemple de l'homme-sandwich et du cannibale : "Ils ont bel et bien transformé leur douleur en un stimulus de l'affirmation, en créant par la cruauté un maillon de jouissance. Et ceci d'un commun consentement." C'est vrai, mais la voie qu'ils ont suivie restait directement commandée par cette "anémie intérieure" (un dépassement du refoulé dans le refoulement). La suite – dont ne parle pas Étienne – de l'histoire de l'homme-cannibale le montre : le repas consentant a été filmé (de manière consentante aussi ?), les images photo et vidéo ont été, par l'homme-cannibale, diffusées sur Internet (l'homme-sandwich était-il là aussi consentant ? on n'en sait rien). Mais au-delà du consentement mutuel, une finalité apparaît : faire circuler et valoriser l'acte du cannibalisme par consentement de la victime pour des internautes (mais cela aurait pu se passer partout ailleurs que par l'Internet), qui ne verront rien du "rêve et du désir de libération qui se donnent vie, prenant sa finalité dans l'aspect d'une munificence de l'un vers l'autre", mais y chercheront la fascination du spectacle. C'est dommage qu'Étienne n'ajoute pas un mot sur cet aspect : la libération ne quitte pas l'objet du refoulement, la finalité de l'histoire le montre. [...] » (Barthélémy S.)



L'éthique cannibale

Incipit gastronomique

« Comment dépasser l'art de faire maigre le vendredi dans celui de tout avaler les autres jours de la semaine... ? »

PARCE QU'IL POSE le problème du désir humain et celui de sa répression sociale, mais aussi celle de la responsabilité de l'individu face à ses inclinations ou penchants les plus profonds, il n'est pas exagéré de considérer que le texte que nous propose Étienne relève de l'éthique. En somme, pour dire cela autrement, il s'agit de savoir comment vivre et non pas comment mourir, sur des lieux qui nous sont hostiles, sans rien abdiquer de notre être intégral, véritable. C'est là une question qui peut paraître simple, mais, en y réfléchissant, il se révèle difficile, extrêmement difficile, d'y répondre. Difficile, oui, parce qu'elle soulève le problème de nos actes, dans le champ, plus ou moins limité, de leurs implications sociales, autant que la responsabilité de l'individu face à lui-même, au miroir clair et obscur de sa conscience et à sa solitude immense, infinie. Enfin, pour moi qui me revendique de l'idéal acrate, toute réflexion autour du désir et ses implications constitue, peut-être, ce qui ouvre la perspective sur le seul questionnement qui vaille, principalement en un moment historique comme le notre où tout se délite. N'en va-t-il pas, tout simplement, de la détermination de toute éthique qui se veut révolutionnaire, comme du comportement de nôtre être social et individuel ?

Mais, pour en venir aux faits, je dois dire que les réponses que le texte d'Étienne apporte ne valent pas les questions qu'il soulève. Très franchement, partir, comme il le fait,



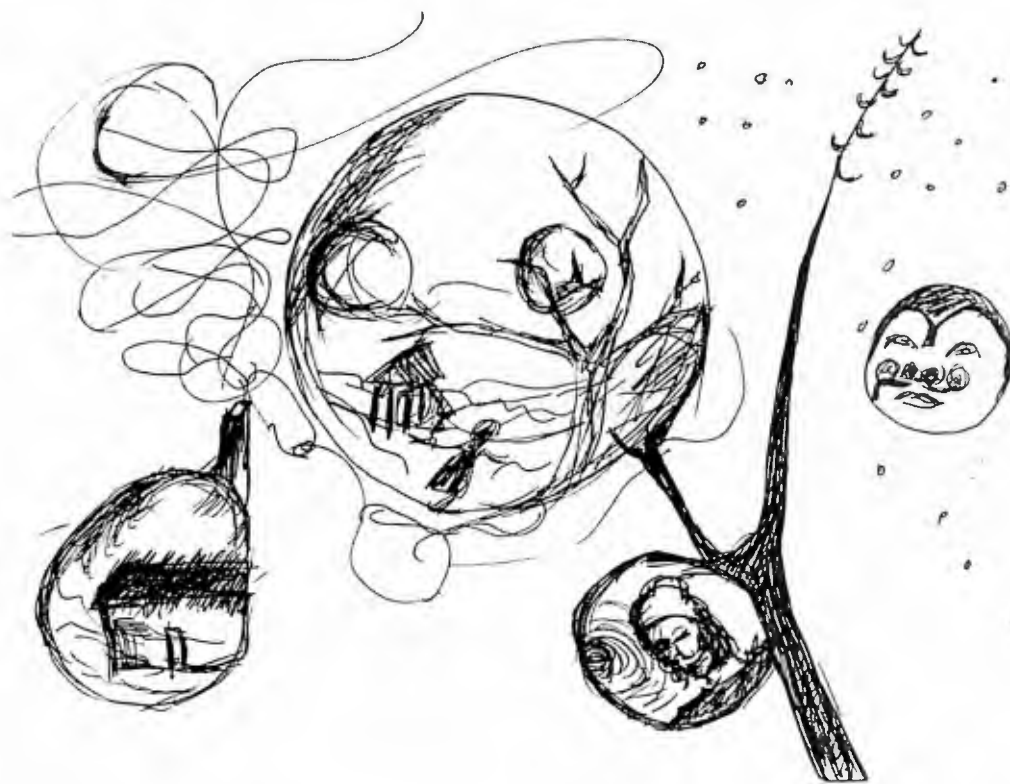
dans la dernière partie de son texte (seule partie, est-il besoin de le rappeler, dont je trouve les conclusions absolument inacceptables), de l'analyse d'un « fait divers » particulièrement morbide pour y voir un acte de libération, sans oublier les considérations esthétiques qui agrémentent ses réflexions, m'apparaît plus qu'inquiétant. Si je saisis bien son propos, être libre, ou du moins affirmer sa liberté, passe obligatoirement par l'accroissement sans fin du désir et, cela, il l'illustre en choisissant cet exemple extrême : celui d'Armin Meiwes, amateur de « bonne chair », si j'ose dire. Or, c'est là une idée que je ne partage pas, que je ne saurais partager pour des raisons éminemment éthiques tant je vois se profiler au bout d'une telle démarche le règne de l'arbitraire le plus répugnant, le plus ignoble, que je ne confonds pas encore avec l'aspiration vers la liberté. Toutefois, à l'instar d'Étienne, je pense que le désir a non seulement partie liée avec la liberté radieuse, ou terrible et infinie de l'homme, mais également avec son oppression et sa servitude, qui ne sont pas moins illimitées. Parce qu'aborder la question du désir, qu'est-ce d'autre que se confronter à ce « quelque chose » débordant toute chose, cet insaisissable qui fait que le « vivant » est essentiellement « ce qui ne peut tenir » en aucune équation, à moins de le réduire ? Qu'est-ce d'autre, en effet, que de se confronter à ce qui toujours nous échappe, se dérobe et nous ramène, pourtant, toujours vers nous-mêmes, vers les racines de notre être et la source de notre propre énigme, en nous montrant combien tout semblant d'« ordre » jaillit de notre chaos originel ? Voilà pourquoi, non, je ne crois pas que la « dilatation » de l'ego ou que l'accroissement sans fin du désir contribuent à notre liberté.

Mais, paradoxalement, je ne crois pas non plus qu'on se libère en fuyant leur réalité, c'est-à-dire en se soustrayant à notre propre présence, terrifiante, parfois. En la matière, pas plus l'attitude morale de l'anachorète ou du cénobite, que celle de l'anthropophage ne me semblent apporter rien de réjouissant – ou même de jouissant, jouissif, puisqu'il est dit qu'il nous faut jouir.

De tout cela, il en découle que loin de considérer l'acte d'Armin Meiwes comme libérateur, je crois, au contraire, qu'il exprime individuellement l'aliénation sociale – espace-temps où tout le monde « mange » tout le monde – à un

degré extrême. Dans un tel acte, il passe trop de ce que notre époque contient de visqueux et de pesant pour que je puisse lui trouver la moindre beauté. Nous sommes bien là dans l'accroissement sans fin du désir, vu sous l'angle unilatéral du quantitatif. J'insiste, un tel acte n'est en rien libérateur mais renvoie, d'une manière féroce et excessive, à tout ce que notre époque contient de louche, de glauque et de sordide. Ce n'est que la transgression par le bas, l'épais, le vil. Ou alors, si l'on considère que l'anthropophagie exprime, à un degré quelconque, la liberté humaine, à ceux-là, je me permets de suggérer de voir dans le

cannibalisme économique-social, pratiqué à grande échelle et sous l'égide des lois, par les seigneurs du capitalisme, la forme la plus accomplie. Puisque, n'est-ce pas, en voilà de joyeux lurons qui n'hésitent pas à aller au bout de leur appétit. Ils sont de cette race qui font passer les requins les plus féroces pour de pauvres bestioles inoffensives et, nous le savons tous, leur faim est grande. (Alfredo F.) ■



● MATHILDE ANCLIN ●

STREET VOICE L'ESPOIR QUI CHERCHE À NE PAS SE BRISER

S *Street Voice* est un journal de rue écrit par des sans-logis, des chômeurs, des junkies, publié depuis 1990 à Baltimore, aux États-Unis. Des paroles rageuses, jamais soumises, parfois fatalistes ou ironiques. Les éditions Verticales ont édité un recueil des témoignages de ces laissés-pour-compte de la société capitaliste actuelle, *Street Voice, Paroles de l'ombre* (Verticales/coll. minimales, 167 pages, 8,5 €), reprenant une cinquantaine de textes et d'illustrations, préfacés par Curtis Price, l'animateur de *Street Voice*¹. Nous proposons ici deux inédits du journal *Street Voice* (non traduits dans le recueil dans *Paroles de l'ombre*), précédés d'un commentaire de Gaëlle Erkens sur le recueil dont elle a choisi et traduit les textes.



« Bien parlé, Fantôme ! Notre nouveau slogan s'appellera désormais : "Plus de respect ! Moins de profit !" »

En vivant avec ces textes pendant assez longtemps – puisque c'est un travail qui s'est étalé sur presque un an –, je me suis mise à avoir l'impression de marcher dans les rues et que la toute la ville résonnait de ces voix, celles des gens assis au pied des vitrines. Elles suintaient, montaient des murs étroits.

Curtis Price cite l'écrivain nord-américain Nelson Algren, qui, dans les années cinquante, parle des habitants des taudis, du ghetto, et de leur invisibilité. De ces gens qui sont au milieu de la ville, qui sont là, au milieu de tous et qu'on ne voit pas ; qui n'existent pas.

C'est ce qui surgit sûrement d'abord de ces articles : des sons qu'on n'a pas l'habitude d'entendre ; et on est surpris de la qualité littéraire, de la beauté des écritures.

Street Voice est une expérience unique aux États-Unis, qui n'a aucun rapport avec les journaux de rue type Macadam ou Lampadaire, qui existent aussi là-bas. C'est en ça qu'elle nous concerne tout autant que les États-Unis. La remise en cause des services sociaux, par exemple, y est très radicale, celle du travail intérimaire aussi. Cette critique a clarifié ma pensée sur beaucoup de choses ici. Ces textes m'ont semblé très proches, non seulement du pays où je vis, de ma ville, de ma rue, mais de ma vie, de ma voix aussi parfois, de celles qu'on n'entend pas, partout, dans la société occidentale. Et non occidentale. C'est la voix de la misère qu'on condamne au silence. Mais ça me semble aussi être la voix de ce qui en nous est condamné au silence, la souffrance, l'espoir, brisé, l'espoir qui cherche à ne pas se briser...

On m'a une fois demandé : « cet espoir, où est-il ? » Je renverrais, moi, à deux textes qui m'ont particulièrement touchée. L'un de Crazee Baldhead sur la justice, « Juste... pour nous », qui est d'une noirceur terrible, sur comment quelqu'un peut se trouver en prison en

deux temps trois mouvements, deux ans de prison ferme pour une affaire bidon de drogue. Ce texte ne porte pas à l'espoir, mais il finit ainsi : « ...Et je pense que nous devons sincèrement nous demander, chacun d'entre nous : comment combattons-nous la dureté et la tristesse qui menacent nos vies de nos jours ? »

Et puis l'autre, de Freddie G. Phillips, « Une fêlure dans le miroir », qui commence comme ça : « Un endroit à moi dans une prison où je paie pour être enfermé. » Le texte avançant, il déroule le fil de la contradiction dans laquelle il est pris ; je pense que je pouvais le sentir dans son écriture, qui devenait très fragile et même

périlleuse à traduire, dans des passages où on ne sait plus parfois s'il parle des gens « normaux », comme il l'écrit, ou de ceux qui sont à la rue. Il raconte qu'il ne vit plus dehors et que, pourtant, il ne se sent pas à sa place, que le problème n'est pas résolu et que rôde peut-être même la tentation de retourner en arrière. Il me semble qu'il esquisse, avec beaucoup de trouble, un questionnement qui dépasse les limites de l'enfer de la rue.

GAËLLE ERKENS □

1 – De Curtis Price, Oiseau-tempête a publié : « Les choses étaient allées trop loin... (montée et chute des mouvements radicaux noirs américains) », OT n°6, hiver 1999-2000.

La mort d'un ami

LAISSEZ-MOI VOUS DIRE qu'un ami vient de mourir. Et j'ai eu beaucoup de mal avec ça. Je vais essayer de vous dire pourquoi. C'était un vétéran du Vietnam, noir, gay, qui avait caché sa sexualité à sa famille toute sa vie (du moins le croyait-il). Quand il a appris qu'il était séropositif, il avait eu une crise cardiaque en même temps qu'on lui annonçait qu'il avait le sida. Je l'ai rencontré dans un groupe pour les hommes séropositifs de plus de 40 ans mis en place par un groupe pour les malades du sida de la ville dans laquelle je vis actuellement. Il n'est pas resté longtemps dans le groupe – la plupart des hommes de ce groupe était gays, blancs, parlant très librement de leur sexualité ; ce n'était pas du tout son cas et il est parti. Quand je l'ai revu, il était dans le projet dont je fais partie. On s'est agrandis progressivement et on s'est rencontrés toutes les semaines pour devenir un groupe.

Une fois établi dans le groupe, il a raconté son histoire. Tout en racontant, ils s'est mis à pleurer. Les gens ont commencé à se rapprocher de lui, à le prendre dans leurs bras et à le consoler. Je leur ai demandé de ne pas faire ça – je l'ai quasiment exigé. Il n'y a pas eu tellement de réactions à ce que j'ai dit. Ils (les gays du groupe) m'ont répondu qu'il avait besoin d'être consolé. Il était d'accord aussi, alors je me suis effacé. Je voulais lui dire que quand je suis arrivé de Baltimore dans cette ville, j'ai enduré la souffrance de devoir accepter la perte de tant de mes amis morts de Baltimore, comme Ferne, Laverne, Bud, Mark et les autres.

MAIS CE QUE JE VOULAIS LUI DIRE, C'ÉTAIT ÇA : j'étais dans un programme de désintox. J'étais assis au milieu d'un groupe de gens et je souffrais, et on me permettait de le faire. J'ai pleuré, j'ai soulevé la souffrance de la mort de mes amis. On m'a permis de traverser tout cela sans que les gens posent leurs mains sur moi. Beaucoup de gens voulaient me toucher mais on leur a dit de ne pas le faire. J'étais entre deux personnes qui ont vu et senti les sanglots, les pleurs profonds, qui ont fini par se calmer. Je me suis senti mieux. Le lendemain, le thérapeute m'a dit que j'avais traversé des douleurs et des souffrances, et que si on s'en mêlait, alors le processus n'aurait pas pu se terminer. Mais que parce que personne ne m'avait touché, il avait pu se faire complètement.

Eh bien, quand j'ai demandé à ces gens de ne pas le toucher, j'ai eu le sentiment qu'ils réagissaient au fait que je ne sois pas gay et ne pourrais ou ne voudrais pas être sensible au fait qu'un gay pleure. Et donc ils m'ont dit qu'il avait besoin d'être consolé. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que je le connaissais et que je l'aimais avant même de les avoir rencontrés. J'ai également vu que le travail n'avait pas été terminé pour lui. Nous avons fait le chemin ensemble, on lui a montré la bonne voie mais il n'a pas pu ou n'a pas voulu l'accepter. Quand il a dû affronter sa famille sur ces deux sujets (sa sexualité et sa séropositivité), il a choisi de ne leur en dire qu'un, et devinez lequel : il leur a dit qu'il était séropositif. Merde !

IL N'AVAIT PAS VU SON DOCTEUR, qui était aussi mon docteur, depuis six mois. Il a développé une lésion cérébrale. Un jour, j'étais à la clinique où on faisait notre travail de soutien. Il pensait qu'on était lundi, alors qu'en fait on était mardi. Il faisait des allers-retours dans la réalité. Nous étions en train de parler, son docteur et moi, quand il est arrivé, désorienté. Chaque heure passant, ça s'aggravait, et je me suis retrouvé à l'emmener directement à l'hôpital. Il a été admis, et alors que j'allais partir, il a dit qu'il ne voulait pas que sa famille sache qu'il était à l'hôpital. Je lui ai rendu visite la semaine suivante et l'ai trouvé encore plus mal.

La semaine qui a suivi, je suis venu lui amener un poste de radio et j'ai appris que c'était trop avancé

pour pouvoir l'opérer. Le docteur lui donnait entre 3 et 6 mois à vivre. Naturellement, nous ne l'avons pas cru. En plus, les médecins nous avaient déjà vus morts tellement de fois auparavant. Je me souviens de lui disant : « Personne ne m'aime. » C'est encore gravé dans ma mémoire. Je voulais seulement qu'il ait assez de forces pour se sentir bien. Parfois, je me demande si c'est parce qu'il n'a pas pu aller jusqu'au bout du processus de sa douleur d'être seul. Et quand j'ai réfléchi à la question de sa sexualité, j'ai haï sa famille. Ils lui ont trouvé une maison de santé et il est mort une semaine après y être arrivé. ■

Street Voice # 63,
« A friend's death »

Les mythes à propos des pauvres et des sans-abri

DANS LES ANNÉES 80, on se mit à beaucoup parler de la pauvreté et de la clochardisation. Mais généralement, seules deux visions étaient exprimées dans les innombrables spots télévisés, journaux, articles ou discours de chefs politiques. L'ancien président Reagan en tête, une grande partie des gens rendaient les pauvres responsables de leur situation : ce sont des bons à rien, des malades mentaux ou des gens qui vivent dans la rue par choix. De l'autre côté, les politiciens et les journalistes libéraux présentaient les sans-abri et les pauvres comme de pathétiques victimes de l'économie, mais ils les traitaient comme s'ils n'avaient pas d'intelligence et de volonté propres. Ils ont besoin de réintégration, de traitement et d'aide des services sociaux pour les aider à voir combien ils ne savent pas s'y prendre pour vivre.

Mes propres conversations avec les gens de la rue m'amènent à penser que c'est l'opinion publique qui ne comprend pas les réalités de la pauvreté et de la vie dans la rue, pas ceux qui la vivent. Les gens veulent croire que tout va bien dans le monde – dans le monde du travail, de la famille, des services sociaux – et que le problème, c'est vous. Je vais cependant brièvement suggérer le contraire ici.

**La demande générale : « Trouve un boulot ! »
Le travail à bas salaire, c'est pas si chouette**

La plupart du temps, quand les gens voient un SDF traîner dans la rue, ils disent avec colère : « Trouve un boulot ! » Même les libéraux n'arrivent pas à comprendre pourquoi les pauvres ne sautent pas de joie quand on leur offre un boulot payé au minimum dans une pizzeria ou une supérette. Il y a longtemps, le célèbre philosophe Bertrand Russell suggéra que l'éthique du travail sert les riches, pas les pauvres. Quand on gagne moins d'argent en travaillant qu'en fonctionnant « à la débrouille », en ramassant les bouteilles ou la ferraille, en vivant aux marges de la société. POURQUOI LES GENS DEVRAIENT-ILS ÊTRE FORCÉS DE TRAVAILLER POUR PRESQUE RIEN sans avantages sociaux, et être reconnaissants envers des employeurs qui licencient les pauvres et les sans-abri quand ils le veulent et les traitent comme des esclaves ? Pour la personne qui gagne 50 000 \$ par an, « trouve un boulot » semble assez rationnel. Pour quelqu'un appartenant à la classe moyenne, gagner de l'argent illégalement (« à la débrouille ») est aussi acceptable, mais si un sans-abri fait la manche, vit d'allocations ou partage ses

biens avec ses copains, les gens sont furieux. C'est vrai : CERTAINES PERSONNES, PAUVRES ET SANS-ABRI, NE VEULENT PAS TRAVAILLER POUR UN SALAIRE MISÉRABLE. Pourquoi leur reprocher de comprendre les limites de « l'éthique du travail » ?

La famille : pas d'un grand réconfort

Quand les gens voient une bande de SDF, ils se demandent où se trouvent leurs familles. Pourquoi les mômes des rues ne sont pas chez eux avec leurs parents ? Mais la réalité, c'est que les bonnes familles aimantes que nous montrent la télévision et les journaux n'existent pas pour la plupart des pauvres et des sans-abri ! Beaucoup de personnes vivant dans la rue sont physiquement, sexuellement ou psychologiquement maltraitées par leurs familles. Ou bien elles sont rejetées parce qu'elles sont pauvres ou différentes. Beaucoup de sans-abri, particulièrement les mômes des rues, me disent qu'ils préfèrent être à la rue que « chez eux ».

Centres d'hébergement et services sociaux : un bien ou un mal ?

Si les gens voient une personne à la rue, et qu'ils ne veulent pas l'envoyer directement en prison, ils se disent : « Pourquoi ne va-t-elle pas dans un centre d'hébergement ? Pourquoi n'est-elle pas suivie par une assistante sociale ? ». Les gens ont l'air de croire que les services pour les sans-abri et pour les pauvres sont

merveilleux (et que grâce, à eux, les gens peuvent « mener la grande vie »). En réalité, beaucoup de gens de la rue à travers tout le pays racontent que les centres d'hébergement les privent de leur dignité, de leur liberté, et de leur intimité, que bénéficier de la plupart des avantages sociaux implique une profonde intrusion dans leur vie privée et que les avantages et « l'aide » de l'État se paient bien cher. Parfois même, on vous enlève votre enfant ou bien on vous colle en hôpital psychiatrique ou autre institution après que vous en ayez trop dit sur vous-même.

Même ceux qui aident les pauvres et les sans-abri n'ont souvent pas conscience de la réalité de l'Amérique des années 90. Le problème ne vient pas des sans-abri ou des pauvres et de leurs modes de vie, qu'ils soient « malades mentaux » ou non, alcooliques ou non, le problème vient de la société dans laquelle nous vivons. Plutôt que de créer davantage de centres d'hébergement ou de petits boulots payés au salaire minimal, c'est un changement radical qu'il faudrait dans notre pays pour vraiment résoudre les problèmes de pauvreté et de clochardisation. EN AMÉRIQUE, PEU, SINON

PAS DE POLITIENS OU DE PUISSANTS SOUHAITENT RÉELLEMENT S'OCCUPER DE CETTE QUESTION.

DAVE WAGNER ■

*Street Voice # 60,
« The Public's Myths
about The Poor and
The Homeless »*



IL DÉCOUVRE QU'IL EST MORT IL Y A UN AN !



Fig. 21. - Masque bien mis.



Fig. 20. - Masque mal mis.

LE TEMPS DE VIVRE

*Par l'aigri, par l'amer, par le sucré,
L'expérience, le fruit présent, l'espoir
Me menacent, m'affligent, m'apaisent*

Giordano Bruno

NOTRE TEMPS N'EST PAS LE LEUR.

Leur temps est celui de la faute, de l'aveu, du châtement ou du repentir : c'est le temps des prêtres et des geôliers. C'est un temps d'oubli, un temps sans histoire, un temps de registres morts.

Un jour, ils viennent vous chercher ; ils vous entravent les mains ; ils disent que vous devez embarquer dans une machine à remonter le temps. Ils font comme s'ils pouvaient vous transporter tel [le] que vous êtes aujourd'hui dans un temps de vingt-cinq ans en arrière ; comme si vous étiez pareil [le], inchangé [e], transposable, décalquable, démontable et remontable...

Il n'existe pas de mots pour dire ce qu'ils croient qu'ils peuvent faire de vous.

À chaque fois qu'ils se servent du mot « espace », c'est pour réduire l'espace réel. Ils disent « espace de Schengen » et ils construisent une nasse. Ils disent « espaces de libre expression » pour annoncer que l'expression sera réglementée. Ils veulent que le monde entier ressemble à un hall d'aéroport ; zone *duty-free* pour les riches, zone de rétention pour les pauvres.

Et la même « justice », partout. Pas *pour tous* ! Non ! Partout : deux poids, deux mesures. De toute façon, ce sont eux qui ont construit les instruments de mesure : codes, chronomètres, sondages.

Ça n'est pas difficile à comprendre. L'Europe par exemple ; c'est un espace qu'ils construisent (qu'ils réduisent, donc) ; ils le mesurent avec leurs instruments (ceux qu'ils ont construits). Donc, plus il y a de pays en Europe et moins il y a d'étrangers dans le monde qui peuvent demander l'asile, par exemple à la France. Donc, plus l'Europe est grande, moins il y a d'asile possible dans le monde. Comme cela vise les pauvres, les militants et les artistes, cela s'appelle une *harmonisation*.

Ils ont décidé le « mandat d'arrêt européen ». C'est un instrument avec lequel ils pourront arrêter le temps et réduire l'espace des pauvres, des militants et des artistes sans asile partout dans l'espace qu'ils calculent. C'est une machine nouvelle qui demande quelques réglages. On y procède en usant d'exilé [e] s qu'on avait mis de côté dans un coin de l'espace. Comme un vieux chiffon ; ça n'est pas

joli mais ça peut servir. Ils ont utilisé, sans anicroche, un Paolo Persichetti ; ils essaieraient bien un Cesare Battisti, une Roberta Cappelli et quelques autres. À chaque fois, ils améliorent le système. Quand tout sera au point, ils n'auront plus qu'à faxer : « Machin Chose », et hop ! le lendemain, Machin remontera le temps jusqu'à une prison, plus loin en Europe. Quelle harmonie ! Quelle paix sociale ! Quelle démocratie ! Ils en ont les larmes aux yeux...

Pas la larme facile pourtant, ou alors se retiennent, par pudeur. Mais immense grandeur d'âme, ça oui, du côté du deuxième poids de la deuxième mesure qui, bientôt, par-tout. Libèrent un Papon par-ci, un Patron par-là.

Mais les quatre d'Action directe ? Non, pas ceux-là ! Pas le temps ! Pas dans les temps ! « N'a qu'à se passer de jogging ! » dit le magistrat d'une Nathalie Ménigon diminuée par deux accidents vasculaires-cérébraux. Déjà hors du temps. Pas de machine disponible, et pour remonter jusqu'où ?

Vous entendez ce qu'ils nous disent ?

**ILS DISENT QUE MÉNIGON, CIPRIANI, ROUILLAN
ET AUBRON DOIVENT D'ORES ET DÉJÀ ÊTRE
CONSIDÉRÉ (E) S COMME DES CADAVRES !**

Critiquant (en 1985) l'absurdité de la stratégie armée d'AD, j'avais qualifié ses militants de « bouffons sanglants* ». Je le rappelle ici à destination de certains soucieux pétouchards qui se taisent par crainte de paraître approuver des actes commis il y a vingt ans.

Qui, *aujourd'hui*, sont les bouffons sanglants ? Qui sont les assassins ? Sinon ceux qui condamnent des exilés politiques à l'extradition après vingt-cinq ans de vie en France, et à une mort en cage – longue et douloureuse – quatre personnes gravement malades. Un aliéné, une hémiplégique et deux cancéreux, pitoyable tableau de chasse pour une loi du talion qui n'ose pas dire son nom !

Rien n'est donné ou acquis dans le monde du « droit ». Il n'est rien que nous ne devions arracher ; y compris l'espace et le temps de vivre.

Paris, le 9 avril 2004

CLAUDE GULLON ■

*Cf. « Contre AD et contre l'État », *Pièces à conviction. Textes libertaires 1970-2000*, Noesis, 2001.

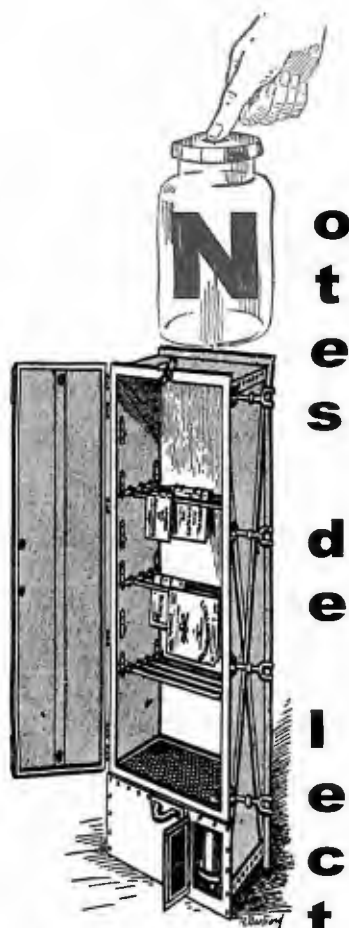


FIG. 664. - Étuve à désinfecter les livres.

o
t
e
s
d
e
l
e
c
t
u
r
e

Via Libre, textes sur Cesare Battisti

L'Insomniaque, collection « De l'huile sur le feu », 2004.

(63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil).

« **Je remercie Dieu et la magistrature.** »

C'est avec cette expression de soulagement que monsieur Mancino, le président du Sénat italien, a reçu, en 1999, la nouvelle de l'acquittement de monsieur Andreotti, alias « l'Inoxydable », professionnel de la politique bourgeoise (trente fois membre d'un gouvernement après la guerre), inculpé d'association mafieuse et d'implication de meurtre. Le même individu ayant été cité dans les procès d'instruction des massacres et attentats organisés par l'extrême droite italienne, depuis la Deuxième Guerre, lesquels feront des dizaines de morts. Réseau Gladio

(branche des services secrets occidentaux des années de la guerre froide), tentatives de coup d'État, loge maçonnique P2, complètent le scénario de guerre civile.

Les vainqueurs continuent à débuser et à s'acharner sur les vaincus. Et leur propagande à masquer les circonstances des affrontements politiques qui ne peuvent être séparés de la forte agitation sociale et des luttes de classe qui ont secoué la société italienne, de 1945 aux années 1970. On trouvera un court résumé de ces affaires, une mise en perspective historique, dans le texte « Les habits d'Ombre », intégré dans la brochure *Via Libre, textes sur Cesare Battisti*.

□

LA Lettre de Mouvement communiste (n°12) : « Transport urbain en Italie : le retour soudain de l'autonomie ouvrière », janvier 2004

PENDANT QUE certains remercient Dieu et la magistrature (cf note ci-dessus), d'autres tentent de relever la tête et donnent une autre image de la société italienne actuelle. La lettre n°12 de *Mouvement communiste* « Transports urbains en Italie : le retour soudain de l'autonomie ouvrière » rend compte, avec force détails, d'un mouvement de grèves sauvages qui a paralysé les transports publics urbains dans tout le pays en décembre/janvier 2003. Bien entendu, inutile de chercher quelques bribes d'infos dans les canards français, silence radio total, qui s'explique assez bien d'ailleurs. Les motifs de la grève : salaires trop bas, dureté des conditions de travail, non-respect par les employeurs de l'accord de branche signé en 2000 (prévoyant augmentation de salaires et prime), mais aussi rejet des journées de grèves « pacifiées » organisées par les syndicats, dont l'effet s'avère plus que jamais nul (cela rappelle les

« journées d'action » syndicales lors des grèves de mai-juin 2003 en France...).

Et justement, si on n'en entend pas parler ici, c'est que les salariés n'ont pas suivi les consignes syndicales et ont refusé de respecter le service minimal réglementant le droit de grève. Cela devrait faire réfléchir le gouvernement français et son groupe d'experts habituels qui nous préparent un texte « respectueux du droit de grève et des usagers » visant à instituer un service minimum en cas de grève dans les transports publics.

Même si les grèves « illégales » des travailleurs italiens n'ont pas abouti à un succès franc, elles ont au moins eu le mérite d'afficher clairement plusieurs éléments : d'abord, la résurgence d'une certaine autonomie ouvrière ; ensuite, le respect sans faille du « service minimum » par les confédérations syndicales (« Pour la première fois depuis fort longtemps, la gauche institutionnelle (Démocrates de gauche et CGIL en premier) a dû se ranger ouvertement du

côté des patrons et du gouvernement [...] dans la condamnation active de l'illégalité ouvrière », p. 12). Enfin, le durcissement des sanctions (pécuniaires ou mises à pied) de la part des autorités contre les grèves « illégales » (cela rappelle aussi les retraits sur salaires envers les profs en mai dernier en France) : « *La préfecture (de Milan) annonce des sanctions judiciaires de 250 à 516 euros par jour de grève illégale* » (p. 16).

Quand le chantage à la « responsabilité citoyenne » et à la « défense du service public » n'a pas d'effet, il ne reste plus que les bonnes vieilles méthodes d'intimidation... □

Pour se procurer gratuitement sur simple demande la lettre n°12 de janvier 2004 ainsi qu'une plus courte publiée en février sur le même thème, écrire sans autre mention à :

BP 1666, Centre Monnaie
1000, Bruxelles 1, Belgique.

LA PEUR EST NOTRE DEMEURE



● Ce qu'il voit, BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ●

La peur est notre demeure
À son foyer
nous nous réchauffons doucement les rides
en écoutant crépiter notre inquiétude
Mais tu verras
tu verras mon âme
Nous finirons bien par trouver les mots
passages secrets
les mots magiques
les paroles étincelantes de silence
tranchantes comme la vérité
qui t'emporteront au bord de toi-même
Un jour
tu briseras la glace qui t'enserme
le givre douloureux de ta mémoire
tu déborderas
oui parfaitement par-fai-te-ment
tu déborderas le vase hermétiquement clos
de tes certitudes
(...ces petites valeurs-refuges de tes préjugés)
Tu te vomiras
un jour
tout entier par ta propre bouche
et l'Ouroboros * de ton cœur
fera éclater le Temps illusoire de ton cerveau
comme une bulle d'air
une simple bulle d'air
à la surface du néant
Tu te mèneras
un jour
(un jour ou peut-être une nuit, qui sait ?)
sur le promontoire de ton propre abîme
et là
le regard vague – vague et absolument
perdu de Celui qui revient de loin
(tellement loin...)
tu contempleras imperturbable
tout ce que tu fus
tout ce passé fait d'ombres et de désespoir
Alors geste ultime
tu te pousseras toi-même
dans le dos
(non seulement pour en finir, mais...)
pour qu'enfin
ENFIN
ENFIN
cher Homme
tu apprennes à voler

* *Le plus ancien symbole pictural connu en alchimie est l'ouroboros du Codex marcianus, manuscrit grec du X^e siècle, conservé à Venise. C'est le serpent qui se dévore la queue, accompagné de la devise : « Un est le Tout ». L'Œuvre naît de l'Un et y retourne. Le Mercure, c'est la matière qui se consume pour renaître sous forme de Pierre. Le Monde est éternel recommencement.*

ALFREDO FERNANDES ■

DE LA RÉSIGNATION SYNDICALE AU QUÉBEC

Le texte qui suit a été diffusé à Montréal, début 2004, dans les facts et dans le métro, ainsi qu'à l'occasion du kiosque libertaire itinérant qu'organise le cercle La Sociale (asociale@colba.net).

Les quelques lignes d'introduction qui suivent aideront le lecteur dans sa lecture.

La situation économique et sociale dans cette région du nord de l'Amérique se dégrade sur fond d'écœurement, de désarroi et de résignation générale. Le Parti québécois (PQ) au pouvoir, après une longue période de nationalisme social-démocrate, s'engage dans un virage libéral de réduction des déficits publics et de démantèlement des programmes sociaux, alors même que le chômage et la précarité s'étendent dans la province. La démagogie indépendantiste de naguère – qui a accompagné cette fraction de la bourgeoisie québécoise dans sa prise de pouvoir politique – a été remplacée par un discours de « réformes libérales », qui se distingue mal de celui des « adversaires » (du Parti libéral, PL).

Les grands appareils syndicaux du Québec – au-delà des liens bureaucratiques qu'ils entretiennent avec les syndicats nord-américains – ont marché, la main dans la main, avec les politiques chauvines des indépendantistes du PQ. Ils se retrouvent aujourd'hui coincés devant le chan-

gement de ligne réformiste qu'ils sont forcés de cautionner. Deux mouvements sociaux récents en témoignent. La fermeture définitive (septembre 2002) de la grande usine General Motors de Boisbriand (près de Montréal) a laissé sur le carreau plus de 8 000 prolos. Après des gesticulations d'usage à tonalité nationaliste (genre, « l'usine fait partie du patrimoine québécois »), les syndicats se sont couchés et le silence est venu recouvrir l'événement d'une chape bien solide. Plus importante a été la grande grève des infirmières du Québec, qui a duré un mois (juin 1999). Un conflit marquant dans la mesure où il a suscité un important appui populaire, défié les lois anti-syndicales (le fameux « service minimum » cher à toutes les classes dirigeantes) et montré une opposition politique aux projets de démantèlement des services sociaux. Les grévistes ont également perçu la nécessité d'élargir leur lutte à d'autres secteurs. Resté isolé, le conflit s'est terminé par un accord signé entre les syndicats et le gouvernement, refusé

par 75 % des 47 000 grévistes... La grève s'est poursuivie de façon sauvage pour se terminer en défaite totale, les grévistes ayant été condamnés à de fortes amendes.

Tout cela, on l'a compris c'est du déjà vu, de notre côté de l'Atlantique. Les difficultés douloureuses des syndicats québécois à faire avaler la pilule de la rigueur à celles et ceux qui triment sont partagées par les bonzes des syndicats, PC et PS de tous les pays européens. Une fois de plus dans l'histoire, l'état des lieux que les réformistes laissent derrière eux est le terreau de la barbarie. Mais l'angoissante absence de perspectives émancipatrices n'est pas en soi un élément de résignation.

Comme ceux qui diffusent ce texte, nous faisons le pari que c'est en brisant l'isolement, ce résultat de l'exploitation généralisée, que les révoltes se renforcent, qu'elles deviennent efficaces.

OT □

LES PROFONDES TRANSFORMATIONS politiques et sociales créées par le nouveau développement économique de la mondialisation n'ont pas modifié les syndicats québécois. Ou plutôt si ! Assis sur les confortables et obligatoires cotisations syndicales, gérant les lucratifs fonds de retraite, les syndicats capitalisent, ils distribuent de la richesse à taux fixes tout comme les banques. Tout comme les banques, les ennemis de toujours des ouvriers et des employés, ils parlent de partenariat constructif et acceptent le déficit zéro, les départs « volontaires », les réductions de salaires comme de coûts de la main-d'œuvre. La concertation leur permet de maintenir l'éternel système du salariat, indispensable prison des travailleurs sans laquelle eux-mêmes n'existeraient pas. Les restructurations et les délocalisa-

tions s'accroissent. Malgré cela le partenariat et la concertation sont montrés comme une stratégie définitive et gagnante alors qu'à chaque fois, syndicats/État/patrons s'entendent pour arrondir les angles. Les syndicats ne désirent pas supprimer les fondations d'un système salarial qui gère si harmonieusement cette merveilleuse entente consensuelle. Pourtant dans le contexte de la mondialisation, les syndiqués eux-mêmes ne sont plus protégés, alors qu'en est-il des autres ?

L'heure est encore (pour combien de temps ?) à la résignation, à une résignation que les syndicats ont largement imposée en s'appropriant chaque lutte pour la réduire selon leur stratégie, en isolant celles qui ne lui accordaient aucun rôle ou en luttant féroce-ment contre

les autres qui les niaient. Dans l'indifférence sociale, les centrales syndicales plaident pour des droits de moins en moins respectés, et même oubliés selon le rythme des délocalisations. Cette indifférence est la preuve de l'isolement des centrales qui ne persuadent que leurs militants pour manifester ou pour faire le coup de main. Ces militants n'ont jamais à penser par eux-mêmes – la centrale pense pour eux. Ils n'ont jamais à penser le monde, n'ayant aucun projet social susceptible de reconsidérer la condition même du travail, du salariat et des modes de production. Dans ce contexte, les sorties syndicales contre les libéraux (et pourquoi donc jamais les indépendantistes québécois ?) sont des défouloirs mais sans doute pas l'expression d'une conscience critique et radicale qui tente de changer le monde pour le bénéfice de toutes et de tous. Tout au plus des petits coups de gueule réformistes, une police d'assurance pour les milliards de la Confédération des syndicats nationaux, de la Fédération des travailleurs du Québec, pour les finances des syndicats, mais pas d'ennuis pour les patrons, rien qui menace les marchés financiers !

Les syndicats se sont accouplés à l'État-providence lorsque celui-ci promettait plus de justice sociale, mais maintenant que l'État (du Parti québécois aux libéraux) n'a plus les moyens d'acheter sa tranquillité, que les délocalisations créent seulement des actionnaires plus riches et des travailleurs plus pauvres, que l'informatique crée des chômeurs dans tous les secteurs professionnels, le centre de gravité de l'attraction syndicale aurait dû se déplacer vers de nouveaux combats, vers un regard critique sur le présent qui se serait traduit par une pratique quotidienne de luttes plus dures, plus nombreuses. Au lieu de cela, les usines disparaissent sans

bruit (General Motors, par ex.), le monde salarié se modifie de fond en comble dans le désarroi, la précarité devient le lot quotidien ; l'État impose des conditions de travail morcelées aux nouveaux citoyens, aux éternels pigistes flexibilisés de force.

La concertation syndicale est de la collusion

ENCOURAGÉS PAR LE GOUVERNEMENT, les syndicats réduisent les coûts de la main-d'œuvre là où ils devraient lutter au coude à coude avec les salariés pour refuser le pouvoir patronal et les plans sociaux de l'État. Ils trahissent leurs syndiqués sans état d'âme (syndicat des infirmières). Ils ont mieux à faire qu'assister les salariés : ils surveillent les rendements miraculeux des marchés financiers sur leurs placements. Leurs portefeuilles se gèrent à Toronto, à New York : les rendements usuraires se satisfont très bien de la mondialisation, ils accompagnent l'abrutissement de la consommation forcée. Qu'est-ce que lutter pour des syndicalistes occupés à gérer et à surveiller la spéculation sur les marchés financiers ? Pour les syndicats, la survie de tous les jours et les luttes quotidiennes sont des souvenirs figés dans un temps disparu, les grèves et les luttes des ouvriers du siècle dernier se sont pétrifiés en glorieux drapeaux, en vieux soldat comme Chartrand¹ qu'on exhibe en relique d'un temps dépassé. Alors les travailleurs plient l'échine sous le double poids des syndicats et de l'économie dominante, maintenant confondus et alliés.

TITUS D'ENFER ■
titusdenfer@yahoo.fr

1 – Militant syndical très connu dans les années d'après-guerre, incarnant un certain radicalisme ouvrier québécois du passé.



LAISSONS LE PESSIMISME POUR DES TEMPS MEILLEURS



AVEC L'ÉCHEC DU MOUVEMENT SOCIAL du printemps 2003, bien des grévistes, syndiqués ou non, engagés sans arrière-pensée dans la lutte, sont ressortis amers, avec une incompréhension, une colère de plus en plus affichée vis-à-vis des syndicats. Il n'y a pas lieu d'être déçu car l'attitude des syndicats est *compréhensible*. Elle ne devient incompréhensible que si l'on a encore des illusions sur les syndicats. Ils ont depuis longtemps abandonné les idées de lutte des classes, de transformation anticapitaliste de la société, l'indépendance vis-vis du financement d'État, etc. Ils ne sont plus les lieux où s'auto-organisaient les travailleurs les plus combattifs et où circulaient des idées critiques et alternatives. Quand la base grogne ou lorsque leurs intérêts de boutique sont menacés, ils se lancent dans des mobilisations, mais à reculons, car il n'est pas toujours aisé de les canaliser dans le cadre de manifs ritualisées, où tout le monde s'emmerde pendant que le pouvoir s'en fout...

EN 1936, le stalinien Thorez disait qu'il fallait « savoir terminer une grève », cette année les grands chefs syndicaux nous ont démontré qu'ils savent aussi ne pas la commencer ! En 1968, la CGT, mais aussi les autres syndicats, n'ont eu de cesse de casser le mouvement en faisant par tous les moyens reprendre le travail aux 10 millions de grévistes. Le mouvement « torpillé » du printemps 2003 ne nous apprend pas autre chose. Même si la multiplication des restructurations et des plans sociaux provoque de nouveaux mouvements, sans une *compréhension* de ce qui s'est passé, sans un effort de chacun pour prendre en main et maîtriser nos propres actions de grèves et manifestations, nous sommes condamnés à répéter les mêmes erreurs et déceptions. Il y a aussi de vrais illusionnistes qui se disent « syndicalistes révolutionnaires » et conseillent aux prolétaires « isolés » de *créer un syndicat dans leur boîte* avec en publicité le téléphone des UD CGT, FO, et même CNT (cela fait-il plus crédible ?!). C'est toujours la

vieille rengaine des « militants purs qui prétendent changer les organisations institutionnalisées de l'intérieur » !

Les syndicats sont des institutions de la société capitaliste qui assurent une fonction de régulation du marché de la force de travail. Pour accomplir au mieux cette fonction, ils doivent maintenir l'équilibre entre, d'une part, les intérêts des travailleurs, afin de conserver leur soutien et, d'autre part, les intérêts du capital, afin de conserver la confiance des capitalistes et leur être de quelque utilité. L'évolution du capitalisme fait que la régulation du marché de la force de travail oblige de plus en plus fréquemment les syndicats à jouer un rôle disciplinaire répressif contre les travailleurs.

S'organiser pour lutter lutter pour s'organiser

POUR LA CONSTRUCTION d'un rapport de force en notre faveur, nous ne pouvons en aucune façon compter sur les syndicats censés *nous représenter*, car malgré la sincérité de tel ou tel militant syndical que nous pouvons respecter, ils sont fondamentalement *un encadrement, des représentants de l'État* parmi nous. Les syndicats et les boutiques politiques font partie du problème, non de la solution. La solution réside en des coordinations directes des travailleurs combattifs entre eux, au plan local, régional, national, sans intermédiaires ou experts politiques ou syndicaux. Depuis Solidarnosc au moins, on sait à quoi finissent par servir les « experts » !

Lancer des appels pour rejeter les syndicats, pour les soutenir ou pour les réformer, n'a aucun sens. Il est plus important d'*analyser leur rôle concret et spécifique*, dans et avec le développement de la lutte de classe, en sachant que les mêmes travailleurs qui soutiennent les syndicats, quand ils les servent à cause de leur fonction dans le système, seront les premiers à s'y opposer dans la pratique lorsqu'ils seront contraints à agir contre l'ordre social qui les lamine. Le développement de la lutte des classes a

considérablement réduit la capacité de médiation des syndicats et créé des situations dans lesquelles les travailleurs s'opposent directement aux syndicats. Ce développement rend complètement anachronique tout nouveau projet *syndical*.

Le mouvement social actuel part de bas, mais il ne faut pas perdre de vue que dans les mois à venir, des conflits risquent de se multiplier. Or, c'est dans et par la lutte que peuvent émerger des processus d'autonomisation, de

radicalisation et de politisation de ce mouvement social. Tout mouvement de lutte tend à faire apparaître ses faiblesses en même temps qu'il produit l'expérience capable de les dépasser. Déception et amertume ne servent à rien. Quant à la colère, camarades de lutte, gardez-la et *cultivez-la* avec soin. Elle aide à *ouvrir les yeux* et elle aura bientôt l'occasion de servir.

YANN ■

La ficelle électorale est une laisse de plomb !

LE TRACT QUI SUIT a été écrit par le Collectif Nada de Rennes. Un de nos « oiseaux » fait partie de ce groupe composé de salariés de La Poste et de France-Télécom. Lors d'un entretien

publié dans l'*Oiseau-tempête* n°10 (printemps 2003), « Au Sud, rien de nouveau : de l'impossibilité du syndicalisme radical », il exposait notamment la démarche et les conditions dans lesquelles Nada avait vu le jour.

Un plan de licenciement concerne la totalité des salariés de l'usine rennaise du groupe multinational ST-Microelectronics, à la pointe de la technologie des semi-conducteurs. Malgré une résistance endurante des salariés pendant plus de six mois, jamais les militants syndicaux qui les encadrent – toutes tendances confondues – n'ont cessé d'en appeler à l'État et aux politiciens

de la droite jusqu'à l'extrême gauche.

À l'approche des élections régionales, cette attitude de l'intersyndicale et du comité de soutien présidé par un candidat LCR aux cantonales, a culminé dans

LA LUTTE ET L'ENDURANCE des 600 salariés de STM de Rennes est pour nous exemplaire : s'il avait régné depuis longtemps un silence de résignation, l'inutilité et l'impuissance des responsables économiques et politiques de tout poil ne ressortiraient pas de façon aussi éclatante qu'actuellement !

Une fois de plus, les intérimaires (une centaine) sont (déjà) virés les premiers. Les bricolages entre STM, les pouvoirs publics et le sous-traitant de PSA, Solutions Plastiques, se font à partir de suppressions d'emplois à Lannion ! Ce reclassement ne concernerait qu'une centaine de STM et encore étalé sur deux ans ! Nous croyons que ces annonces n'ont pour but que de calmer la colère, à l'approche du licenciement massif (début avril) et aussi des élections.

La ténacité et la dignité des salariés en lutte rencontrent visiblement toutes sortes d'alliés et de soutiens. Que penser de ceux qui nous embrouillent en serinant depuis 6 mois le refrain de l'appel à l'État, ou qui égrènent d'un air entendu la liste des méfaits sociaux des actuels gouvernants, comme si leur gauche « plus rien » était mieux qu'une alternance ? ! « L'État n'administre pas l'économie » fut pourtant le verdict de Jospin pour la liquidation de Renault-Vilvoorde. Il y a la rengaine plaintive d'une partie de l'extrême gauche ou d'ATTAC « face à l'Europe des patrons sans éthique sociale », « face au Medef qui prend le pouvoir », « face aux marchés boursiers qui veulent régir le monde ».

DANS L'ARSENAL POUR LUTTER, il y a de multiples actions, et il y a les mots. L'enjeu n'est pas uniquement de désigner l'adversaire en appelant un chat un chat : des mots choisis, de leur écho, peut dépendre la popularisation, l'extension de la lutte et alors la possibilité de l'intensifier. Et à l'inverse, les résistances les plus exemplaires peuvent être sapées par des mots (d'ordre) qui résonnent comme des signes de reddition ou de soumission envers le système de la démocratie capitaliste et ses impasses, notamment électorales.

.../...

un appel à une manifestation le 28 février dernier. Titré « Arrêtons le saccage de l'emploi », cet appel a des accents que ne renierait pas l'association ATTAC et prônait ce jour-là « une manifestation citoyenne pour rappeler que les élections approchent ».

Le tract de Nada, distribué lors de cette manifestation, s'est donc voulu une réplique sans ménagement envers une forme trop habituelle « d'opium et de frein des luttes ».

OT
□



.../...

Les licenciements ne sont pas « boursiers » mais capitalistes ; ils ne sont pas « davantage inadmissibles de la part d'entreprises qui font du profit », mais surtout quel que soit le profit ! À propos, supprimer des milliers d'emplois et précariser une bonne partie de ceux qui restent, tout en ayant des exercices budgétaires excédentaires, La Poste et France-Télécom le font depuis des dizaines d'années. Par exemple, pour 2003 + 2004, le groupe France-Télécom aura supprimé 21 600 emplois, dont 16 200 en France. L'État est toujours le patron de La Poste et de France-Télécom. L'État n'est en rien un recours contre les dégâts du capitalisme. L'État est tout le temps lui-même la plus grosse entreprise capitaliste au service du capitalisme et des patrons.

NOUS N'AVONS AUCUNE RECETTE À OFFRIER, car dans nos propres boîtes, malgré notre combativité acharnée, nous n'avons pu qu'à peine ralentir le laminage social. Il se déroule depuis une douzaine d'années, sous des alternances de la gauche et de la droite, avec le soutien ou l'inertie calculée des mêmes syndicats qui ont bien baladé les grévistes du printemps 2003.

C'est un fait qu'existe toujours le militant syndical désintéressé, qui n'attend pas que les patrons redoublent la lutte des classes pour leur compte, pour la pratiquer lui-même envers eux ! Mais ce militant est aussi indéniablement coiffé d'une pyramide de signataires d'accords pourris, à tous les étages du syndicat. Lorsque les salariés sont combattifs, leur force et leur nombre sont pratiquement neutralisés par le système de représentants et de « négociations », c'est pourquoi, longue expérience à l'appui, nous retenons essentiellement des syndicats leur rôle d'assujettissement des salariés aux règles et aux méthodes imposées par l'État et les patrons (recours juridiques, négociations sans fins, etc). C'est aussi un fait qu'il y a un sigle qu'on n'a pas vu qu'à STM : celui qui signait l'an dernier la réforme des retraites et approuvait à la tête de l'UNEDIC, la vague de radiation de milliers de chômeurs qui a débuté il y a juste un mois.

LES SALARIÉS DE STM dans leur appel à la population pour cette manif (et nous l'espérons pour bien d'autres) ont bien raison d'énumérer un peu les différentes catégories de population qui en ont pris plein la vie : cela commence à faire pas mal de monde !

Nous sommes perplexes d'entendre aujourd'hui parler de citoyens ou de « manifestation citoyenne » et « rappeler que les élections approchent ». L'ancien PDG Michel Bon, ami des actionnaires, avait qualifié France-Télécom d'entreprise citoyenne, tant il trouvait ce mot convenable ! Nous estimons que la grande majorité des personnes qui rejoignent ce combat ne sont pas des citoyens mais des prolétaires qui ne peuvent en aucun cas être dévoyés et réduits à un « électorat ». À qui cela profiterait-il ? À quoi cela sert-il au juste ? L'expérience n'est-elle pas assez répétée, à l'exemple du Brésil avec son président du Parti des travailleurs ? ! Les tromperies idéologiques, les appels à l'État, les appels à une future alternance politique ou à émettre des scores électoraux (qui seront bien moins protestataires que des pets dans l'eau !), sont l'opium et le frein des luttes.

NADA
Rennes, samedi 28 février 2004

AFRIQUE DU SUD SUR LES RUINES FUMANTES DE L'APARTHEID



EN HIVER 1999, une grève touche la grande usine Volkswagen d'Uitenhage, employant 4 000 ouvriers, noirs en majorité. Ce conflit est révélateur du revirement de la plupart des travailleurs et d'anciens militants syndicaux de base face à un nouvel ennemi composé de l'organisation syndicale du secteur (Numsa), du patron de l'usine et de la direction centrale de l'entreprise allemande.

Cette confrontation a pour origine principale des conditions de travail et de vie familiale qui s'avèrent pires que celles en vigueur sous l'apartheid pour l'ensemble des travailleurs et pour les Noirs en particulier. Face à une grève très dure, la répression s'abat d'abord sur les militants les plus actifs, largement soutenus par le reste des ouvriers grévistes. Puis ce sont ces derniers qui font les frais de la stratégie syndicalo-patronale : lock-out, licenciements et embauche de chômeurs en remplacement, suppression de la couverture maladie et des allocations chômage des grévistes, patrouilles de police en pleine ville pour pousser les récalcitrants à reprendre le travail. Malgré les difficultés et la faim qui fait souffrir leurs familles, les grévistes ne baissent pas les bras. Le mouvement de solidarité s'étend même à une partie des jaunes embauchés qui rejoignent rapidement la lutte.

DEUX ARTICLES PARTICULIÈREMENT PERTINENTS – rédigés par un Nord-Américain, ayant séjourné à plusieurs reprises en Afrique du Sud¹ – analysent le processus de cette longue grève qui témoigne de la radicalisation des conflits sociaux dans de nombreux secteurs de l'économie. Ils permettent surtout de prendre la mesure de l'état de crise sociale aiguë qui agite ce pays depuis le milieu des années 1990 et qui oppose de plus en plus de travailleurs au nouveau gouvernement et aux organisations syndicales de la période post-apartheid².

On entendait beaucoup parler de la situation sociale explosive en Afrique du Sud avant que le régime d'apartheid ne tombe lors des élections d'avril 1994, voyant accéder au pouvoir le célèbre prisonnier Nelson Mandela (libéré en février 1990) et son parti, l'ANC (African National Congress). Force est aujourd'hui de reconnaître que le sort de la population noire et des exploités en général ne s'est pas amélioré depuis. Comme si le remplacement d'un régime politique largement décrié par un autre s'affichait comme « non raciste » ne changeait rien (ou presque) au sort de celles et ceux passés successivement d'un statut marqué par la ségrégation quotidienne à celui de « citoyen ».

Les articles ci-dessus mentionnés montrent clairement comment les nouveaux gouvernants (ANC) et leurs alliés,

le Parti communiste sud-africain et la Cosatu (Fédération des organisations syndicales), sont devenus partie intégrante – et même essentielle – de la nouvelle classe politique qui a remplacé l'ancienne nomenklatura blanche pro-apartheid. Arrivés au pouvoir forts d'une légitimité acquise lors de puissantes luttes sociales, les organisations anti-apartheid étaient d'autant mieux en mesure de renforcer l'efficacité du nouvel État au service d'un pouvoir économique, resté, lui, intact et toujours aux mains de la bourgeoisie blanche. En effet, les Blancs, 10 % de la population (environ 4 millions sur une population totale de près de 44 millions), possèdent toujours 95 % des richesses du pays. L'histoire récente du mouvement ouvrier de ce pays, les conflits sociaux et les stratégies adoptées par les directions syndicales aident à comprendre comment s'est construite la légitimité politique – éphémère – des nouveaux dirigeants.

LES LUTTES SOCIALES EN AFRIQUE DU SUD ont été ponctuées de violentes révoltes urbaines (Soweto en 1976) et de répressions sanglantes, mais aussi de nombreuses grèves qui se sont accentuées dans les années 1970 et 1980. En 1973, plus de 60 000 travailleurs noirs de Durban lancent une vague de grèves, soutenue à l'époque par les gros syndicats officiels, des étudiants, des intellectuels et des artistes.

Alors que les travailleurs noirs se voyaient interdire toute forme de syndicalisation (loi datant de 1950), cette période voit la naissance d'organisations syndicales créées à leur initiative et de regroupements plus ou moins informels au sein de ces dernières. La plupart de ces derniers sont ouverts sans distinction d'origine raciale, d'autres n'acceptent que des Noirs. Ces petits syndicats sont traversés de réflexions et débats portant sur l'intérêt de développer des structures de nature strictement économique et sur les possibilités de relier ces luttes avec le combat politique contre l'apartheid.

C'est dans ces conditions que l'ANC (dont les liens avec le Parti communiste ont toujours été très étroits) prend le pouvoir en 1994, à la suite de longs pourparlers avec la majorité de la bourgeoisie blanche pro-apartheid. Partie prenante de ce processus de changement politique, le Cosatu, qui bénéficiait encore de l'image « progressiste » d'opposant à l'ancien régime, adopte assez rapidement une nouvelle stratégie : finies les grèves et autres confrontations directes avec les patrons, place à la négociation et l'entente cordiale avec les directions d'entreprise et l'encadrement. L'écart qui existe partout entre, d'un côté, les permanents et dirigeants syndicaux et, de l'autre, les militants de base et les autres des travailleurs devient un gouffre pour évoluer pro-



« Je viens de recevoir un télégramme d'Amérique. Le groupe Web s'est restructuré. Maintenant, ils prennent en considération l'homme et la nature ! »

gressivement vers une opposition totale. Le nouveau mot d'ordre de « défense de l'économie nationale » sera très vite contesté. Forts de leur expérience de lutte, aspirant à une amélioration de conditions de vie qu'ils avaient depuis toujours associée à la fin de l'apartheid, les travailleurs noirs acceptent mal cette nouvelle stratégie politique et syndicale. Cette dernière s'affiche d'ailleurs sans ambiguïté. Après une courte période teintée de politiques keynésiennes menées par l'équipe Mandela, son successeur, Thabo Mbeki appliquera, dès la fin des années 1990, une politique classique de privatisation forcée, de flexibilisation de la main-d'œuvre (notamment par une réforme en profondeur du code du travail) et de réduction des budgets sociaux.

Les conditions de vie et de travail s'aggravent pour la majorité des travailleurs, exacerbant des inégalités sociales déjà criantes dans ce pays. Seule la nouvelle élite noire, cooptée au sein de l'appareil d'État et dans les rangs subalternes des grandes multinationales, y trouve son compte. Si le régime politique de l'apartheid a officiellement été renversé et remplacé par une démocratie (la nouvelle Constitution sud-africaine a été adoptée en 1997), en revanche, les structures et les rapports sociaux de l'ancien régime constituent toujours les fondements de la société sud-africaine.

SI LE RÉGIME POST-COLONIAL SUD-AFRICAIN a duré quelques décennies, si l'accumulation du capital par les élites blanches a été si massive, c'est aussi parce qu'elle profitait de conditions particulières de ségrégation raciale entraînant une exploitation sauvage des Noirs et des autres « minorités ethniques ». Mais ces conditions d'exploitation n'ont pas changé de nature depuis 1994, que ce soit dans l'industrie ou dans l'agriculture. Dans ce dernier secteur, les conditions d'existence des populations noires sont même en train de s'aggraver³. 60 000 fermiers blancs détiennent toujours 87 % des terres cultivables tandis que des millions de Noirs se partagent les 13 % restants. Pour ne pas s'aliéner la bourgeoisie agraire blanche, le nouveau pouvoir ne redistribue les terres qu'en faveur de quelques cultivateurs noirs : ceux qui ont déjà un capital de départ à

investir et qu'on autorise à former des groupes d'acheteurs afin d'exploiter des terres dans le strict respect de la propriété privée. Les Noirs les plus pauvres – la majorité⁴ – dont beaucoup travaillaient sur les terres des fermiers blancs s'en font chasser sans savoir où aller depuis que le gouvernement oblige les propriétaires à leur verser une rétribution officielle.

QUEL EST LE SENS DE CES TRANSFORMATIONS politiques, transitions démocratiques et revendications nationales pour les exploités ? Un régime politique et social autoritaire fondé sur la seule répression s'avère incompatible avec la reproduction du système capitaliste dans les conditions mondiales actuelles, surtout lorsqu'il est confronté à une situation de révolte permanente. En même temps, un régime plus « démocratique » n'a aucune influence sur la vie réelle de ceux qui en produisent pourtant les richesses. Et il en a d'autant moins que des pays comme l'Afrique du Sud sont désormais complètement insérés dans le jeu de la concurrence capitaliste mondiale et que les anciens rapports sociaux perdurent au bénéfice de la bourgeoisie blanche et d'une nouvelle élite noire. Ce qui semble nouveau, c'est la rapidité avec laquelle ceux qui en font les frais décèlent – parce qu'ils la subissent – l'inégalité sociale sous le masque de l'égalité démocratique formelle et passent à une critique, souvent en actes, des nouvelles classes dirigeantes. De ce point de vue, l'exemple de la grève de l'usine Volkswagen d'Uitenhage se révèle éclairant.

BORBALA ■

1 – Peter Rachleff, « On the ground with the South African labor movement » (2000) et « The current crisis of the South African labor movement » (2000). Pour se les procurer, écrire à : rachleff@macalester.edu

2 – En parallèle de la grève chez Volkswagen se produit un autre conflit, tout aussi dur et révélateur, entre les fonctionnaires et leur patron étatique (l'ANC).

3 – L'espérance de vie moyenne en Afrique du Sud n'est que de 47 ans (2001). De plus, 11,4 % de la population (dont une grande majorité de Noirs) a déjà contracté le virus du sida (soit 5 millions de personnes).

4 – Cette population noire agricole est composée de 7 millions de personnes vivant sur les 65 000 fermes commerciales blanches et les 12 millions qui vivent dans les anciens homelands, ces zones de misère et de non-droit où des familles entières ont été parquées lorsqu'elles ont été chassées de leurs terres entre 1960 et 1980.

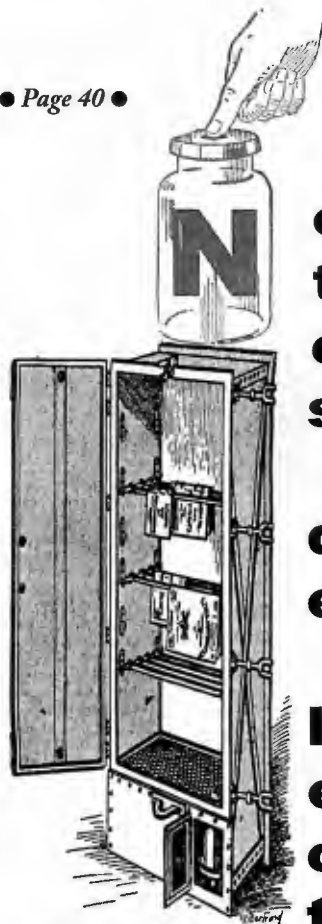


FIG. 664. - Étuve à désinfecter les livres.

o
t
e
s

d
e

l
e
c
t
u
r
e

PERCY BYSSHE SHELLEY. – La Mascarade de l’anarchie
Préface d’Hélène Fleury – Paris-Méditerranée, collection « Les pieds dans le plat », 2004.

*‘What is Freedom?–ye can tell
 That which slavery is, too well–
 For its very name has grown
 To an echo of your own.*

*‘Tis to work and have such pay
 As just keeps life from day to day
 In your limbs, as in a cell
 For the tyrants’ use to dwell,*

*‘So that ye for them are made
 Loom, and plough, and sword, and spade,
 With or without your own will bent
 To their defence and nourishment ;*

[...]
*‘Rise like Lions after slumber
 In unvanquishable number–
 Shake your chains to earth like dew
 Which in sleep had fallen on you–
 Ye are many–they are few.’*

« Qu’est-ce donc que la Liberté ? – Ce qu’est l’Esclavage, vous pouvez trop bien le dire ; car son nom a grandi jusqu’à être un écho de votre propre nom !

« C’est travailler et en recueillir un salaire suffisant tout juste pour retenir jour par jour la vie dans vos membres, comme dans une cellule destinée à l’usage de vos tyrans :

« Si bien que pour eux vous êtes devenus un métier de tisserand, une charrue, une épée et une pique ; des instruments, avec ou contre votre propre volonté, pliés à leur défense et à leur entretien !

[...]
 « Levez-vous, comme des lions après le repos, en nombre invincible ! Secouez vos chaînes à terre, comme une rosée qui dans votre sommeil serait tombée sur vous ! – Vous êtes beaucoup... Ils sont peu ! »

Percy Bysshe Shelley,
La Mascarade de l’anarchie (extrait)

LA MASCARADE DE L’ANARCHIE, poème écrit à l’occasion du massacre de Manchester, de Percy Bysshe Shelley (1792-1822), et cinq autres de ses poèmes de 1819, depuis longtemps indisponibles en français, vont paraître prochainement dans une édition bilingue, avec une préface d’Hélène Fleury, aux Éditions Paris-Méditerranée dans la collection « Les pieds dans le plat ».

« *La Mascarade de l’anarchie* comme les poèmes qui l’accompagnent dans ce recueil, tous marqués dans leur souffle puissant par la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire, ne peuvent que nous toucher à vif là où nous sommes et où nous en sommes. Les ennemis ne sont-ils pas les mêmes, désespérément invincibles, quelle que soit la mascarade nouvelle qui abrite et dissimule exploi-

tation et domination ? Alors que, dans ce monde qui semble se refermer sous le règne sans partage de l’économie présentée, défendue et prônée comme le seul remède au mal qu’elle a inventé, nous n’en finissons pas d’assister à la mise à mort des idées de révolution, Shelley, qui vécut l’aurore de ces temps avec ses horreurs et ses promesses, nous entraîne à contre-courant, tel un éclaircieur mettant à nu le fil d’or de l’utopie à la croisée de tous les possibles. Cette vision de poésie nous amène à un autre niveau de respiration, comme pour nous rappeler ce qui pour Hegel, le contemporain de Shelley, faisait déjà partie de l’évidence, à savoir « que l’Histoire continue » [...]

Si la poésie est la vérité du présent, elle est celle aussi du futur parce les formes de la liberté et du bonheur qu’elle suggère libèrent la réalité histo-

rique. Shelley a su reconnaître ces moments-pivots de l’histoire où quelque chose bascule, où les victimes peuvent devenir les acteurs de leur destin. Il y a vu, déployée, l’imagination poétique qui habite tous les hommes, lorsqu’ils veulent reprendre leur existence des mains froides de l’économie.

« La poésie ne rythmera plus l’action, elle sera en avant », déclarait Rimbaud en 1871, l’année de la Commune.

Shelley, en 1819, l’année du massacre de Manchester, déjà n’exprimait pas autre chose. Si cette ligne de force dans l’œuvre de Shelley, dont *La Mascarade de l’anarchie* est un des points d’orgue, conserve la même éclatante urgence, c’est que les ennemis n’ont pas changé. Il n’est besoin que d’effacer les noms, les masques, pour voir que sont visées toutes les formes d’oppression de notre temps. » (Extrait de la préface). □



MAIRA. – Brésil, la mémoire perturbée – les marques de l'esclavage

Ab irato, 2004, 76 pages, 8 €. Adresse : Ab irato, 21 ter, rue Voltaire – 75011 Paris.

Site web : <http://abirato.free.fr> – e-mail : abirato@internetdown.org – (diffusion librairie : Dif'pop)

UN HISTORIEN a pu définir l'esclave comme une marchandise qui avait cette particularité de redevenir une personne quand elle enfreignait la loi, « le premier acte humain de l'esclave c'est le crime » disait-il. Le dernier livre publié aux éditions Ab irato, inspiré de textes précédemment publiés dans la revue *Maira*, retrace l'histoire de l'esclavage au Brésil et tente de définir l'empreinte de celui-ci sur la société contemporaine.

La traite, commencée au début du XVI^e siècle, ne prendra fin qu'en 1850 sous la pression grandissante de l'Angleterre et de sa marine de guerre. L'esclavage lui-même sera aboli en 1888.

Dès l'origine, « si les marchands européens sont demandeurs de "bois d'ébène", les fournisseurs, eux, sont presque exclusivement africains ». La première partie du livre retrace les relations complexes entre les sociétés africaines et les marchands européens et brésiliens. Le lecteur y trouvera, par exemple, des considérations sur le rôle de la polygamie (seule l'Angola verra sa population décroître pendant cette période) ou d'intéressantes précisions sur la nature des biens échangés, « il en faut des menottes, pour attacher, le soir

venu au bivouac, après une exténuante journée de marche, chaque esclave ». Après un tour d'horizon des différentes interprétations historiennes de l'esclavage (quand les mandarins réécrivent l'histoire des maîtres), les auteurs retracent l'histoire du plus célèbre quilombo, celui des Palmares.

Les deux derniers chapitres analysent les transformations de la société qui ont rendu nécessaire l'abolition puis l'immigration d'une main-d'œuvre salariée européenne. Sans dénier son importance au mouvement abolitionniste, d'une nature bien différente de celui des États-Unis, ils montrent que la lutte menée par les esclaves eux-mêmes est la première cause de cette abolition. L'usage du fouet est interdit en 1887, « dès lors, le système, fondé d'abord sur la terreur physique, s'écroule ». La *lei Aurea* de 1888 ne fait qu'entériner un fait accompli, à savoir qu'il n'y a pratiquement plus de captifs au Brésil. Cette combativité séculaire a incité les propriétaires terriens et les patrons de l'industrie naissante à

recourir à une main-d'œuvre, un temps plus docile, venue d'Italie et du Japon. La masse des affranchis ne s'est pas mécaniquement transformée en salariés, elle a plutôt écrit les premières pages d'une histoire de la pauvreté moderne dont les gosses livrés à eux-mêmes des rues de Rio comme les travestis du bois de Boulogne illustrent la continuité. Le système esclavagiste, pour se maintenir, a besoin d'un pouvoir centralisé, ainsi il n'est pas exagéré de dire qu'il a innervé l'État brésilien.

GILLES HOUSSARD □



Sur la revue Maira. – Au début du XVI^e siècle, pirates dieppois et marins normands, avaient pris l'habitude de débarquer sur les rivages du Brésil de jeunes Français. Ces mairs ou maïra devaient leur servir d'interprètes pour leurs prochaines escales.

Quelques siècles plus tard, naissent autour de capoeiristas français une association et un fanzine brésilianiste, Maira, aux positions rouge-noir, nettement anticapitalistes et internationalistes.

Adresse : Maira, 4, sentier des Joncs, 94230 Cachan
e-mail : associationmaira@aol.com

NGÔ VAN. – Le joueur de flûte et Hô chi Minh

Éd. Paris-Méditerranée, automne 2004.

SUR LA PISTE D'HÔ CHI MINH

LORS DU RÉCENT VOYAGE D'AFFAIRES à Paris des propriétaires en titre de l'État chinois, un journaliste qui interpellait – avec cette prudence obséquieuse qui est le cachet de toute une profession – un de ces tueurs aux allures de VRP, sur le massacre de Tienanmen de 1989,

s'est entendu répondre : « *Puisque nous sommes venus à bout de la révolte, c'est donc que nous avons raison.* » Au-delà de son arrogance, le propos nous rappelle que la vérité officielle est toujours celle des vainqueurs. À cet égard, l'exemple du Vietnam est particulièrement tragique. Une des terribles conséquences de la guerre américaine ne fut-elle pas de faire passer l'horreur du stalinisme vietnamien pour

l'étendard de la lutte héroïque d'un peuple ?

À l'encontre de l'historiographie officielle marquée du sceau du pouvoir, Ngô Van mène son combat. Témoin engagé de la période qui s'achève avec le début de la guerre d'Indochine, il s'est attelé, depuis quelques années, à un travail de mémoire. Celui-ci est l'expression de sa fidélité envers les idées d'émancipation sociale et les luttes

menées, depuis les années 1930, par ses camarades communistes oppositionnels, qui furent, simultanément, victimes du colonialisme et des nationalistes stalinien. Dans *Au pays de la cloche fêlée* (L'Insomniaque, 2000), Ngô Van nous racontait les tribulations des révolutionnaires cochinchinois dont l'écrasement fut une des conditions nécessaires à l'instauration de la patrie socialiste. Car c'est en réussissant à mater ces rebelles que Hô Chi Minh s'est mis le droit et la vérité de son côté. Ainsi s'est constitué le noyau idéologique du nouvel État et le credo de millions de fidèles anti-impérialistes séduits par ce leader charismatique criminel.

Avec le Joueur de flûte et Hô Chi Minh, Ngô Van reprend la plume pour nous livrer une histoire non orthodoxe du Viêt Nam contemporain. Il nous entraîne de l'avènement de Hô Chi Minh et de sa légende jusqu'à la fin de la guerre américaine et de celle du Cambodge. Un texte sur l'univers concentrationnaire vietnamien complète l'analyse.

Après avoir lu les livres de Ngô Van, on peut continuer à préférer la version dégoulinante de sang et de mensonges en honneur chez les bureaucrates et capitalistes d'État de Hanoi et de Saigon. On peut persévérer dans l'admiration d'« Oncle Hô » et de ses successeurs ex-anti-impérialistes, avides,

aujourd'hui, de dollars alors que « le petit peuple héroïque » sacrifié par la nomenclature continue à se débrouiller comme il peut pour survivre. Mais, désormais, personne ne peut prétendre que la version officielle est la seule version disponible. Cette nuance de taille, nous la devons à Ngô Van. Que son travail de mémoire s'inscrive dans un long parcours de communiste antiautoritaire, voilà ce qui a une importance toute particulière pour les oiseaux qui aiment la tempête.

CHARLES REEVE □



La réforme des illusions

À l'occasion du Forum social altermondialiste qui s'est tenu à Saint-Denis à l'automne 2003, nous avons diffusé un feuillet intitulé *Altermondialisme – La réforme des illusions*, reprenant en partie les textes publiés sur Attac dans notre numéro 8 d'été 2001.

Ce supplément gratuit au n°10 de *Oiseau-tempête* (format 29,7 x 42 cm), qui a beaucoup circulé – entre autres sur Internet – est disponible sur simple demande accompagnée d'un timbre de 75 centimes d'euro. On peut aussi le consulter sur le site web d'OT. Une traduction en allemand, par Ingrid, existe également.

Modeste rapport pour comprendre l'actuelle position avancée du mouvement enseignant (Oiseau-tempête, juin 2003)

Après plusieurs semaines de grève, certains enseignants ont découvert les grenades lacrymogènes et les matraques des CRS, alors que d'autres étaient expulsés *manu militari* de l'Opéra Garnier. Comment un milieu généralement peu tenté par la contestation radicale a-t-il pu se trouver en pointe du mouvement social de 2003 ? Le *Modeste Rapport* n'a pas la prétention d'apporter une analyse définitive, mais de proposer, dans un premier temps, quelques éléments de réponse. – Un dialogue d'oiseaux entre Borbala et Daniel Aïache.

Le Modeste Rapport est disponible sur simple demande accompagnée d'un timbre de 50 centimes d'euro. Il peut aussi être consulté sur le site web d'OT : <http://oiseautempete.internetdown.org>

Confucius et le centralisme chinois

petite contribution au débat sur l'idéologie culturelle et le spectacle

EN CETTE ANNÉE 2004, l'État français accueille en grande pompe le président chinois. Tour Eiffel illuminée en rouge, défilé aux Champs-Élysées devant 300 000 personnes pour fêter la nouvelle année du Singe, discours à l'Assemblée nationale, rien n'est trop beau pour célébrer l'entente retrouvée des deux États. Justement c'est l'année de la Chine, ça tombe bien ! De nombreuses manifestations sont organisées sur toute l'année : expositions, ballets, pièces de théâtre, même la Cinémathèque, qui fait une programmation spéciale, et les journaux de nous expliquer les mérites de ce si magnifique pays démocratique. Pendant ce temps, le salon du livre interdit le seul prix Nobel de la littérature chinois, Gao Xingjian. On l'aura compris, les petites affaires priment sur le reste.

Parmi ces festivités, revenons sur deux d'entre elles, une exposition et un film, qui nous éclairent sur le travail de sape idéologique entrepris par les fabricateurs de culture de masse.

Une exposition

PLACE ÉLNA, dans les beaux quartiers, face au siège du Conseil économique et social et à la statue de Washington, debout sur son cheval, le musée des Arts asiatiques. S'y tient l'exposition : « Confucius, à l'aube de l'humanisme chinois ». À l'intérieur, huit salles se proposent de faire découvrir au public occidental la personnalité et la philosophie du sage énigmatique Confucius (551-479 avant notre ère). Une sobre affiche nichée à l'entrée du couloir annonce la couleur : « *Confucius, descendant des rois Shang, a été élevé dans le respect du culte des ancêtres. Ces rites vont forger son tempérament et sont à la base de sa philosophie. Pauvre mais éduqué selon les valeurs de l'aristocratie, toute sa vie durant, il va errer de cour en cour pour porter son message de foi en la perfectibilité de l'homme.* » Le musée Guimet ne nous propose pas moins que de réhabili-

ter la figure du philosophe, prônant la vertu, le respect des anciens et le culte du pouvoir.

Celui-ci donne naissance à une des plus anciennes religions, le confucianisme, répandu dans tout l'Est asiatique avec son culte, son sacerdoce et ses prêtres. Après l'exposition Jésus-Christ, au siège du Parti communiste, voici celle sur le fondateur d'une des premières religions chinoises. Le carnet de l'exposition, qui donne un gros livre plein d'illustrations de 214 pages, est préfacé par Sun Jiazong, ministre de la Culture de la République dite populaire de Chine, puis, en deuxième, dans l'ordre protocolaire par Jean-Jacques Aillagon, chargé à l'époque du même strapontin dans le gouvernement français. Les sociétés Crédit Agricole, EDF et Aréva sont associées à l'exposition, comme il se doit désormais chez les marchands de culture.

L'exposition s'ouvre sur des vases sacrificiels liés à l'exercice du pouvoir. Des pièces de bronze ornées de jade, d'or ou de cristal de roche sont utilisées par les Shang (1800 -1100 avant notre ère) et les Zhou (1050-221) pour faire de grands banquets, en l'honneur des ancêtres. Confucius s'insurge contre ces pratiques. D'après lui, les rites strictement définis perdent de leur superbe car, comme nous l'expliquent très sérieusement les affiches de l'exposition, les vases deviennent plus petits. Le signe manifeste d'une baisse des traditions et de la perte du sentiment religieux.

Puis des aquarelles, réalisées par le peintre contemporain Ye Xin, relatent les principaux exploits de Confucius. Exemples choisis : la forme du crâne du nouveau-né étonne tout le monde. Le peintre représente un Confucius à tête carrée, entouré de ses parents. Devenu conseiller du duc, il fait exécuter Shao. Image suivante, il fustige l'attitude du duc qui ne pense qu'aux femmes et aux chevaux (dans cet ordre). Il pleure en

voyant une licorne blessée. Puis il se demande comment il doit enterrer son chien, etc. Dans la même veine illustrative sont présentées des calligraphies des principaux préceptes du maître. On apprendra ainsi que « *chaque chose et chaque être occupent la place qui leur revient. Le souverain agit en souverain, le ministre en ministre, le père en père, le fils en fil* ». Grâce à l'étude (*xue*) et à la pratique des six arts, « *l'homme de bien, quelle que soit sa condition, pourra prétendre aux plus hautes fonctions de l'État* ». Diriger ses semblables, telle est l'ambition de l'homme de bien. Pour cela, il lui faudra pratiquer les rites, la calligraphie, la musique, la science des nombres, le tir à l'arc et la conduite des chars. Des objets d'art illustrent le propos et, en particulier, un carillon de huit pierres sonores qui répand une musique agaçante. Puis on apprend que la conduite des chars est réservée aux seuls nobles. Il faut donc être noble pour être homme de bien. Associée au pouvoir, l'apprentissage de la conduite se fait entre 15 et 19 ans. Ce qui contribue, apprend-on, à l'édification physique et morale des jeunes gens.

La galerie courbe honore, par une vingtaine de portraits, d'époque cette fois, les puissants du moment avec leurs attributs. C'est l'honorable portant un bâton (2^e génération), l'honorable avec son chien (12^e génération) ; en passant par l'honorable Qian Jia ou Qi Jiguang, honorable stratège qui a le droit à un portrait plus grand. Enfin, les signes extérieurs du pouvoir. Un carré de mandarin, porté sur la poitrine, est le signe ostensible de ce pouvoir détenu par les lettrés, les militaires et les nobles. Pour les civils, des oiseaux ; pour les militaires des fauves ; des animaux mythiques pour la justice. Puis la description des différents couvre-chefs à porter, selon la hiérarchie sociale qu'on occupe : la coiffe en gaze laquée munie de deux ailes, sous la dynastie des Ming (1368-1644), le chapeau circulaire s'achevant

par un gland, sous celle des Qing (1644-1911). Le gland varie en fonction du grade. Bref, une déclinaison des us et coutumes du pouvoir dans les différentes dynasties chinoises qui se sont succédées. Les dernières salles nous présentent le rayonnement du confucianisme, par ses pierres tombales et ses lieux de culte (*qufu*).

Durant toute cette promenade culturelle, Confucius y est présenté comme un personnage fondateur des valeurs chinoises, ce qu'il fut. Mais le lien avec l'humanisme est obscur. Anne Cheng, spécialiste sinologue et histo-

rienne de la pensée chinoise, contribue à la rédaction du catalogue de l'exposition. Elle nous explique dans *Libération* le rôle fondateur de Confucius. Maître Kong « s'est arrogé le privilège d'une caste, celle des scribes et des devins, afin de faire passer une sagesse » et « a proposé une vision puissante de l'humanité » pour construire notre humanité « au niveau de l'individu et au niveau de la communauté ».

Vaste offensive idéologique, habillée de vernis culturel, l'exposition s'inscrit dans ce cadre. La culture (*wen*), opposée au monde sauvage, doit nous permettre de « définir la nature du lien qui relie les

individus au sein de la famille, de la société ». Ce lien, jamais véritablement défini, c'est la soumission totale aux valeurs les plus rétrogrades liées à la tradition. Culte des ancêtres, culte de la famille, culte du souverain et de la raison d'État, l'individu n'accède à sa place légitime et harmonieuse que du moment où il accepte sa condition dans la hiérarchie des pouvoirs institués par l'homme. C'est la morale du vaincu, de l'individu soumis aux ordres supérieurs auxquels il doit se conformer sans jamais se révolter. Voilà l'essence du confucianisme remis à la sauce du jour et présenté comme un nouvel humanisme.

Confucius, les vélos et l'empire des bas-fonds

SELON AMNISTY INTERNATIONAL, plus de 1000 personnes seraient exécutées par le gouvernement chinois chaque année, soit cinq fois le total des exécutions de tous les pays qui appliquent la peine capitale. Mi-mars 2004, un illustre inconnu, Chen Zhonglin, a mis les pieds dans le plat dans un article paru dans le *Quotidien de la jeunesse de Chine* (organe des Jeunesses communistes). D'après lui, ces chiffres seraient largement sous-estimés, car ils ne tiennent pas compte des condamnations des tribunaux de province. Le nombre exact serait plutôt de l'ordre de 10 000 personnes par an.

Justifiant ces exécutions de masse, le bureaucrate Zhang Quiyue, ministre des Affaires étrangères, avance que : « le maintien de ce système est bénéfique au développement général du pays, à son développement économique et à sa stabilité sociale ». Une thèse qui exprime à merveille la fusion cynique entre le marxisme version béton et la vieille morale confucéenne. L'individu doit se soumettre à l'ordre naturelle des choses et à la hiérarchie sociale sans se révolter. Ou les exécutions de masse comme ciment de la paix sociale et du développement des forces productives !

FRÉDÉRIC MERLEVEDE, qui n'est pas abonné à *Oiseau-tempête*, est respon-

sable des magasins Décathlon en Chine. Un de ces capitalistes aux dents pointues qui sont bouche bée devant le miracle du « socialisme de marché » chinois. Qu'on juge d'après les faits. Parmi les 250 sous-traitants produisant pour l'enseigne, l'usine de vélos de Shanghai : des prolos y dorment à côté de la chaîne de montage, travaillent en moyenne 65 heures par semaine pour un salaire de 60 euros par mois. Le coût de fabrication d'un vélo est moitié moins élevé qu'en Europe. Sur place, le vélo est vendu à un prix équivalent à deux mois de salaire d'un ouvrier... Miracle économique, esclavage salarié, terreur de masse et morale confucéenne se révèlent inséparables.

L'Empire des bas-fonds, de Liao Yiwu (trad. Marie Holzman, éd. Bleu de Chine, 2003, 190p, 19 euros) ne dit pas autre chose. Arrêté après le massacre de Tiananmen, l'auteur a fait quatre ans de prison. À sa sortie, il écrit à partir de témoignages de prisonniers qu'il a rencontrés. Une galerie de portraits du prolétariat chinois moderne, des exclus, du petit malfrat au condamné à mort... L'envers du miracle. Son livre a été interdit en Chine... 2004, c'est encore l'« Année de la Chine » en France.

Ch. R □

L'enseignement originel de Confucius a été mal compris, nous dit la sinologue. Sinon comment expliquer que le confucianisme ait perduré aussi longtemps ? La preuve : 2 500 ans au service d'une idée, ça ne s'efface pas. Tour à tour récupéré ou combattu par le système politique pendant l'ère Mao, rien n'est pourtant indiqué sur cette période où le personnage de Confucius devient un enjeu du pouvoir. L'exposition prend soin de s'arrêter en 1911, fin de la dynastie des Qing. Un hasard ? De la même façon, on apprendra rien sur la période actuelle, où les dirigeants chinois utilisent les valeurs confucéennes dans le souci du contrôle efficace des populations et de la soumission des âmes. En France, l'éclairage offert par l'exposition, qui se place délibérément sur un terrain culturel, est de nous faire croire en la modernité d'une pensée rétrograde. Une entreprise de réhabilitation de l'État, et d'une morale de résignation face à l'inégalité de naissance et de condition.

Un film

LES VALEURS CONFUCÉENNES de soumission de l'individu à l'État, de sacrifice de soi face au pouvoir se retrouvent brillamment exposées dans le dernier opus du cinéaste Zhang Yimou, dans son dernier film au budget hollywoodien, « The Hero », sorti en 2003 dans un circuit de plus de 40 salles et nommé la même année aux Oscars, dans la catégorie du meilleur film étranger. Le

réalisateur, auteur d'« Épouses et Concubines », « Vivre » et « Le Sorgho rouge », choisit le prétexte de l'épopée historique du temps des royaumes combattants (771-221 avant notre ère).

Le héros Jet Li, le mystérieux Sans Nom, est un preux chevalier qui veut avec ses frères d'armes, Fine lame et Neige Froide, se venger contre le tyran sanguinaire qui a fait massacrer toute sa famille dans la province de Zhao : le roi Qing. Décidé à en découdre, il parvient par ruse à s'enfermer dans le palais royal et à s'approcher à moins de vingt pas du tyran. Là il lui explique comment il a trucidé les ennemis du souverain, n'écoutant que son courage et bravant tous les dangers pour sauver le roi. Mais le souverain est malin. Il découvre la ruse de Sans Nom et comprend que celui-ci a tué ses compagnons pour s'approcher de lui. Puis Qing lui explique son dessein : réunifier tous les royaumes de Chine et en faire un bel Empire, dont il sera le seul dirigeant. Sans Nom, convaincu par la bonne parole du roi, se répand de ses forfaits et se soumet à un si beau projet. Mais le traître a beau s'être repenti, il n'en reste pas moins traître. Il est trucidé par toute l'armée du roi qui le criblent de flèches. Il meurt, le roi tire une larme. C'est la fin.

Réalisé dans la lignée de « Tigre et Dragon », avec son esthétisme de bon aloi, couleurs symboliques, musique prétextuelle et effets spéciaux à la Matrix,

« The Hero » relate le sacrifice d'un individu décidé à tuer le tyran, qui se rétracte au dernier instant face au mythe de la nation naissante. Toute la quincaillerie symboliste du film est mise au service d'une seule idée : l'État.

Rarement film plus lucide dans sa fonction de propagande destinée aux masses n'aura révélé sa nature réactionnaire avec autant de force. Tout dans les moyens colossaux, le financement sino-américain assurant une diffusion planétaire, le contenu et la forme participe à l'entreprise de décervelage. L'argument du film – la naissance de l'État chinois contesté par la tradition chevaleresque – aurait pu donner une belle épopée dans la veine des films de légendes chinoises de sabre et de kung-fu. Mais le réalisateur en a décidé autrement. Une armée inhumaine, dirigée d'une poigne de fer par le tyran, massacre et pille. Ce sont deux heures de combat chevaleresque, au sabre, à l'épée, avec de très belles images devant des montagnes, des déserts et des sources d'eau. Puis la morale triomphe, celle du droit du plus fort contre l'individu épris de liberté. L'État triomphe sans modestie, broyant l'humanité miséreuse sur son passage. Comment ne pas penser à aujourd'hui ? Pourtant le public s'y laisse prendre et applaudit à la fin, enthousiaste.

Les critiques sont dans l'ensemble élogieuses. Certains polémiquent sur le changement de cap du réalisateur, jugé

jusqu'à présent dissident quasi officiel. Que lui est-il arrivé ? Il a changé de camp. Il s'est assagi ? Non, il travaille désormais au cœur du système pour mieux le dénoncer. J'ai eu beau chercher, difficile de voir une quelconque critique. Mais dans l'ensemble, on ne creuse pas trop. Personne n'est choqué. Après tout, ce n'est qu'un film.

Révéléateur de la contre-offensive idéologique qui s'opère à l'heure actuelle sur nos imaginaires, le film de Yang Zimou montre qu'un discours réactionnaire, parfaitement intégré au marché des loisirs, peut toucher une grande masse sans susciter de polémiques inutiles. Le cinéma dans son ensemble, deuxième industrie exportatrice aux États-Unis, est au cœur de la propagande. Destiné à convaincre, via l'émotion plutôt que par le discours, il se présente comme divertissement inoffensif et dénué de visée politique. Un conte moderne en quelque sorte. Sous couvert de tradition, le film réhabilite la morale, la vertu – si chères à Confucius. Confucius, ce grand humaniste, qui lorsque des saltimbanques viennent divertir le roi, réclame la tête des dangereux amuseurs, et l'obtient.

DIDIER Z ■



MADELEINE MOREL. – Le Chemin de travers

L'Insomniaque, collection « De l'huile sur le feu », 2003. 1 €.

(avec plusieurs collages « comix cuts » de Barthélémy Schwartz.)

E LLE PREND LE TRAIN et, en plus, ils veulent qu'elle prenne un ticket ! C'est pas croyable ! « C'est la rentrée, on nous l'a promise sociale mais pour l'instant elle est banale, la canicule semble avoir tout carbonisé.

Une AG d'intermittents moisés me le confirme et achève de me foutre sur les nerfs. Mon procès est pour demain et je crois que je vais m'en prendre plein la gueule. En entrant au local d'AC !, l'asso Agir contre le chômage, qui me soutient, je vois quand même que ça discute ferme, qu'ils ont ramené plein de gens d'un peu par-

tout. Ceux de Paris trouvent qu'on aurait dû être plus radicaux dans nos actions, d'autres, à côté, se demandent si on doit parler aux médias, et, moi, je suis à l'ouest quand on annonce que vingt et un types sont tombés d'un coup à Paris et qu'ils ont pris trois mois ferme chacun. « Eh ben, que je gueule, c'est pas demain qu'on va faire la révolution ! » ■



À une époque
caractérisée par
le faible débat
des idées politiques,
deux ouvrages
reviennent sur
les conceptions du
communisme de gauche,
vulgairement appelé
« ultra-gauche »¹.



LE LIVRE D'AUTHIER ET DE DAUVÉ *Ni parlement ni syndicats, les conseils ouvriers !* (éd. Les Nuits rouges, 2003) contient des textes programmatiques du Parti communiste ouvrier allemand des années vingt (le KAPD) et des organisations d'usine, les unions et les « unitaires » (opposés à la séparation entre action politique et action économique), ainsi que des textes de théoriciens de ce courant, Herman Gorter, Anton Pannekoek, Otto Rühle et d'autres moins connus. Quelques-uns de ces documents peuvent alimenter la réflexion actuelle sur les limites du syndicalisme mais la plupart se rapportent à une question réglée par l'histoire : les désaccords, dans les années vingt, entre les communistes de gauche et la direction bolchevique russe qui contrôle l'Internationale communiste, le Komintern. Qui plus est, le lecteur qui connaît peu ou mal le sujet passera à côté de la richesse d'un courant qui n'avait rien de monolithique ; qui s'est opposée à la dictature du parti unique, qui a pressenti la faillite du communisme d'État et posé différemment les questions de l'émancipation sociale. On reviendra plus loin sur les raisons de cette importante lacune.

Histoire générale de l'ultra-gauche de Bourseiller (éd. DENOËL, 2003) est un ouvrage gravement biaisé intellectuellement. L'auteur commence par affirmer sa sympathie, et même sa « passion », pour ce qu'il appelle « l'autre communisme » : « des gardiens de l'espérance », « des micro-laboratoires composés d'érudits éclairés », à l'influence « décisive ». Pourtant, en dissertant sur les dissidences communistes du début du XX^e siècle, une question semble intéresser particulièrement Bourseiller : les liens, cachés ou visibles, entre la nauséabonde affaire du négationisme franchouillard et certains de ces courants de la gauche communiste. Ce fastidieux « copié-collé » grappillé dans les ouvrages existants² se révèle être un travail anhistorique, attaché aux péripéties de la vie groupusculaire où abondent les erreurs factuelles, les insinuations et les calomnies³. L'accusation récurrente contre individus et groupes est d'avoir ignoré les « persécutions raciales » pendant la guerre et l'Occupation. Ce que Bourseiller explique par leur « obsession » à critiquer la démocratie parlementaire. Le fil directeur de ce guide-bottin mondain de « l'ultra-gauche », bourré de rapprochements hâtifs, de simplifications réductrices,

agrémenté de faits-divers et de « détails piquants », n'est autre que le vieux lieu commun du rapprochement des extrêmes.



L'EXPRESSION « ultra-gauche » fut pour la première fois utilisée au milieu des années vingt au sein du Parti communiste allemand pro-soviétique, le KPD. Dans la langue de bois des dirigeants du Komintern, « déviation d'ultra-gauche » signifiait « incompréhension du problème de la conquête des masses et des objectifs tactiques »⁴ ; plus précisément, opposition au front unique (avec la social-démocratie) et à la politique d'entrisme et de conquête des directions syndicales, le tout à la faveur des intérêts de l'État soviétique. Les « ultra-gauche » étaient donc des léninistes, membres du parti refusant la ligne de Moscou. Ceux qui refusèrent de s'y soumettre furent exclus du KPD. Historiquement, ils n'avaient rien à voir avec les groupes auparavant condamnés comme « gauchistes » par Lénine, le KAPD et les Unions. Vers 1927, le Leninbund sera la dernière grande organisation de léninistes oppositionnels. Pour caractériser la situation russe, ils développeront la théorie de « la nouvelle classe diri-

geante » et du capitalisme d'État et seront, eux aussi, traités d'« ultra-gauchistes » par Trotsky, dont pourtant le Leninbund était proche.

Tombée dans l'oubli pendant quelques décennies, l'expression va faire sa réapparition en France dans les années d'après Mai 68. Divers groupes portés par la vague de contestation sociale revendiquent alors des positions extra-syndicales et extraparlémentaires. Signe du renouveau critique de l'époque : la recherche du dépassement de l'affrontement idéologique entre marxisme et anarchisme, comme l'atteste l'influence dans ces cercles de la revue anarchiste *Noir et Rouge*. Dans ces circonstances de lutte offensive, les textes de la gauche allemande et des communistes de conseils hollandais furent redécouverts, diffusés, discutés ; leurs notions réintroduites dans le débat. Dans les discussions organisées par le groupe *Informations et correspondance ouvrière*, les désaccords se focaliseront sur la caractérisation du moment, les perspectives révolutionnaires et la question de l'organisation. Avec le reflux du mouvement, des courants divergeants vont s'affirmer. Pour certains, l'impasse du « spontanéisme » était flagrant, le moment légitimait des exigences d'efficacité organisationnelle. Du coup, les groupuscules bolchéviques-bordiguistes – qui alliaient intransigeance antiparlémentaire et activité syndicale pour la « conquête des masses » – revenaient sur la petite scène du gauchisme, inspirant des conceptions d'après lesquelles le mouvement historique est déterminé par des lois immanentes du capitalisme que seule la soi-disante « vérité » du marxisme permet d'expliquer. Bordiga qui, en 1921, dénonçait l'Opposition ouvrière comme une déviation anarchisante ; qui, en 1924 (encore à la tête du PC italien) invoquait la « merveilleuse expression de la dictature du prolétariat » pour défendre la décision de la direction du parti soviétique d'interdire le droit de tendance – mesure qui marque l'instauration de la dictature de parti – ; qui, en 1933, continuait à discuter les options politiques de Sta-

line, alors que les exécutions de masse et les camps de travail se généralisaient, que la collectivisation forcée faisait des millions de morts. Celui qui avait cautionné tous les événements charnières de la contre-révolution du début du siècle va devenir dans ces cercles le théoricien incontournable de la forme moderne de domination du capitalisme, ses textes sont exhumés comme référence de rigueur.

Certains entreprennent alors de créer les « organisations révolutionnaires » indispensables à la révolution « inéluctable », d'autres revendiquent la filiation avec « le parti historique » et l'« invariance de la théorie », d'autres, enfin, prêchent la nouvelle rassurante du communisme inscrit dans le mouvement même du capital. Pour tous, la tâche du moment est la critique de ce qu'ils commencent alors à appeler l'idéologie « conseilliste », présentée comme un des fondements du « spontanéisme » de Mai 68. Le cercle réuni autour du bulletin *Le mouvement communiste* – dont Gilles Dauvé (Jean Barrot) était le principal animateur – eut le mérite de tenter de donner une définition de cette idéologie et de ses limites « révolutionnaires »⁵.

Jusqu'alors, le terme « conseillisme » était peu utilisé. L'*Internationale situationniste* le revendiqua dans un sens positif, révolutionnaire, ce qui n'allait pas sans un certain fétichisme de la forme conseil. À l'inverse, la connotation dépréciative associée au « conseillisme », (« idéologie contre-révolutionnaire ») paraît indissociable de la résurgence du dogmatisme bordiguiste. Quoi qu'il en soit, la diffusion de ce terme, comme celui d'« ultra-gauche », n'a fait qu'ajouter de la confusion au débat d'idées. L'usage d'étiquettes à ce point élastiques ne pouvant que rendre flou la recherche des accords et des désaccords politiques. Bourseiller, par exemple, n'hésite pas aujourd'hui à enregistrer sous le label d'« ultra-gauche » toute une variété de produits exotiques, allant des anarcho-communistes aux bordiguistes partisans de la dictature de parti...



LA CRITIQUE du « conseillisme » fut reléguée au deuxième plan par une affaire plus sérieuse. À la suite de la redécouverte du texte bordiguiste de 1960, *Auschwitz ou le grand alibi*, quelques individus s'engagent dans une pente qui les amena à la défense de positions négationnistes. Il faut bien préciser, des individus ! Le texte bordiguiste insistait sur la mystification du génocide nazi des Juifs par l'antifascisme démocratique. Tout d'abord en affirmant que l'antisémitisme illustrait la « vérité marxiste » selon laquelle « les grands mouvements de haine collective » sont déterminés par des facteurs économiques. Pourquoi « les démocrates antifascistes » agitent-ils les cadavres des Juifs « sous le nez du prolétariat » ? « Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier par contraste la vraie démocratie, le vrai progrès, le bien-être dont il jouit dans la société capitaliste »⁶. Argumentation discutable, car le système pouvait, à la fin de la Deuxième Guerre, se passer d'un tel renfort de légitimation idéologique, l'essor des mécanismes d'intégration suffisant largement à la tâche. Discutable aussi, car expliquer le génocide nazi par le déterminisme économique délaissait le poids des facteurs irrationnels du système totalitaire.

Des esprits dogmatiques ne manquèrent pas de se réapproprier cette logique pour conclure que ce qui n'est pas explicable rationnellement n'a pas de sens, voire est inexistant. Qui plus est, si la bourgeoisie tirait profit de l'horreur des camps d'extermination et des pratiques nazies de génocide racial, c'était donc qu'ils n'ont pas existé ! Et d'avancer des arguments « scientifiques », glanés ici et là, dans la littérature sur les camps et dans la prose néo-nazie. Ces pitoyables personnages continueront à diffuser des textes de la gauche allemande à côté d'ouvrages antisémites et racistes, tout en fréquentant des caves à rats telles Radio Courtoisie et autres annexes du Front national.

La pratique de quelques individus avait sali ce qui pouvait encore avoir un sens dans le terme flou d'« ultra-gauche ».

Le travail zélé des médias fera le reste, rattachant définitivement ce terme au négationnisme *made in France*⁷.

Dans ce travail d'amalgame – qui a permis d'associer des courants révolutionnaires avec des crétins racistes –, l'ouvrage bricolé par Bourseiller⁸ remet une couche de ravalement. Quelques exemples suffiront à illustrer la méthode.

Bourseiller se désole de la « méfiance viscérale (des communistes de gauche) à l'égard des syndicats » (p 39) ainsi que de leur « trait le plus discuté » (p 68), le rejet de l'antifascisme. Lequel, au fait ? Celui du Komintern et du pacte Hitler-Staline ou celui de la social-démocratie alliée des corps francs ? Il répète sans cesse que les communistes d'opposition ne font pas la différence entre fascisme et démocratie. Jamais il ne la précisera, lui, cette différence. Si ce n'est en insistant sur le génocide. On sait que la violence fasciste est dans la lignée des idées et pratiques démocratiques d'extermination et de terreur de masse (dans les colonies et lors de la Première Guerre⁹). Pour mieux faire passer la simplification, il escamote l'analyse qui fonde les positions des communistes de gauche, à savoir que le fascisme n'est pas une aberration historique mais une tendance profonde dans l'évolution du système démocratique, qu'on ne peut lutter contre le fascisme à l'aide de ses propres méthodes, l'autoritarisme d'État et la politique de parti, que les exploités doivent s'opposer au fascisme en tant que forme extrême de l'exploitation et non dans le but de défendre la démocratie bourgeoise, celle qui a engendré le monstre¹⁰.

De fait, le rédacteur en chef des *Archives et documents situationnistes* se révèle un ardent défenseur de la démocratie parlementaire. Et c'est souvent qu'il renoue avec l'argumentaire de la propagande staliniste. Ainsi redonne-t-il crédit aux calomnies sur Marinus van der Lubbe, présenté ici comme un « déséquilibré » (p 69), plus loin comme un partisan du terrorisme (p 97)¹¹. Bourseiller présente aussi les communistes de gauche comme des

« terroristes », des « activistes farceurs cherchant l'embrouille » (p 54-59), tout en saluant le sérieux et la responsabilité des chefs du KPD aux ordres de Moscou. Reprenant le fantasme actuel du terrorisme pour classer ces révolutionnaires, il reprend finalement à son compte la vision stalinienne (de l'ex-Allemagne de l'Est) sur les « gauchistes ». Point d'orgue de la calomnie, « la tentation rouge-brun » du KAPD, illustrée par la courte présence (quatre mois...) au sein de cette organisation d'une minuscule fraction national-bolchevique. Les idées de ce groupe exprimaient le ressentiment omniprésent en Allemagne à la suite du Traité de Versailles et qu'on retrouvait dans la politique chauvine du KPD et de la social-démocratie. Les nationaux-bolchéviques pensaient la révolution européenne en fonction de la question russe, proposaient une sorte d'alliance anti-impérialiste qui aboutirait à un « Reich prolétarien du Rhin au Pacifique ». Ne pouvant être identifié au nazisme, ce courant avait finalement plus d'affinités avec les communistes officiels qu'avec la direction du KAPD, laquelle se méfiait des tactiques du parti russe et du nouvel État soviétique. Peu importe, pour Bourseiller ce qui compte, c'est de remettre au goût du jour la thèse de l'existence d'une passerelle entre les « gauchistes-terroristes » et les fascistes. Il récidive lorsqu'il présente les communistes de conseils hollandais. Dès 1926, ces minoritaires dénoncent l'alliance entre la Reichswehr et l'État russe, s'opposent à la dictature de parti unique en Russie, soutiennent les grèves sauvages, l'auto-organisation et les insurrections de chômeurs contre la passivité des syndicats de gauche. Partant d'un article publié dans leur presse, Bourseiller insinue que ce courant « penche dangereusement », qu'il y a là « une amorce d'une certaine fascination » (p 78), sous-entendu pour le fascisme. Avec fourberie il s'interroge, « un dérapage isolé ? ».

On doit reconnaître que les communistes de gauche ont critiqué le nazisme sur le plan politique en délais-

sant ses racines irrationnelles, racistes. En cela, ils ne se sont point distingués. Seul Wilhelm Reich, pourtant politiquement proche du communisme orthodoxe, s'est attaché à l'étude de la mentalité autoritaire. Il n'en reste pas moins qu'il est faux de dire, comme le fait Bourseiller, que les oppositionnels ont « sous-estimé le nazisme et nié la dimension antisémite » (p 15). La sous-estimation en question caractérisa plutôt les communistes officiels. Rien ne l'autorise à chercher une filiation entre les courants dissidents du marxisme du début du XX^e siècle et le négationnisme d'aujourd'hui. Avec les anarchistes, ils furent les seuls à déceler dans les dictatures de parti unique (le nazisme ou le stalinisme), dans son essence chauvine et nationaliste, les prémices de ce qu'on appellera plus tard le « phénomène totalitaire » ; à comprendre que la défaite du vieux mouvement ouvrier constituait le terreau du nazisme. Franz Jung, un des chefs du KAPD, ne manqua pas de voir dans la soumission des courants socialistes aux valeurs de la communauté nationale et à la politique des chefs un signe de la barbarie montante¹². C'était aussi le sens profond, et souvent mal compris, de la formule d'Otto Rühle, « la lutte contre le nazisme commence avec la lutte contre le bolchevisme ».



DANS NI PARLEMENTS NI SYNDICATS : les conseils ouvriers ! Authier et Dauvé (A. et D.) réaffirment une position défendue dans des ouvrages précédents¹³. Pour eux, la gauche allemande « [...] n'a pas exprimé de façon précise le contenu même du mouvement communiste (la destruction simultanée du capital en tant que rapport social et du prolétariat en tant que classe). Ce faisant, elle a fourni la matière d'une nouvelle idéologie, conseilliste et autogestionnaire, faite de fétichisation des conseils et, d'une manière générale, de la spontanéité ouvrière, naturellement anti-bureaucratique, pour peu qu'on la laisse s'exprimer... » (p 7). Voici délimités les contours de ce qu'on appellera le « conseillisme » : fétichisme de la forme conseil et de la spontanéité ouvrière.

Revenons brièvement sur les circonstances historiques. Dès sa formation, en avril 1920, la direction du KAPD opte pour une ligne bolchevique de gauche, tenant à la fois des conditions de l'affrontement de classe en cours dans la société allemande et des circonstances particulières de sa naissance¹⁴. Le KAPD restait un parti classique, cherchant à développer la conscience de classe par des actions d'avant-garde. L'insistance mise dans l'auto-éducation des masses était son originalité. Toutefois, aux yeux de la majorité des travailleurs, l'antiparlementarisme et le rejet de l'activité syndicale passaient pour une stratégie inefficace, l'activisme et les méthodes violentes étaient peu suivies. Dans les entreprises, les militants des Unions (proches du KAPD) soutenaient les actions économiques tout en s'opposant à la négociation. Perçus comme peu cohérents et sectaires, ils se trouvaient isolés. Un an après sa formation, le KAPD était en crise, sa cohésion, forgée dans les luttes révolutionnaires de 1918, s'effrita rapidement. Des tendances diverses s'affrontèrent alors que la majorité des membres était des chômeurs ou des prolétaires persécutés pour leur radicalisme. Ce sont les textes de cette période avant-gardiste qui constituent « la matière de la nouvelle idéologie » à la laquelle se réfèrent A. et D.¹⁵

Dans des termes qui ne déplairaient pas à Trotsky, le Programme du KAPD de 1920 proclame la « mise en vigueur impitoyable de l'obligation du travail », alors que Gorter ne cesse de rappeler que la classe ouvrière est seule face au reste de la société. Plus qu'un appel à la « dictature du prolétariat », Gorter exprimait ainsi son opposition à la tactique bolchevique de l'alliance de classes sous la direction du parti, défendait l'idée que la lutte pour l'émancipation sociale devrait rester sous le contrôle des intéressés. Malgré ce désaccord – qui expose déjà des conceptions différentes de la subversion du monde –, il est indiscutable que la direction du KAPD est alors sur le terrain du bolchevisme. Peut-on pour



autant conclure, comme le font A. et D. (et d'autres après eux), que les communistes de gauche ont un projet débouchant sur l'extension de la condition ouvrière? Ce projet donnerait naissance, selon nos auteurs, à une nouvelle idéologie contre-révolutionnaire : « L'autogestion par les conseils ouvriers, c'est le capital vu du point de vue de l'ouvrier » (p 6). Certains parleront bientôt d'un courant « conseilliste » qui défendrait cette autogestion de l'exploitation, un « ouvriérisme » mélangé de servitude volontaire moderne. D'autres iront jusqu'à présenter l'autogestion comme la forme suprême du capitalisme... Depuis, tout dans l'évolution sauvage du capitalisme est venu démentir une telle prédiction. Elle continuera néanmoins à fonder le rejet des luttes pour le contrôle de la production – des collectivisations de la révolution espagnole de 1936 aux expériences isolées d'usines occupées –, inéluctablement perçues comme de vains efforts d'auto-exploitation.

On dénonce l'« ouvriérisme » là où on trouvait sa première critique. En effet, pour les communistes de gauche se dissocier de la politique du parti bolchevique signifiait rejeter d'emblée « l'esclavage politique des ouvriers », leur soumission aux chefs, bref le fétichisme des masses. Le seul véritable « ouvriérisme » est incarné dans le parti-État bolchevique et dans son projet de construction de l'« homme nouveau » à partir de l'ouvrier modèle, qui aboutira à faire de l'appartenance ouvrière la condition privilégiée d'accès à la nouvelle élite politique. Selon

A. et D., pour les communistes de gauche, « la critique du travail en tant qu'activité séparée (et qui suppose une tout autre vision de la société et de la vie humaine dans son ensemble) n'émerge pas comme point spécifique encore moins essentiel » (p 298). Affirmation surprenante, pour ces auteurs, les nationaux-bolcheviques auraient été « les seuls à avoir tenté de dépasser l'ouvriérisme [...] sur une base nationale » (p 299)!

L'histoire des communistes de gauche fut jalonnée par les conflits entre deux modèles politiques : d'un côté l'avant-gardisme, l'« action exemplaire », la double organisation (parti et syndicat) de l'autre côté l'action unitaire. Au contraire de ce que prétendent A. et D., la critique de la séparation économie-politique se fera très tôt dans ces milieux. Notamment chez les « unitaires », dont Otto Rühle était le porte-parole le plus connu. La restauration de l'ordre capitaliste et la scission en deux du KAPD, en 1922, précise ces désaccords¹⁶. Chez les uns, l'idée de la révolution par des actions insurrectionnelles préparées par un parti d'élite, chez les autres, l'idée d'une radicalisation des luttes immédiates par l'intervention des comités d'action extra-syndicale ; la défense intransigeante et avant-gardiste de principes ou l'intervention autonome dans les luttes. Jusqu'aux années 1930, ces deux conceptions ont continué à s'affronter en Allemagne. On en trouve des échos dans les liens créés par les groupes « unitaires » avec les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires, jus-

qu'au sein du Parti communiste pro-Moscou, déchiré par d'incessants remous de la base et des luttes de tendances. Ce n'est que plus tard – en Hollande (1926-1940) et aux États-Unis (1934-1943), avec la revue *Living Marxism* – que les communistes de conseils dépassent les conceptions dirigistes consubstantielles à la gauche allemande. Ils rejettent définitivement l'idée de communisme de parti, affirment la nécessité de pratiques extra-syndicales, au-delà de la destruction des syndicats, discutent de nouveaux principes de production et de distribution. Ils revendiquent le terme communisme anti-bolchevique, jamais celui de « conseillisme ».

Les « anti-conseillistes » mélangent expérience des conseils et idéologie, ne voient que continuité « ouvriériste » entre le Programme du KAPD de 1920 et *Les Conseils ouvriers* de Pannekoek, publiés au lendemain de la Deuxième Guerre. Dans cet ouvrage, qui résume ce nouveau courant de pensée, la formule « conseils ouvriers » ne renvoie nullement à un fétichisme organisationnel, mais au principe de la lutte autonome, à l'idée que pour changer la vie et le monde, il faut nécessairement gagner le contrôle du processus social. Le premier chapitre est justement intitulé « Travail ». Dans un langage et avec les limites de l'analyse qui sont ceux de l'époque, Pannekoek y défend l'idée

selon laquelle l'émancipation du système de l'exploitation est indissociable du contrôle collectif de l'action, que le monde nouveau est aussi un mode de production nouveau. Prétendre que ce courant n'a exprimé aucun projet de société anticapitaliste, réduire ses pré-occupations au culte du travail, n'y voir qu'une proposition à l'« autogestion du capitalisme », est une contre-vérité flagrante.

Dans la postface de leur ouvrage, A. et D. reconnaissent que ces courants « appellent à une émancipation plus large », allant jusqu'à la poésie. Ainsi la revue *Die Aktion*, de Pfemfert et ses amis – anarchistes et unionistes –, ouverte « sur d'autres exigences que l'autogestion de la production, si radicale soit-elle » (p 297). D'après nos auteurs, une telle exigence tourna court, tant l'esprit des artistes radicaux (Gorter, Traven et autres) était soumis à la valeur du travail, au « caractère "ouvrier" du programme » (p 297). Or, de par sa sensibilité poétique subjective, Gorter s'est placé à contre-courant de l'expressionnisme dominant. Dans un poème posthume, il écrivait : « Et l'homme y naît (dans le conseil ouvrier) pendant que disparaît la brute » – allusion à l'ouvrier aliéné par le travail¹⁷.

Les bolcheviques proposaient, eux aussi, de créer un nouveau rapport entre l'art et la politique. Les progressistes de Cologne, proches du KAPD, des Unions et des anarchistes, n'attendent pas pour attaquer dans leur revue *A bis Z*¹⁸ l'idée d'art prolétarien. Car « le prolétariat n'a pas de culture », classe exploitée « qui porte la culture de ses maîtres comme la servante porte les habits usés de sa maîtresse.¹⁹ ». Critiques du constructivisme russe – car il « ne tenait pas compte de la subordination des ouvriers aux machines, et finit par célébrer leur subordination à l'État-parti » –, les

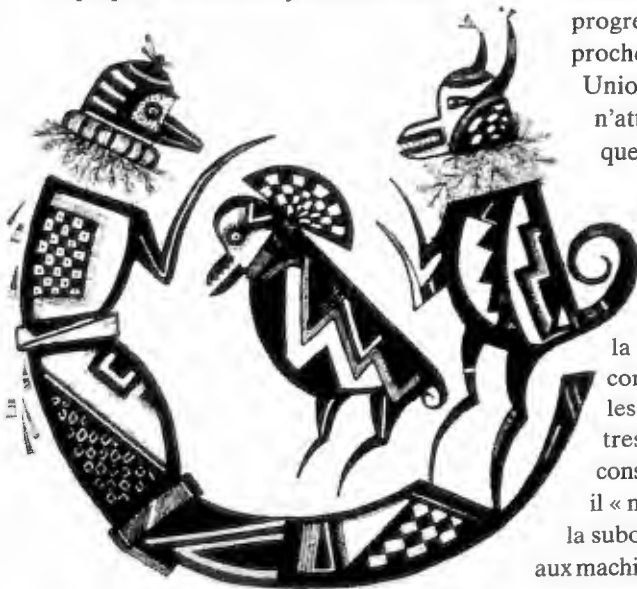
progressistes ne voyaient pas de dépassement possible de l'art en tant qu'activité séparée, pas plus sous le capitalisme d'État que sous le capitalisme. Parler à ce propos d'« ouverture ratée », c'est de nouveau passer à côté des questions soulevées par cette mouvance.



COURANT 2003, UN DES CHEFS DU PS français mettait en garde contre les dérives irresponsables de ce qu'il nomma l'« ultra-gauche », à savoir les franges de l'altermondialisme échappant au contrôle des organisations « responsables ». Après avoir désigné ceux qui se placent en dehors du trotskisme orthodoxe et de l'anarchisme classique, rejetant le système démocratique et les institutions syndicales, « ultra-gauche » est en passe de devenir le terme repoussoir censé désigner les rebelles à la politique institutionnelle. Aujourd'hui, nous assistons aux efforts de la gauche pour se relever des suites de l'effondrement du modèle capitaliste d'État, recomposition qui suscite d'innombrables manœuvres politiciardes. Cet enjeu peut expliquer l'instrumentalisation médiatique du mauvais livre écrit par Bourseiller. Celui-ci joue parfaitement son rôle dans le champ de la vulgarisation et de l'amalgame, plus encore dans l'argumentaire fourni pour criminaliser les courants qui se situent hors de cette recomposition et se revendiquent des idées révolutionnaires.

L'ouvrage d'Autier et de Dauvé n'a pas les mêmes visées, et ne peut être placé sur le même niveau que celui de Bourseiller. Nombreux sont aujourd'hui les « allergiques à l'état de la planète » (pour reprendre l'expression du poète Jean-Pierre Duprey) à la recherche d'outils nouveaux permettant d'affûter les armes de la critique. De par ses lacunes, ce livre n'est pas un bon outil. Ses auteurs n'ont pas su, ou voulu, nous parler de ceux qui sont susceptibles d'éclairer la compréhension critique du présent. Leur ultra-gauche à eux est vouée à un destin tout aussi prometteur que le bolchevisme d'où elle

● DAVID MONTANA ●



est issue et à qui elle faisait miroir. Celles et ceux qui voudront aller au-delà des vieilleries devront chercher ailleurs que dans l'exégèse de textes programmatiques à l'usage de séminaristes marxistes. Retrouver les quelques principes énoncés dans le langage et les limites d'une époque

révolue, qui peuvent retrouver actualité dès lors qui se présente une nouvelle période d'offensive sociale contre le système. Le plus important tient en quelques lignes : la transformation du monde n'est pas une affaire de spécialistes, ce n'est pas une affaire politique ou économique, elle

implique le contrôle de la société et donc de la vie par les intéressés eux-mêmes.

CHARLES REEVE ■

1 – Denis Authier et Gilles Dauvé, Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers ! Les communistes de gauche dans la révolution allemande (1918-1922), textes choisis et présentés par les auteurs, *Les Nuits rouges*, 2003. – Christophe Bourseiller, Histoire générale de l'ultra-gauche, Denoël, 2003.

2 – Bourseiller fait grand usage, entre autres, du travail de Philippe Bourrinet, La Gauche hollandaise, publié en 1990 par le Courant communiste international.

3 – Un exemple, parmi d'autres : la suspicion jetée sur des militants communistes internationalistes qui, à la fin de la guerre, tentèrent d'éviter le lynchage populaire de vieux réservistes de l'armée allemande faits prisonniers par la Résistance (p 156). L'auteur passe vite, par contre, sur leur action pendant la guerre incitant les soldats allemands à désertier.

4 – L'expression est de Boukharine, lors de l'expulsion du groupe de Korsch du KPD, en 1926. Pour un développement de ces questions, lire « Karl Korsch (1886-1961) un itinéraire marxiste », présentation de Serge Bricianer au choix de textes de Korsch, Marxisme et contre-révolution, Le Seuil, 1975.

5 – Un des premiers textes diffusés par ce groupe fut Critique de l'idéologie conseilliste (juin 1969). Dans le milieu qui rejetait l'avant-gardisme léniniste, le débat se poursuit sur des questions telles que l'action spontanée, l'intervention ou le rôle et la place de la théorie. On en trouvera des traces dans les revues de l'époque, ICO, Noir et Rouge, Lutte de Classe entre autres.

6 – Programme communiste, n° 11, 1960.

7 – Louis Janover, Nuit et Brouillard du révisionnisme, Paris-Méditerranée, 1996.

8 – Bourseiller, Histoire générale de l'ultra-gauche, op. cit.

9 – Enzo Traverso, La Violence nazie, une généalogie européenne, La Fabrique, 2002.

10 – Pour la défense d'un antifascisme révolutionnaire, et donc anticapitaliste, voir K. Korsch, Marxisme et contre-révolution, op. cit.

11 – Marinus van der Lubbe, Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag, Verticales, 2003.

12 – Le Scarabée-torpille, trad. Pierre Gallissaires, Ludd, 1993.

13 – Voir la bibliographie des auteurs, Ni parlements ni syndicats, les conseils ouvriers !, op. cit.

14 – Lors du congrès de Heidelberg (octobre 1919), la minorité du Parti communiste, appuyée par Moscou, expulse la majorité. La majorité formera le KAPD.

15 – En France, après la guerre, plusieurs groupes de la gauche communiste se sont séparés du bordiguisme en intégrant des analyses de la gauche allemande, surtout sur la question syndicale. Pour la plupart de ces groupes, seule la période avant-gardiste du KAPD compte, la période qui suit étant classée comme « conseilliste ».

16 – La grève générale de 1920 contre le putsch militaire et l'échec de la grève insurrectionnelle des mineurs de la Ruhr déclenchent une intense répression contre les « extrémistes », communistes de gauche et anarchistes. L'aboutissement sera l'écrasement de l'insurrection de l'« Action de mars » en Allemagne centrale.

17 – Pour une présentation de la poésie de Gorter, Serge Bricianer, « Gorter poète », in Réponse à Lénine, Spartacus 1979.

18 – Paul Mattick Jr., « Modernisme et communisme antibolchévique, les progressistes de Cologne », Oiseau-tempête, n°4, hiver 1998.

19 – Seiwert, 1923-24, cité par P. Mattick Jr.

□ Quelques livres pour en savoir plus

Richard Gombin, *Les Origines du gauchisme*, Seuil, 1971.

Herman Gorter, *Réponse à Lénine*, Spartacus, 1979.

Korsch-Mattick-Pannekoek-Ruhle-Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18, 1973 *.

Canne Meijer, *Le Mouvement pour les conseils en Allemagne (1918-1933)*, ICO (Échanges et mouvement), 1969.

Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, Spartacus, 1982.

Pierre Souyri, *Le Marxisme après Marx*, Flammation, 1970.

Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, Verticales, 2003 (voir notamment la chronologie).

□ À lire également. – La revue À contretemps a publié un dossier critique sur le livre de C. Bourseiller. Deux articles qu'il faut lire : « L'ultra-gauche, histoire et confusion » de P. Sommeier et F. Gomez et « C. Bourseiller et les sociaux-barbares ». Ce dernier articles a été approuvé dans ses grandes lignes par quelques anciens de la revue Socialisme ou barbarie.

Adresse de cette très bonne revue :

À contretemps, F. Gomez, 55 rue des prairies, 75020 Paris.

www.acontretemps.plusloin.org

* – Anthologie de textes publiés dans Living Marxism entre 1934 et 1943.



CARNET DE ROUTE – ALGÉRIE 2003

UNE ALLUMETTE DANS UNE BOTTE DE FOIN

Un matin de décembre, en banlieue parisienne

5 heures, France Info égrène ses litanies, subrepticement. Dehors, la grisaille et le froid.

Je m'extirpe de mon lit, non sans violence ni résistance. Il faut y aller, sortir. Direction Marseille, le port, la mer, Béjaïa.

Sur le bateau, le voyage, l'attente. Classe fauteuil avec tous les vieux immigrés qui rentrent quelques mois par an au bled.

Un jeune me regarde, sweat, jeans, baskets : on se ressemble, il m'aborde. « *T'es français ? Tu vas en Algérie, comme ça ? C'est bien...* ». Lui, il va à Sétif passer quelques mois, faire un break et aussi plaisir à ses parents. Il est de la région de Lyon, on a le même âge. Il m'explique : « *Des deals de shit au petit boulot, au RMI, on va faire quoi maintenant ?* ».

La discussion s'engage, elle durera une bonne partie de la nuit. On parlera de nous, de la France et du bled, des filles, du travail et de la galère.

Quand la fatigue nous prend, il retourne dans sa cabine, m'offre de la galette, de l'eau et une couverture pour mieux passer ma nuit. Comme un présage de l'hospitalité que je vais rencontrer.

On prendra un café le lendemain matin, et puis après, approchant du port, chacun retournera chercher ses affaires, se préparer. Je ne l'ai pas revu avant de passer la douane. Je n'ai pas eu le temps de dire au revoir à Khaled de la banlieue lyonnaise.

24 heures plus tard

La douane, le bordel, les cris ; faire semblant de comprendre.

Arrivé à Béjaïa, je suis accueilli dans le quartier de Tizi. Un de ces quartiers qui a poussé anarchiquement sur le flan des collines. Tizi s'est bien développé, il y a maintenant une route, de l'eau – quelques heures pas jour – l'électricité – entre deux coupures – et même un bus qui a là son terminus. Le bus n°3.

Promenade à Béjaïa : la rue, les commerces, les clopes à l'unité. Rendez-vous avec Salem, un professeur d'université d'extrême gauche, avec de fortes sympa-

thies libertaires. On se retrouve dans un resto-bar tenu par ses neveux.

Lorsque les émeutes ont commencé, en avril 2001, après la mort de Massinissa Guermah et l'arrestation de collégiens par la gendarmerie, Salem a fait partie de ceux qui, à l'université de Béjaïa, ont organisé des assemblées et proposé une première marche populaire.

« *À l'AG, nous avons appelé à la structuration de ce mouvement, c'est-à-dire à l'organisation de la violence des jeunes, dans le but d'un mouvement populaire national. Nous appelons à la création de comités de quartier. Nous n'appelons pas les jeunes à rentrer chez eux mais à s'auto-organiser ; pour donner un sens politique à la violence des jeunes qui est légitime, mais qui, si elle ne s'organise pas, retombera dans le sporadique, le conjoncturel.* »

Le printemps noir, révolte des jeunes de Kabylie, contre la gendarmerie d'abord. Gendarmerie qui humilie quotidiennement la population. Une révolte contre le pouvoir central que cette gendarmerie représente. Révolte contre la misère sociale que la majorité de la population d'Algérie subit. Pour Salem, il est évident que les revendications culturelles berbères sont mineures dans les raisons et la dynamique de ce mouvement, « *c'est d'abord la misère sociale qui est le moteur de cette insurrection. Les jeunes sur les barricades le disaient : "Nous n'avons rien à perdre. Ils peuvent pas nous tuer, car nous sommes déjà morts." "Nous n'avons rien à perdre parce que nous n'avons rien eu". "Nous sommes des chômeurs, et des chômeurs déjà âgés". Le mouvement est fondamentalement social (réclamation de travail, de logement), et pour les libertés. Des slogans appellent à en finir avec le pouvoir en place.* »

La discussion continue. Le printemps noir, avril 2001, la Kabylie entière s'embrase, d'un feu qui mettra plus d'un an à s'éteindre. Lorsque Massinissa Guermah se fait tuer, à bout portant dans la gendarmerie de Beni-Doula, le bruit se répand dans toute la Kabylie. Quelques jours plus tard, des collégiens sont arrêtés par la gendarmerie à Amizour. En réaction à ce qui est considéré comme un véritable kidnapping, les émeutes éclatent, à Amizour, à Béjaïa et très rapidement dans toute la Kabylie. C'est l'affrontement avec la gendarmerie et la police, les jeunes avec des pierres, des cocktails Molotov et ensuite des bonbonnes de gaz attaquent les représentants de l'ordre et de l'État. Ceux-ci répondent naturellement : lacrymogènes,

fusils, armes automatiques. Il y a des morts et des blessés tous les jours lors de ces manifestations. Pourtant, bon nombre de gendarmes ne pourront plus sortir de leur caserne, assiégés par la population, ravitaillés par hélicoptère. Certaines gendarmeries seront abandonnées, puis saccagées par les émeutiers.

Il n'y a plus de représentants de personne, les partis politiques traditionnels sont complètement discrédités, et ils se font même attaquer lors des manifestations. Comme l'explique Salem, « pour les émeutiers, les partis politiques sont responsables de la misère que chacun vit. Ils ne se reconnaissent plus dans la classe politique, la nouvelle forme d'organisation, sous forme de mouvement, d'assemblée leur convient donc ».

Soirées au quartier

À Tizi, le soir, les jeunes, les habitants se retrouvent au café ou dans la rue aux alentours. C'est l'occasion de discuter, de se retrouver pour quelques heures. On parle du quotidien et beaucoup de politique, entre deux informations sur le foot. On parle du vide, ce sentiment que la vie ne peut être qu'une inlassable photocopie. À moins de partir en France, au Canada, ou n'importe où ailleurs. Les soirées se passent ainsi, une verveine au sirop de menthe, tenir le mur, on fume la cigarette pour brûler l'ennui...

Je leur parle du Printemps noir. D'abord méfiants, ils prennent vite plaisir à la discussion. On affirme que le mouvement était horizontal, et on sourit jaune en pensant aux « dialoguistes », on martèle que ce sont des problèmes qui concernent toute l'Algérie et pas seulement la Kabylie : « Il faudrait que les autres régions bougent aussi. Alors on pourrait faire partir ce pouvoir. » Comment et pourquoi se sont faites les émeutes, les violences ? Elles se sont faites d'elles-mêmes : « On saccage ce qui représente l'État, il y a aussi Sonelgas, les PTT, etc. On n'a pas touché aux écoles, bien que j'aurais aimé que l'on y touche parce qu'elles ne nous ont rien donné. J'ai besoin de papiers, à chaque fois que je vais à la mairie on me fait attendre, donc je vais saccager la mairie, je paye depuis 10 ans ma facture d'eau, mais l'eau qui sort de mon robinet 2h par jour n'est pas potable, je saccage le siège de l'eau et ainsi de suite... », explique Rachid.

La violence de rue est le seul moyen d'expression, elle exprime le désespoir et le ras-le-bol, la haine de ce pouvoir, et aucune force politique n'est à même de répondre à tous ces émeutiers. D'ailleurs les sièges du FFS et du RCD, les deux seuls partis vraiment implantés en Kabylie, ont été dès le début pris d'assaut, comme le dit Farid : « Les sièges des partis, c'est une manière de dire : on ne veut pas de couleur partisane dans notre mouvement. Les partis sont totalement discrédités, ils n'ont rien apporté. Le mouvement dit : je parle en mon nom, seul, et à ma manière. »

Cette révolte n'a pas eu de représentants. Il y a bien eu la résurgence des *aarchs*, mais cette forme d'organisation s'est de nouveau empêtrée dans une sorte de bureaucratisme et a fini par ne représenter qu'elle-même. Comme le dit Moussa, « quand on me parle d'aarouchs, j'ai l'impression que l'on me parle de quelque chose qui m'est étranger. Ils sont présentés comme nos tuteurs... Ils représentent la population aux yeux de l'État, mais ils ne représentent qu'eux-mêmes ! ». Pour Kader, dès le début, les délégués freinent le mouvement, disent de ne pas casser, etc. : « Ces délégués ont étouffé le mouvement. Ça sert à rien d'arrêter quand on a 123 jeunes qui sont assassinés, ça sert à quoi de continuer de vivre quand ton frère est mort dans les émeutes. On vivra tous ou on meurt tous. Vivre dignement ou mourir. »

La discussion continue, digresse. La soirée se prolonge, puis il se fait tard, petit à petit chacun va se coucher.

Quelques jours plus tard

8h, je monte dans le bus pour Alger. 200 dinars algériens et 5 heures de route, je cogite en regardant par la fenêtre.

Dix ans de guerre civile en Algérie, pendant ce temps le pays a changé, l'économie s'est modernisée, prête pour les investisseurs étrangers. Pour le quidam, lui, les difficultés sont toujours les mêmes.

La fin des années 1980 correspond à un moment de modernisation de l'appareil d'État algérien. Cette nouvelle donne politique, où le multipartisme a été introduit (après les violentes émeutes de 1988), où des réformes économiques se voulaient nécessaires, a conduit à une vive concurrence entre les tenants du pouvoir – c'est-à-dire l'armée et le FLN – et les islamistes derrière le FIS. Ces derniers avaient beau jeu de contester l'omnipotence des vieux cadres dirigeants du pays.

En Algérie, la rancune contre les privilégiés du pouvoir et autres enfants du FLN est déjà bien ancrée dans la population. Et les prolétaires d'Algérie vont devoir encore se saigner plus pour que l'économie algérienne se modernise, se rentabilise. Les islamistes sauront aussi jouer sur cette tension sociale. Soyons clair : les islamistes n'ont jamais été une quelconque expression de la révolte, mais bien au contraire son encadrement, son étouffement.

Je me souviens de ce que me disait Zahra lorsqu'on se voyait en France : « Quand je suis à l'étranger, j'ouvre le robinet, à chaque fois, je suis émerveillée de voir que de l'eau coule à flots. En Algérie, nous avons de l'eau vingt minutes tous les quatre jours. Pendant l'été 1997, nous avons eu de l'eau trois jours. C'est à devenir folle. Le FIS lors de sa campagne a promis que l'eau serait distribuée de façon égalitaire dans tout le pays. Car il est évident que les quartiers riches ont de l'eau toute l'année. Un jour, dans un programme de télé, une femme du peuple à qui on deman-

daït de s'exprimer sur le terrorisme répondit : "Moi, ce que je veux c'est de l'eau !" Le FIS a aussi promis que tous les enfants auraient accès à l'éducation ; que les enfants de riches n'auraient plus la possibilité d'aller à Paris pour étudier. En un mot, le FIS comme le FLN en 1962 proposait un monde meilleur à un peuple révolté par l'injustice et la corruption. Voilà, en partie, ce qui explique pourquoi le FIS a eu une telle popularité, pourquoi autant de femmes ont voté pour lui. Très vite, après 1990, on a compris que les méthodes de gestion municipale du FIS se calquaient sur celles de leurs prédécesseurs. Leur pratique se résumait surtout à interdire ceci ou cela. Et à favoriser les militants. C'était le retour de la corruption, du clientélisme. »

Arrivé à Alger, rendez-vous 17h sur les marches de la grande Poste. Je suis un peu en avance. Pas loin d'ici vers 17h ou 17h30, deux policiers seront assassinés à Belcourt. Je n'ai rien vu, tant mieux. Je rencontre Redouane, le porte-parole du CLA, les conseils des lycées d'Alger. Ils viennent de mener une grève de près de 3 mois.

Bien que n'ayant pas débordé le cadre du fonctionnement des lycées, ce mouvement a résonné dans toute la société : « En Algérie défendre les libertés, c'est très important. Il y a des paradoxes extraordinaires ici. C'est une société extrêmement policée. Quand nous avons interdit aux Renseignements généraux d'entrer dans nos réunions, les gens nous prenaient pour des fous. Avec le terrorisme, la police était omniprésente, les gens ont perdu leur réflexe même d'une réunion privée. Nous avons un soutien large

de la société pendant cette grève. Nous devons participer à donner la parole à la société. La perspective pour le CLA, c'est d'être un acteur social qui ne soit pas contrôlé. »

Retour

De nouveau le bateau, la mer est mauvaise. Alors que va-t-il se passer maintenant ? Une fois élu, le nouveau président, sûrement Bouteflika *, reviendra à la charge pour privatiser les hydrocarbures, les conditions de travail et de survie des prolétaires vont continuer à s'aggraver. Mais qu'est-ce qui est possible ? les mouvements de contestation ressemblent trop, en Algérie comme ailleurs, à des défaites. Pourtant, comme le notait Salem : « Dans la conscience des gens, ce mouvement a apporté un espoir. Il n'y a pas d'autres alternatives. La crise que nous vivons aujourd'hui est politique. Sans un mouvement qui exprime les intérêts des opprimés, des chômeurs, des classes laborieuses, on ne peut avoir de perspectives. Ce mouvement a brisé la peur, la peur de la gendarmerie, la peur des islamistes, la peur du pouvoir. » Et les jeunes du quartier de Tizi le disaient sans triomphalisme : « Aujourd'hui, rien n'a changé, l'étincelle peut reprendre à tout moment. On est assis sur un baril de poudre ! »

NESTOR PANTRUCHE ■
(décembre 2003)

* Bouteflika a été réélu avec 85% des voix au premier tour le 8 avril 2004.

FIS : Front islamique du salut.

FLN : Front de libération national.

FFS : Front des forces socialistes.

RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie.

CLA : Conseil des lycées d'Alger.



UTOPIE LIBERTAIRE ANTIQUE ET GUERRE DES PAYSANS EN CHINE

“

Les lettrés confucianistes prétendent que le Ciel, en faisant naître le peuple, établit les rois. Comment ! Le Ciel aurait exprimé ainsi son vœu ? Les forts oppriment les faibles et alors les faibles font leur soumission. Les malins trompent les sots et alors les sots se mettent à leur service. Parce qu'il y avait eu soumission, le rapport roi-sujet surgit, et parce qu'il y avait eu service, le peuple impuissant fut dominé [...] Le Ciel azur n'a vraiment rien à voir dans ceci. [...]

Astreindre le peuple aux corvées et nourrir les fonctionnaires, c'est épuiser le peuple pour que les honorables touchent de gros salaires. L'absence de mort vaut mieux que l'obtention de la vie et des joies infinies après la mort... [...]

Au temps de la lointaine antiquité, il n'y avait ni roi ni sujet. Pour se désaltérer, on creusait simplement des puits ; pour se nourrir, on cultivait les champs. Au lever du soleil, on s'activait, au coucher du soleil, c'était le repos... Insouciant, on était libre, généreux, on était content. Pas de lutte, pas d'affairement, ni honneur ni honte. Dans les montagnes il n'y avait pas de sentiers, sur les eaux il n'y avait ni bateaux ni ponts. Rivières et vallées étaient sans communication, on ne s'expropriait pas mutuellement. Nulle troupe, ni soldats n'étaient rassemblés, on ne s'attaquait pas. Puissance et profit ne germaient pas, désordre et calamités n'arrivaient point. On ne se servait pas de boucliers ni de lances, on ne construisait ni fortifications ni fossés. Les dix mille êtres communiquaient dans une égalité transcen-

dante et s'oubliaient dans le Tao (la Voie). Les maladies ne se propageaient pas et le peuple terminait sa longue vie dans une mort naturelle. Les hommes avaient un cœur pur et innocent, les sentiments de ruse n'étaient point nés. Ayant de quoi manger, ils étaient contents, se tapotaient le ventre et s'en allaient se promener. Leurs paroles étaient sans fioritures, leurs actes sans ornements. Comment les exactions pour arracher le bien du peuple eussent-elles été alors possibles ? Comment les fosses et les trappes, ces sévères châtiments, eussent-elles pu être inventées ?

Mais quand l'astuce fut employée et quand l'artifice naquit, la Voie et la Vertu étant décadentes, la hiérarchie fut établie. On multiplia les rites de promotion et de dégradation, de diminution et d'augmentation ; on orna les robes et les bonnets de sacrifices et les costumes d'offrandes au Ciel azur et à la Terre jaune. On éleva des constructions de terre et de bois jusqu'aux nuages, on mit du rouge et du vert jusqu'aux poutres et aux solives. Les précipices furent bouleversés en quête de pierres précieuses, les gouffres pénétrés à la recherche de perles. Quand bien même les jades eussent-ils été aussi drus que des arbres en forêt, ils n'eussent point suffi pour arriver à bout des caprices des hommes ; et quand bien même l'or eût-il été accumulé en montagnes, il n'eût point suffi à leurs dépenses. Ils s'abandonnèrent à la perversion et se détournèrent de l'origine première, de l'essence du Grand Commencement. [...] Ils tournaient le dos de plus en plus à la simplicité originelle. Ils fabriquaient des armes

pointues et tranchantes et éternisaient la calamité des usurpations, et des empiétements. Leur seul souci était que les arbalètes fussent assez fortes, les boucliers assez solides, les lances assez tranchantes, les défenses assez épaisses.

Mais du temps où il n'y avait ni oppression ni violence, ces soucis étaient écartés.

[...] Pourquoi des tyrans comme Kie et Treou peuvent-ils brûler les hommes, massacrer leurs conseillers-censeurs [...] découper les cœurs et broyer les os, épuiser toutes les possibilités du mal [...] Qu'ils arrivent à montrer leur cruauté, à donner libre cours à leur perversité et découper l'Empire comme des bouchers, cela vient de leur état de roi qui les autorise à suivre leur bon plaisir. Le rapport roi-sujet une fois établi, la méchanceté de la foule s'accroît journellement. C'est alors qu'on se révolte dans les fers et qu'on peine au milieu de la boue et de la poussière, que le Souverain tremble du haut de son temple ancestral et que le peuple est harassé dans sa détresse. On voudrait l'enfermer dans les rites et les règles, le corriger par des châtiments et des punitions. Autant vouloir, ayant fait éclater des houles terribles et excité des flots insondables, les calmer avec une pincée de terre ou les endiguer avec les doigts et les paumes.

”

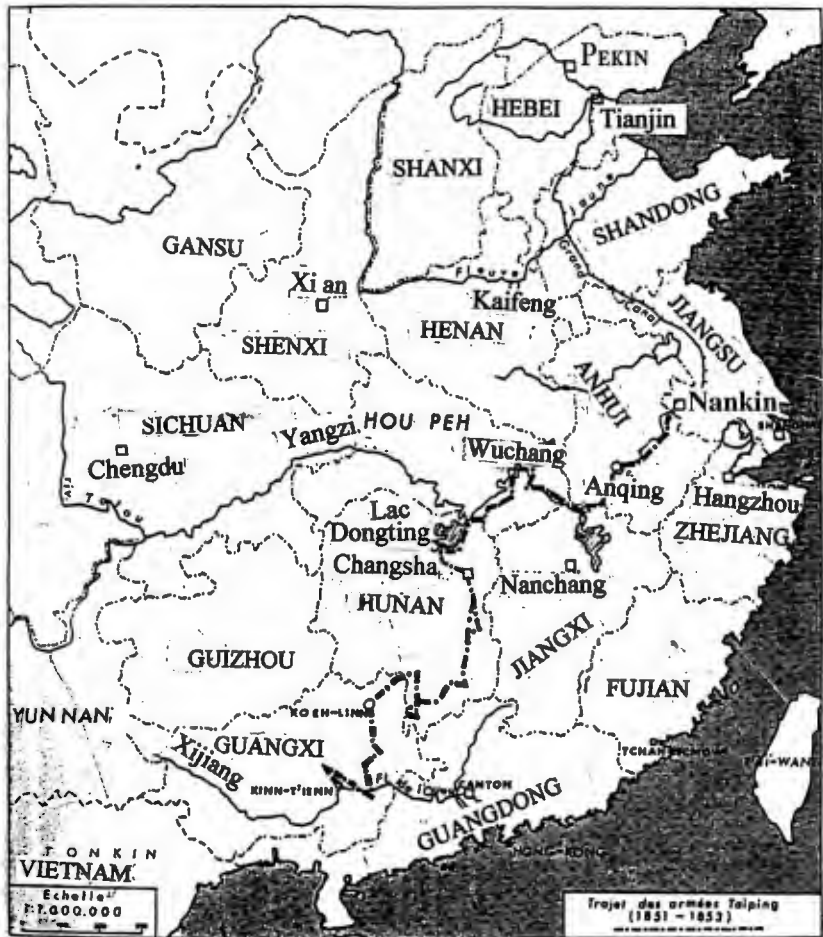
P'OU TSEU

(Fin du III^e siècle de notre ère)

À L'INSTAR DE JOSEPH DÉJACQUE dans son *Humanisphère*, *Utopie anarchique* (1857), par utopie nous entendons le rêve non réalisé mais non pas irréalisable. L'utopie, qui fut trop souvent conçue et analysée comme un phénomène propre à l'Occident, fait partie de l'histoire profonde de la Chine. Ce sont les mêmes rêves et aspirations, les mêmes tentatives pleines de flamme et de poésie de monter à l'assaut du ciel. Dans l'utopie chinoise, marquée à la fois par le mysticisme et son dépassement sublimé dans la vie et le combat terrestre, nous nous trouvons sur le même terrain que les combattants des guerres de paysans qui secouèrent le monde occidental, que ce soit avec Thomas Münzer en Allemagne ou les diggers et niveleurs en Angleterre, pour ne mentionner que les plus emblématiques. Comme si toutes ces révoltes, sans se confondre, se répondaient à travers l'espace et le temps, entretenant le feu de la subversion et de l'espoir sur la planète entière.

Ce papier se veut un complément et un prolongement au texte déjà paru dans le numéro 8 de l'*Oiseau-tempête* sur le même sujet. L'utopie libertaire exprimée par Lietseu au V^e s. av. J.-C. aura son écho dans les guerres de paysans en Chine du Moyen Âge, notamment au II^e siècle. Nous ne nous pencherons ici que sur les mouvements paysans à tendance égalitariste et libertaire, la plupart sous l'égide des illuminés ou des sectes taoïstes ou bouddhistes millénaristes.

NOUS AVONS VU QUE SOUS LES SECONDS HAN, dans les années 170, une crise agraire d'une gravité exceptionnelle (les inondations dans le bassin inférieur du fleuve Jaune) plonge les paysans dans l'extrême détresse. Ainsi dans le Shandong et le Henan se développe la secte politico-religieuse taoïste de la Grande Paix (*Taipingdao*) qui professe l'instauration sous le ciel d'une ère nouvelle de paix et d'harmonie universelle (*Taiping*), un âge d'or réalisé par l'égalité de tous et la communauté des biens. Organisée militairement, la secte compte quelque 300 000 adeptes après une décennie d'expansion. On les appelle les Turbans jaunes à cause de leurs coiffures. Leur soulèvement se déclenche en 184. Ils commencent par s'emparer des villes dans le Shandong et le Henan,



occupent la région entre le Shanxi et le Shandong, puis le Shenxi, le Hebei, le Liaodong et atteignent le Shanxi en 188. Le patriarche Zhang Jiao et ses deux frères, Zhang Bao et Zhang Liang, périssent au combat. Les Turbans jaunes vaincus, l'utopie de la Grande Paix demeure.

À la même époque, la secte politico-religieuse taoïste des Cinq Boisseaux de riz (*Wudoumidao*), fondée par Zhang Daoling, implantée dans le Sichuan et dans le sud du Shenxi, parvient sous la conduite de Zhang Lu, petit-fils de Zhang Daoling, à instaurer vers 190 une communauté théocratique, sans prison et sans propriété individuelle. Elle durera plus de trente ans.



À LA FIN DU III^e SIÈCLE, KO HONG (253-333), le maître taoïste alchimiste, reproduit dans son ouvrage, *Pao p'ou tseu*, le traité critique d'un certain Bao Jing yan, qui, disait-il, « aimait les livres de Laotseu et de Tchoangtseu, qui a été un puissant dialecticien et qui pensait que dans les très anciens temps sans roi, le monde était meilleur qu'au temps présent » (voir l'exergue).

En 399, Sun En – affilié comme son père, originaire du Shandong, à la « religion des Cinq boisseaux de riz » – recrute ses fidèles parmi les marins, pêcheurs et pirates des côtes du Zhejiang, et forme des « armées de démons ». Leur insurrection, déclenchée en 400, gagne les côtes et menace Nankin. Défaits en 402, nombre d'insurgés se livrent aux suicides collectifs.

Aux X^e-XIII^e siècles, dans les campagnes, l'écart entre

riches et pauvres aggrave les tensions sociales. C'est sous le mot d'ordre « niveler riches et pauvres » (*jun pin fu*) que les mystiques Wang La Bo et Ly Shun déclenchent la grande insurrection paysanne de 993 dans le Sichuan.

Le soulèvement des paysans dans la région du lac Dongting au Hunan en 1130, sous la conduite du patriarche magicien et guérisseur Zhong Xiang (ou Tchong Xiang), reflète la même tendance égalitariste. « La loi sépare le haut et le bas, le riche et le pauvre, aurait proclamé Zhong Xiang. Je publierai une loi qui ordonnera que le haut et le bas, le riche et le pauvre soient égaux ». La répression qui durera cinq ans a raison du mouvement, Zhong Xiang capturé fut décapité. Nous retrouverons le fil de l'utopie libertaire au milieu du XIX^e siècle.



À L'ORÉE DU XIX^e SIÈCLE, la Chine demeure moyen-âgeuse dans sa structure économique, politique et sociale. L'invasion des puissances impérialistes occidentales en Chine réduit l'Empire à l'état de pays semi-colonial. Par une série de traités à coups de canon (les guerres de l'opium de 1842, 1857), le pouvoir de la dynastie des Mandchous sur son déclin ouvre les ports d'abord aux puissances franco-britanniques, ensuite aux autres puissances, les exempte des droits de douane, leur accorde dans plusieurs villes des concessions, enclaves en terre chinoise qui échappent aux autorités du gouvernement de Pékin. Le commerce de l'opium est légalisé. Les vainqueurs imposent de lourdes indemnités de guerre à la Chine. Les flottes étrangères peuvent librement circuler dans le réseau fluvial du pays. L'assujettissement complet du gouvernement de Pékin s'accomplit après 1860, date du pillage et de l'incendie du célèbre Palais d'été par la soldatesque du corps expéditionnaire franco-britannique dès son entrée dans la capitale.

La pénétration des puissances impérialistes fait naître une nouvelle classe, genèse de la bourgeoisie chinoise, celle des compradores, courtiers du capital étranger dans l'exploitation des masses. Les explosions du désespoir des paysans éclatent en insurrections, soulèvements et guerres de paysans dont la plus importante est la guerre des Taiping.

LE ROYAUME DU CIEL DES TAIPING (TAIPING TIENKOU, 1851-1864)

DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE, la guerre des paysans, sous la houlette des sectes bouddhistes du Lotus blanc et de l'Ordre céleste, éclate en Chine du Nord. La piraterie sévit sur les côtes du Guangdong, du Fujian et du Zhejiang. La Chine du Sud est le théâtre de soulèvements sporadiques de paysans travaillés par des organisations clandestines affiliées à la Société de la triade (*Sanhehui*), autre appellation de la Société du Ciel et de la Terre (*Tiandihui*).

En Chine centrale, à la même époque, dans les provinces de Guangxi et Guangdong, du Moyen et du Bas-Yangzi, naît l'Association des adorateurs de Dieu (*Baishangdihui*) au sein des milieux paysans écrasés sous le joug des propriétaires terriens, de la rapacité des usuriers, des exactions des mandarins. Dans leur profond désespoir, les paysans regardent vers le Ciel. Inspirés du christianisme, les « adorateurs de Dieu » ont repris le nom de Taiping, Grande Paix, dans la tradition de la communauté taoïste des Turbans jaunes du II^e siècle. Bien que les deux mouvements soient nés dans des contextes historiques différents, ils poursuivent le même but, réaliser l'utopie de la Grande Paix (*Taiping*), une société « sans riches ni pauvres », le retour à l'ère de la félicité, à l'âge d'or mythique disparu.

À la tête des Taiping se trouve Hong Xiuquan (1813-1864), un illuminé issu de la minorité chinoise Hakka converti au christianisme sous l'influence des missionnaires protestants. Il se croit le frère cadet de Jésus-Christ et le messie chargé de sauver le monde. La dépression économique, la famine de 1849 aidant, l'Association des adorateurs de Dieu se développe rapidement. En deux ou trois ans, elle compte quelque 30000 affiliés. Parmi les adeptes, la plupart des paysans pauvres, ainsi que 3000 mineurs charbonniers, un grand nombre parmi les 10000 transporteurs en chômage sur la route reliant Canton à la vallée de la Xiang au Hunan, des milliers de déserteurs de l'armée impériale, des hors-la-loi, des aborigènes des provinces Guangdong et Guangxi. Des intellectuels chinois, des membres de la petite noblesse dépossédés de leurs terres, rallient ses rangs. Les adorateurs de Dieu fusionnent avec les sociétés secrètes anti-mandchoues.

Le soulèvement se déclenche en 1850 dans le Guangxi oriental, au village de Jintiancun, une localité des environs du Ji kingchan, Monts des Chardons où s'est établi le quartier général de l'Association des adorateurs de Dieu. Le mouvement foncièrement paysan tend à éliminer les propriétaires terriens, les mandarins représentant le pouvoir impérial des Mandchous, objet de l'hostilité générale des Chinois.

En 1851, Hong Xiuquan se proclame roi du Ciel (*tienwang*), fondateur du royaume du Ciel de la Grande Paix. Il confère à ses ministres et chefs d'armées les titres de roi en second, rois de l'Est, de l'Ouest, du Sud et du Nord. Parmi eux, Yang Xiuqing, organisateur et stratège de génie, et Shi Dakai, général de talent.

L'année suivante, les Taiping occupent le nord-est du Guangxi, le sud-ouest du Hunan, puis avancent vers Changsha, atteignent les régions situées au sud-est de Nankin. Ils s'emparent de Nankin en 1853 après seize mois de combats acharnés contre les forces impériales mandchoues. Nankin, rebaptisée capitale du Ciel (*Tianjing*), demeurera le centre politique du Royaume céleste jusqu'à sa chute en 1864. Afin d'étendre le royaume

me, les armées Taiping se livrent à la conquête du Bas-Yangzi, s'aventurent vers le nord jusqu'à la région de Tianjin, menaçant Pékin. Contraintes à la retraite par le froid et la disette, elles sont défaites dans la région de Shandong en 1855.



LE PREMIER ACTE DE RÉBELLION DES TAIPING, c'est l'abolition du port de la natte considéré par eux comme signe d'asservissement imposé par les Mandchous régnants. Les Taiping portent des cheveux longs, ainsi leurs ennemis les traitent de « bandits aux cheveux longs » (*changmaofei*). Leur État théocratique constitué, les Taiping procèdent à la confiscation et au partage des terres entre ceux qui sont en âge de les cultiver, à titre précaire, en s'inspirant du système antique des champs carrés répartis en neuf lots égaux, disposés comme les traits du caractère « # » qui désigne le puits (*jingtian*). C'est la « répartition égale des terres », un partage collectif. Les femmes reçoivent une part de terre égale aux hommes. La loi agraire des Taiping reflète le collectivisme agraire primitif des temps anciens : « *S'il y a de la terre, on la travaille ensemble, les habitants du Céleste Empire ne possèdent aucun bien propre, tout est à la disposition du souverain suprême qui répartit les objets et les produits de façon égale entre tous les habitants du Céleste Empire, de telle façon que chacun mange à sa faim et ait chaud...* »

La propriété foncière privée abolie, le commerce privé supprimé, la collectivité assure la satisfaction des besoins indispensables de chacun. Les Taiping tendent vers l'égalité absolue des sexes, condamnent l'adultère et la prostitution et interdisent le bandage des pieds des fillettes, pratique répandue à partir des Song. Les femmes jouissent d'un état civil égal à celui des hommes. Elles forment des armées à encadrement exclusivement féminin.

Sous l'impulsion de Hong Rengan (1822-1864), son cousin, le roi du Ciel s'est penché sur un programme de modernisation – construction des chemins de fer, développement des sciences et techniques...

Les Taiping ont tenté de se mettre d'accord avec les étrangers pour le libre échange de marchandises et la suppression du commerce de l'opium.

Le roi du Ciel calque sa monarchie sur l'ancienne, s'entoure d'une cour à Nankin. Des examens impériaux basés sur la Bible, qui remplace les classiques confucéens, servent au recrutement des fonctionnaires. Rapidement se développe une aristocratie qui s'assure des privilèges. Le programme de modernisation demeure lettre morte. Le pouvoir corrompt.

En 1860, la cour des Mandchous déclenche la reconquête du territoire, s'appuyant sur deux hommes d'État chinois : Tseng Kuo-fen, représentant les intérêts des propriétaires terriens chinois, et Li Hong-chang, leader des bourgeois compradores chinois. Ces deux massacreurs organisent et dirigent la guerre contre les Taiping avec l'aide considérable des puissances occidentales en mercenaires et matériel. Les armées impériales rencontrent une résistance acharnée des Taiping. En 1864, Nankin tombe. Hong Xiuquan, le roi du Ciel se suicide. La répression comptera un million de morts. Les éléments des armées taiping continuent à se battre deux années encore au Fujian, certains passent à Formose, d'autres au Tonkin (Vietnam du Nord) où, sous le nom des Pavillons noirs (*Heiqijun*), ils se battent vaillamment contre les troupes de la conquête coloniale française.

La guerre des Taiping tendait à l'instauration d'une communauté mystique et égalitaire, englobant les provinces les plus peuplées de la Chine du Centre et du Sud. Les Taiping ont tenu en échec les armées impériales treize ans durant, de 1851 à 1864. Cette révolution paysanne constitue le prologue de la Révolution chinoise du XX^e siècle : après la défaite tragique de la Révolution de 1925-1927, la dernière guerre des paysans sous la houlette du parti maoïste portera au pouvoir l'empereur Mao Tsé-toung.

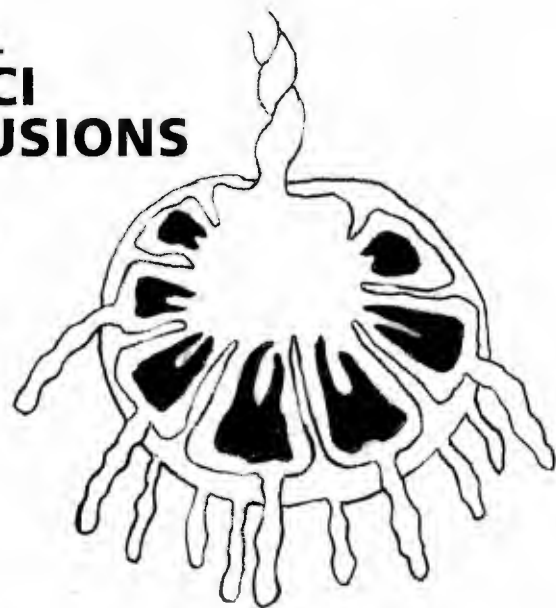
Ainsi, l'utopie libertaire antique qui a nourri les insurrections, les soulèvements sporadiques et les guerres des paysans à travers le Moyen-Âge chinois jusqu'aux temps modernes aura vécu ses derniers développements avec le mouvement révolutionnaire des Taiping.

NGÔ VAN ■

Bibliographie :

- ◆ Jacques Reclus, *La révolte des Tai-ping (1851-1863), prologue de la révolution chinoise*. Le Pavillon, Paris, 1972.
- ◆ Jacques Gernet, *Le Monde chinois*, Armand Colin, Paris, 1972.
- ◆ Ngô Van Xuyêt, *Divination, magie et politique dans la Chine ancienne*, PUF, 1976.
Réédité par You Feng, Paris, 2002.
- ◆ Harold Isaacs, *La Tragédie de la Révolution chinoise, 1925-1927*. Gallimard, Paris, 1967.
- ◆ Étienne Balazs, *La Bureaucratie céleste*, Paris 1968.

ENTRETIEN SUR LE BRÉSIL L'ESPACE RÉTRÉCI DES VENDEURS D'ILLUSIONS



LUCIA BRUNO est impliquée dans les courants de l'autonomie politique. Après avoir écrit *Le Combat pour l'autonomie ouvrière dans la révolution portugaise de 1974-75*, elle a publié, en 1985, *O que é a autonomia operária ?** («qu'est-ce que l'autonomie ouvrière ?»). Proche de la gauche syndicale de São Paulo au début des années 1980, elle est restée en marge des activités du Parti des travailleurs. Professeur d'université, elle renoue depuis quelques temps des contacts avec le milieu libertaire de São Paulo et des franges de la base syndicale critiques de l'orientation majoritaire de la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) et du PT. De passage à Paris en juillet 2003, elle nous a laissé ce témoignage sur la situation brésilienne. *Relu et actualisé en avril 2004.*

LUCIA BRUNO. – Dans les années 1990 s'est produite une très grande démobilité de la société brésilienne : les syndicats se sont encore rapprochés du patronat, même les syndicats dits de gauche. La Confédération unitaire des travailleurs (CUT), fondée en 1979, un an avant la création du PT, même si elle a toujours dans son sein des éléments combattifs, tient, depuis quelques années, le même discours responsable que le PT. À partir de 1990, avec la montée du chômage, de nombreux militants ont été licenciés ou mis en retraite anticipée ; d'autres, en désaccord, ont quitté le syndicat après des grèves. Quant aux dirigeants syndicaux, lorsqu'ils finissent leur mandat, rares sont ceux qui retournent au travail. De façon quasi systématique ils se lancent dans la politique. Depuis les années 1990, la bureaucratisation s'est accentuée et de nombreux travailleurs ont pu se rendre compte que l'engagement des chefs syndicaux en politique n'a rien changé.

Mais il y eut un autre fait marquant. Le précédent gouvernement de Fernando Henrique Cardoso lança un plan national de formation professionnelle adressé aux chômeurs et aux jeunes qui cherchaient leur premier emploi, doté d'importants moyens financiers. Grâce à ce plan, le gouvernement a systématiquement acheté toutes les directions syndicales. Les syndicats étaient appelés à gérer ce plan de formation : ils organisaient les formations et présentaient la facture au gouvernement. C'était pour eux une aubaine, car avec la montée du chômage, les syndicats, dont la CUT, avaient de moins en moins d'argent. Ce plan a renfloué leurs caisses et scellé leur rapprochement avec le pouvoir politique.

Ce processus a aidé le PT à s'intégrer, lentement mais sûrement, aux sphères du pouvoir. Depuis des années déjà, des chefs de l'appareil [du PT] contrôlent des États, des provinces et des villes du pays, dont São Paulo, une énorme mégapole de presque vingt millions d'habitants avec une économie comparable à celle d'un pays euro-

péen. Lorsque le PT accède à la tête du pouvoir d'État, il est déjà sûr de sa capacité à gérer le système.

Pendant ces années, le PT a tout fait pour rassurer les organismes capitalistes internationaux : Lula et ses conseillers n'ont cessé de se réunir avec des représentants de la communauté financière internationale et des grandes entreprises brésiennes pour affirmer que, s'il était élu, il respecterait tous les accords signés, que le PT n'était plus un parti dans sa période de « jeunesse », mais un parti devenu « adulte », responsable. Depuis belle lurette, la préoccupation de garder un discours de gauche n'existait plus.

Et puis, les quatre dernières années du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso furent catastrophiques, surtout pour les travailleurs. Le chômage, en particulier, a beaucoup progressé. La politique économique étant directement dictée par le FMI, des taux d'intérêt très élevés furent imposés, pénalisant, de ce fait, les petites et moyennes entreprises. Ces conditions ont favorisé l'arrivée du PT au pouvoir. Seuls les représentants du capital financier étaient satisfaits de la politique du gouvernement précédent.

LE NOUVEAU POPULISME

OT. – *Quelle est la politique du PT vis-à-vis des travailleurs et des populations qui vivent dans les favelas ?*

LUCIA – **Le gouvernement actuel présente deux faces :** une très technocratique, froide, représentée par le ministre de l'économie et des finances, l'ex-trotskiste Antônio Palocci, et de l'autre côté, une face populiste. Lula est devenu un leader spectacle : il visite les favelas, évoque Dieu, embrasse les pauvres, les vieux, les enfants et les femmes, crie et pleure devant les caméras : « *Oui, je vous comprends : j'ai été pauvre moi aussi, j'ai connu la peur, la faim...* ». Il a toujours joué avec son côté charismatique, mais là, il se surpasse. C'est le summum du popu-

lisme latino-américain. Cette démagogie est calculée. Le gouvernement sait que, compte tenu de ses choix économiques, le conflit est inévitable avec les travailleurs et les fonctionnaires, c'est pourquoi il cherche à flatter les miséreux qui vivent dans les favelas. Ce gouvernement est d'ailleurs devenu un expert en marketing politique. Avant les élections, les candidats du PT commandaient des enquêtes dans les quartiers pauvres pour savoir ce que cette population attendait d'eux.

Les organisations internationales continuent à conseiller l'État brésilien : austérité des finances publiques, gel des investissements publics et coupes dans les budgets sociaux¹. Le président précédent a tenté d'entamer une grande réforme des impôts, de la sécurité sociale et des retraites. Comme partout ailleurs. Il n'a pas pu mener cette réforme car, à cette époque, le PT y était vigoureusement opposé. À peine un mois après son arrivée au pouvoir, ce dernier annonce : « *Maintenant, nous allons faire cette réforme* ». Et la droite s'est exclamée : « *Mais c'est notre réforme!* ». Lula leur a coupé l'herbe sous le pied : quand il est arrivé au pouvoir, il a poursuivi la politique du gouvernement précédent et l'opposition s'est retrouvée bredouille!

Aujourd'hui, le gouvernement construit son discours contre ceux qu'il tente de présenter comme des « privilégiés ». Par rapport aux très pauvres, « les privilégiés » sont les ouvriers, tous les salariés qui ont encore un boulot stable... Les grands journaux brésiliens et les plus importantes chaînes de TV, par exemple TV Globo², ont beaucoup d'influence : les gens du peuple sont rivés sur les infos de cette chaîne. Or, ces médias ont besoin de l'argent de l'État, ils sont très dépendants des banques publiques. Par ce biais, les gouvernements en place contrôlent les journaux et les chaînes de TV les plus populaires. Aujourd'hui, pas une critique n'y est exprimée sur la politique du PT.

OT. – Quelles ont été les premières réactions à ces réformes?

L. – Au Parlement, le projet de réforme de la sécurité sociale et celui du régime des retraites sont passés sans problème. Mais ils ont réveillé l'opposition des salariés, qui ont fait grève et manifesté dans la rue. Les fonctionnaires publics sont nombreux et très organisés. Ils sont aussi très remontés contre le discours populiste de Lula, qui parle de leurs privilèges... alors que le peuple est dans la misère. Pas un mot sur les richesses de la bourgeoisie brésilienne!

Il faut rappeler que lorsque le gouvernement français a annoncé sa réforme des retraites, l'ancien ministre de l'Économie, Palocci, s'est précipité devant les micros et les caméras avec son éternel sourire pour dire : « *Vous voyez, ce n'est pas un problème spécifiquement brésilien, même des pays riches comme la Norvège et la France entreprennent cette réforme!* » Savoir qu'il y avait des grèves et des manifestations en France fut pour nous très impor-

tant. Lula a été très clair : il a déclaré qu'il allait faire ces réformes malgré les gens qui ont voté pour lui

OT. – Pourtant ces fonctionnaires constituent la base électorale du PT...

L. – Oui. Dans la grande industrie métallurgique des régions de São Paulo, Belo Horizonte et Rio, la base ouvrière du PT a quasiment disparu. Les militants du parti sont surtout dans les services, les banques. Aujourd'hui, les services, concentrés dans les grandes villes, pèsent d'un grand poids dans l'économie brésilienne alors que l'industrie se délocalise à l'intérieur des terres, là où il y a une main-d'œuvre qualifiée mais sans expérience de lutte syndicale.

Le PT cherche à séduire les habitants des favelas. Lorsqu'ils votent, c'est en général à droite. Leur conscience politique est très pragmatique : ils votent pour des caciques qui leur donnent des miettes, qui font des promesses... Le populisme de droite est très fort au Brésil, même si, maintenant, ce phénomène semble s'épuiser. Ce rapport entre droite populiste et pauvreté n'existe pas seulement au Brésil, c'est propre à toute l'Amérique latine. C'est peut-être moins fort en Argentine car il y a une autre politisation, les gens y sont plus éduqués aussi. La comparaison vaut ce qu'elle vaut, il y a plus de librairies à Buenos Aires que dans tout le Brésil!

PAUVRETÉ, ÉCONOMIE DE LA DROGUE ET VIOLENCE SOCIALE

OT. – Quel lien vois-tu entre pauvreté, chômage et narco-économie?

L. – La drogue est une économie parallèle importante. Des franges entières de la population des favelas en dépendent. Que peut faire un jeune homme qui habite dans la favela si ce n'est travailler dans cette économie? Un métier dangereux quand on considère le nombre de morts par jour, résultat des affrontements entre gangs ou avec la police. Mais il est évident, vu les sommes monétaires en jeu, que de grands capitalistes y sont liés. Le trafic de drogue est un autre gros problème au Brésil que le PT ne peut pas ou qu'il ne veut pas contrôler. Le Brésil est lui-même un producteur de drogue, essentiellement dans les zones de l'Amazonie. À Rio de Janeiro, les trafiquants détiennent un pouvoir énorme. Dans les favelas, ils gèrent des services d'assistanat qui alimentent des réseaux clientélistes. Ils sont puissamment armés avec des équipements très modernes achetés au marché noir. Ils constituent un État dans l'État. En 2002, à Rio, le palais du gouverneur a déjà été mitraillé, vers 3 heures du matin, par un commando des grands réseaux de la drogue. Cette organisation contrôle aussi les prisons. En 2003, ils ont organisé une révolte simultanée dans six ou sept grandes prisons de haute sécurité dans tout le pays.

OT. – Dans la plupart des pays européens, l'idéologie sécuritaire est au centre du discours politique, de

droite comme de gauche. Est-ce aussi le cas au Brésil ?

L. – Cette question était centrale dans le discours électoral de Lula : améliorer la sécurité, rénover la police ; le droit des citoyens à la sécurité doit être assuré par l'État. C'était également au centre du discours de la droite et Lula était bien obligé de reprendre ce thème ; de fait, le point le plus droitier de son programme. La population est tellement apeurée que tout le monde veut savoir ce que le prochain gouvernement fera. La violence sociale s'est pour ainsi dire « démocratisée ». Aujourd'hui elle ne concerne pas seulement les classes les plus pauvres ou ceux qui vivent dans les favelas. Elle a contaminé la vie sociale des classes aisées, elle s'exprime dans les relations familiales. Les gens se massacrent entre eux. Signe d'un effritement croissant de tout le tissu social.

Au Brésil, plus qu'ailleurs encore, il paraît évident que la question de la violence sociale ne pourra pas être résolue par la répression d'État. La première violence est celle des inégalités qui ne cessent de croître dans un pays où la concentration de la richesse est une des plus fortes au monde. À São Paulo, la richesse visible est impressionnante. C'est une véritable agression. Plus il y a de misère, plus la richesse s'étale. On observe une disparition progressive des classes moyennes. Certes, en Europe aussi, les inégalités sociales sont manifestes. Le niveau de vie de la classe ouvrière baisse, mais la plupart des travailleurs mangent à leur faim et ont des logements. Au Brésil, ce n'est pas le cas. Au cours des dernières décennies, la concentration de la richesse s'est encore accélérée. Aujourd'hui 2 % de la population bénéficie de 30 % du revenu total. À São Paulo, dans les quartiers bourgeois, les magasins de consommation de luxe prolifèrent. Avant, les bourgeois brésiliens allaient consommer à Paris, à Londres, à New York, et, comme s'il y avait une corrélation directe, il y a de plus en plus de gens vivant dans la rue !

Un des secteurs les plus dynamiques de l'économie nationale brésilienne est celui du sécuritaire. Il propose des « produits » allant du gardiennage aux systèmes les plus sophistiqués de contrôle et aux voitures blindées. São Paulo a actuellement un trafic d'hélicoptères qui dépasse celui de New York. Les cadres supérieurs du secteur privé ne se déplacent plus qu'en hélicoptère. Ils pensent ainsi éviter la jungle des rues.

L'IMPORTANCE DU COURANT TROTSKISTE

OT. – *Comment expliquer l'importance du courant trotskiste au sein de la nouvelle classe politique brésilienne ?*

L. – Parmi les collaborateurs de Lula, il y a des trotskistes, mais aussi des ex-staliniens, des maoïstes et des anciens cadres des mouvements de guérilla contre la dictature militaire (1964-1985). L'ancien Parti communiste, qui a

maintenant changé de nom, a soutenu la campagne de Lula. Ce sont les trotskistes qui sont les mieux placés dans la nouvelle classe politique. Traditionnellement, au Brésil, les trotskistes sont des militants bien formés, plus cultivés que ceux provenant des autres tendances. Originaires de la moyenne bourgeoisie, ils ont des diplômes universitaires, surtout ceux de la génération qui a combattu la dictature (cf encadré ci-après).

Le PT et le trotskisme

Bien que le Parti des travailleurs de Lula accueille en son sein une déclinaison pléthorique de tendances trotskistes (assez souvent antagoniques), il ne s'est jamais revendiqué du fondateur de l'Armée rouge.

Et pourtant, des trotskistes historiques comme Mário Pedrosa, beau-frère du surréaliste et révolutionnaire Benjamin Péret, Fúlvio Abramo, Plínio Mello ou Febus Gikovate ont présidé à la création, en février 1980, du parti de l'actuel président du Brésil. Nombre d'entre eux avaient appartenu à la *Liga comunista internacionalista* (dont Péret fut d'ailleurs militant en 1931) avant de rejoindre le *Partido operário leninista* et, enfin, l'*União socialista popular*, à l'origine du *Partido socialista brasileiro*. Véritable creuset d'intellectuels antistaliniens, le PSB avait entamé sous la férule de Pedrosa une révision du bolchevisme et du socialisme européen à travers les écrits de Rosa Luxemburg et de Karl Kautsky (choix plus malheureux).

Après le rapprochement du PSB avec le populisme de gauche, bien des anciens trotskistes se retrouvèrent sans parti. Il n'en demeure pas moins que le PSB a hérité de la tradition « artistico-intellectuel » du trotskisme de l'entre-deux-guerres.

OT. – *Tous les courants trotskistes sont-ils investis dans la politique de ce gouvernement ?*

L. – Sauf pour un courant marginal, le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unis), actif dans la gauche syndicale³. À l'origine, c'est un groupe exclu du PT, qui s'est constitué en parti. Sa base est essentiellement syndicale, organisée en tendance oppositionnelle à l'intérieur de la CUT. Le PSTU est bien implanté dans la métallurgie de l'État de Minas Gerais, dans l'industrie automobile, chez Renault et chez Fiat. Il a refusé de participer aux programmes étatiques de formation du précédent gouvernement et défend une conception du syndicat de base proche de celle du syndicalisme révolutionnaire.

Dans les années 1980, les tendances d'opposition dans le syndicat des métallurgistes de la région de São Paulo étaient fortes et on y discutait les questions de l'autonomie et des formes d'organisation extra-syndicales. J'avais alors participé à ces débats. Depuis, avec la restructuration et le chômage, la plupart de ces préoccupations ont disparu. Dans les années 1990, j'ai de nouveau participé à un débat organisé par la base du PSTU sur les effets de la restructuration de la production et sur les formes d'organisation et de lutte. Comment s'organiser lorsque une

chaîne de production est éclatée entre la Corée du Sud et le Brésil ? Comment chercher les points fragiles de cette chaîne et comment parvenir à les bloquer en utilisant la solidarité internationale ? Des discussions passionnantes mais, évidemment, il y avait toujours le blocage des directions syndicales.

OT. – Le PT n'est-il pas aussi à la recherche de nouvelles alliances de classe ?

L. – Tout se joue autour de la politique monétaire menée par le PT, avec des taux d'intérêt très élevés. Il y a, au Brésil, un désaccord entre ces deux fractions de la bourgeoisie : ceux qui ont besoin de l'argent des banques à bas prix, les entrepreneurs en général, et les gens qui ont de l'argent, qui gagnent beaucoup avec des taux d'intérêt élevés et qui sont liés aux marchés financiers internationaux. C'est une réelle source d'affrontement. Le gouvernement soutient ceux qui ont de l'argent à investir et à faire fructifier.

La stratégie du PT est de chercher constamment des alliances avec les divers partis, pas seulement avec le Parti libéral. En ce sens, ce gouvernement apparaît clairement comme la continuation du précédent. En réalité, le « pétisme-lulisme » est devenu une caricature grotesque de la politique des caciques. Le précédent gouvernement soudoyait sporadiquement les parlementaires pour qu'ils votent ses lois. Pour le pouvoir actuel, cette pratique est devenue la norme, transformant le pouvoir législatif en un simple appendice de l'exécutif.

LA RÉFORME AGRAIRE : UN ENJEU POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE CENTRAL

OT. – Le mouvement d'occupation des terres, représenté surtout par le MST (Mouvement des sans-terre), s'est développé rapidement ces dernières années, mais touche-t-il pour autant une grande part de la population brésilienne ?

L. – Oui, le plus grand problème du Brésil, c'est la réforme agraire, seul moyen de survie pour l'énorme masse de prolétaires urbains et ruraux⁴. Le gouvernement précédent avait entamé de timides mesures de réforme agraire. Comme c'est toujours le cas, les terres distribuées étaient les moins fertiles... Par endroits, la chose a bien fonctionné, ailleurs ce fut l'échec : les occupants se sont trouvés sur des terres caillouteuses et sans eau. Dans le nouveau gouvernement, le premier ministre du Développement agraire, Miguel Rossetto (un trotskiste de la IV^e Internationale, minoritaire dans le gouvernement), n'a rien fait d'essentiel, restant prisonnier des rapports de force au sein du gouvernement.

Il y a aujourd'hui environ 100 000 familles regroupées dans 650 *acampamentos*⁵ décidées à occuper des terres. Il faut comprendre que le MST n'est pas un mouvement homogène. Il a une direction nationale dite « élue démo-

cratiquement », une bureaucratie moderne et intelligente, qui reste à l'écoute. Puis, il y a de gens qui sont très légalistes, occupent les terres, les cultivent, vont vendre au marché.

Des groupes commencent à mettre en œuvre des pratiques différentes, par exemple des productions « écologiques », sans OGM, sous la forme coopérative et en vendant directement aux travailleurs sans passer par des intermédiaires. La direction est forcée de l'accepter, pour éviter l'éclatement du mouvement. Et elle l'accepte dans des limites bien contrôlées. La direction est toujours représentée lors des occupations... Jusqu'à très récemment, leur proposition générale était que l'occupation devait déboucher sur l'organisation des producteurs en coopérative. Toujours du haut vers le bas. Les conséquences furent tragiques et certaines occupations ont tourné à l'échec. Parmi les gens qui s'y engagent, il y a d'abord ceux qui vivent sur les terres, mais nombreux sont ceux qui n'ont jamais vécu ce type d'expérience solidaire : beaucoup ont touché à l'alcool et à la drogue, d'autres qui survivaient par le vol et des individus désespérés. On trouve aussi pas mal de gens qui émigrent des favelas et des enfants des rues.

Début 2002, la direction du MST a conclu qu'il fallait réviser le schéma : chaque *acampamento* doit s'organiser à sa façon : d'abord tout faire pour que la solidarité renaisse entre les gens et ensuite, s'ils sont prêts, envisager la coopérative. Profitant de ces changements, les groupes qu'on peut considérer comme moins bureaucratiques ont gagné un espace plus large au sein du mouvement. C'est le fruit même des contradictions d'un mouvement. Je suis plutôt optimiste, justement parce que je reconnais à la base du MST cette vitalité, cette capacité à se revigorer.

OT. – Comment le Mouvement des sans-terre (MST) perçoit-il le nouveau gouvernement ?

L. – Le Mouvement des sans-terre reste très actif. Rien que pendant les six premiers mois de gouvernement PT, il a réalisé 110 occupations, contre une centaine en 2002. Pour les sans-terre, le PT était perçu comme un allié, mais la répression actuelle à laquelle ils font face est toujours aussi forte. En 2002, plus de 20 militants ont été assassinés et, en 2003, plus de 65 sont déjà morts. Ce n'est pas une répression directe de l'État. C'est le fait des grands propriétaires terriens qui ont leurs propres milices⁶. Du coup, les membres du MST sont très fermés et fonctionnent comme une organisation secrète. Si tu parles avec un militant du MST qui vient du Nordeste et avec un autre qui vient du Sud, ils tiendront le même discours à la virgule près, comme s'ils récitaient un texte par cœur. En réalité, c'est une tactique de protection contre la répression, contre les informateurs au service du patronat qui infiltreront l'organisation. C'est une lutte à mort.

Ces cinq dernières années, la direction du PT a fait énormément d'efforts pour se démarquer du MST. Le PT

veut avant tout montrer qu'il est devenu un parti responsable... or, le MST ne respecte pas la propriété privée ! Pour le MST, il est clair que le PT ne fera rien pour les sans-terre et qu'il va mener la même politique que les autres. Pourtant, beaucoup ont voté pour lui.

J'ai lu le texte sur le MST écrit par le collectif autonome du Ceará qui critique les pratiques autoritaires, machistes, étatiques, antiécologistes et de défense de l'économie nationale du MST⁷. C'est une expérience à prendre en compte et ce qu'ils disent est sûrement vrai, y compris ailleurs qu'au Ceará Mais pour moi, le MST est un mouvement trop vaste pour qu'on le réduise aux pratiques de sa bureaucratie. C'est aujourd'hui le plus important mouvement au Brésil et en Amérique latine. C'est aussi un mouvement en évolution permanente, avec de grandes potentialités et je sais que les questions qui sont abordées par les gens du Ceará sont aussi débattues ailleurs, qu'on les discute beaucoup, et que des changements ont été introduits dans le fonctionnement du MST, au niveau local et même national. La direction sait qu'il faut compter avec la vitalité du mouvement de base et s'adapter si elle veut garder le contrôle.

OT. – Les milices paramilitaires des grands propriétaires terriens sont-elles liées à l'armée et échappent-elles au contrôle du gouvernement ?

L. – Au Brésil, aucun gouvernement ne contrôle les forces répressives et le PT ne fait pas exception. Il existe au Brésil un énorme problème de violence sociale. Et la police fait partie du problème. C'est même par là que tout gouvernement doit commencer s'il veut être crédible. Lorsque que des fonctionnaires d'État, des procureurs, mènent une enquête et font des recherches sur la police, ils finissent très souvent par être assassinés. À mon avis, le PT n'a aucune idée sur la manière d'affronter cette réalité. Pourtant, tout le monde sait que l'association des grands fermiers, l'Union démocratique ruraliste, contrôle les milices⁷.

* – O que é a autonomia operaria? editora brasiliense, São Paulo, 1985.

(1) – En 1994, l'endettement public du Brésil était de 31 % du PIB, il était de 64 % en 2002, pour être réduit à 52 % en 2003.

(2) – La Rede Globo est la chaîne la plus importante d'Amérique latine. Elle fait partie d'un gigantesque empire de communications, le quatrième réseau mondial par le taux d'audience après les Américains. Cet empire, porte-parole du nationalisme d'un Grand Brésil, s'est développé pendant la dictature militaire. Après avoir diversifié ses activités jusqu'à l'agro-alimentaire, le groupe est aujourd'hui au bord de la faillite.

(3) – Le PSTU, même marginal, a tout de même recueilli 500 000 voix à l'élection présidentielle.

DERNIÈRE ÉVOLUTION DEPUIS L'ARRIVÉE DU PT AU POUVOIR

OT. – Finalement, qu'est-ce qui a changé depuis que le PT est au pouvoir ?

L. – D'abord, l'économie du pays est paralysée parce que tous les ministères n'ont plus d'argent, alors que le poids des dépenses publiques est énorme. Pourtant, toutes les grandes entreprises publiques ont déjà été privatisées, vendues à bas prix à des entreprises multinationales. Le coût du crédit est élevé (en janvier 2004, le taux moyen atteint près de 150 % !), la consommation chute et l'économie est plongée dans la récession. À part les secteurs tournés vers l'exportation qui progressent, tous les autres – ceux qui touchent à la consommation de la classe ouvrière en général – s'effondrent comme jamais depuis les vingt dernières années.

Ainsi, en un an, le nombre de chômeurs a progressé dans toutes les régions du pays, mais aussi celui des « sous-occupés » (ceux qui travaillent moins de 40 heures par semaine). Cette précarisation de l'emploi se reflète d'abord dans la diminution des salaires – déjà bien bas au Brésil –, mais aussi dans l'augmentation de plus de 50 % du nombre de travailleurs qui gagnent moins que le salaire minimum et dans la progression du travail au noir (38 millions de personnes concernées).

OT. – On a beaucoup parlé du plan de lutte contre la faim et de celui contre le travail des enfants... où en sont ces plans ?

L. – Cela n'a pas vraiment dépassé le stade de « grand projet ». D'après le « recensement » du gouvernement, 13 millions de Brésiliens « ont faim ». Or, la faim continue de progresser dans toutes les régions depuis que le PT est arrivé au pouvoir, y compris dans des villes comme São Paulo. Le chômage augmente, on ne peut pas se loger, les allocations chômage sont inexistantes. De sorte que le « chef de famille » est de plus en plus souvent la femme qui peut trouver plus facilement des petits boulots. Dans certains quartiers de São Paulo, très violents, ou presque tous les hommes sont au chômage, elles essayent tant bien que mal de faire vivre la famille en faisant des ménages. Mais même ces femmes sont désormais touchées par le chômage, car les classes moyennes n'ont plus les moyens de les employer.

Quant à la lutte contre le travail des enfants – qui fait partie d'un plan plus global de lutte contre l'esclavage salarié –, l'échec est patent : depuis la prise du pouvoir par le PT, le travail infantile a progressé de 50 %. De janvier à septembre 2003, le nombre d'enfants au travail est passé de 88 000 à 132 000 dans six régions métropolitaines (Recife, Salvador, Belo Horizonte, Rio de Janeiro, São Paulo et Porto Alegre).

Ce gouvernement est en train de détruire le peu d'illusions que pouvait encore porter le PT, y compris d'ailleurs chez certains militants altermondialistes de certains pays

(4) – Environ 4 millions de familles sans terre attendent une part de la réforme agraire pour survivre face à 27000 propriétaires terriens qui possèdent des domaines de plus de 15 000 hectares.

(5) – Il y a plusieurs étapes. D'abord acampamento, avant d'entrer dans la propriété, quand ils y sont entrés, ils commencent à faire l'assentamento, ils travaillent la terre.

(6) – En plus de leurs milices, plus de 690 000 policiers militaires et civils répartis sur tout le territoire dépendent officiellement des autorités locales, contrôlées elles-mêmes par des oligarchies puissantes et les grands propriétaires terriens.

(7) – « Les luttes paysannes et mouvement des sans-terre au Brésil, parcours d'un collectif autonome », Oiseau-tempête, n°8, été 2001. Voir aussi dans la revue Maïra, un dossier sur la réforme agraire : « Feintes-dissidences dans le Brésil globalisé : après le PT de Lula, le Mouvement des sans-terre », n°66 (2003).

(8) – « Le mouvement altermondialiste se sent frustré d'un modèle de référence », Le Monde, 24 juin 2003.

occidentaux⁸. Beaucoup ont déjà quitté le parti. Des grèves et des manifestations contre la réforme du service public ont eu lieu ces derniers mois sans bousculer le PT. La classe ouvrière reste jusqu'à présent assez démobiliée. Divisée par une restructuration radicale du marché du travail, pliant sous le poids du chômage et de salaires très faibles, elle a du mal à s'auto-organiser. Elle doit aussi surmonter des obstacles : celui des syndicats, dont la bureaucratie est complètement contrôlée par le pouvoir, mais aussi celui des ONG (organisations non gouvernementales). Ces dernières, en grande partie financées par des entreprises nord-américaines, tentent de détourner les luttes des salariés à travers des actions guidées par l'idée d'une « citoyenneté responsable ». Même si ces organisations ne touchent qu'une partie des travailleurs, elles constituent un nouveau facteur de démobilitation qui n'est pas négligeable.

Quoi qu'il en soit, si cette première année de gouvernement PT se présente comme un désastre pour la classe ouvrière, elle constitue aussi une étape importante après laquelle il restera peu d'espace pour les vendeurs d'illusions politiques. ■



OISEAU-TEMPÊTE est une revue de critique sociale créée en 1997. Elle est réalisée par un collectif d'une dizaine de personnes aux itinéraires divers, s'inspirant des idées anarchistes, marxistes, situationnistes ou surréalistes.

La plupart ne se reconnaissent complètement dans aucun de ces courants. On peut, pour qualifier le projet auquel la revue veut contribuer, retenir les termes communiste, libertaire et

internationaliste. Nous voulons la mise en commun des richesses et des tâches et refusons tout pouvoir institué, toute médiation inutile. Nous pensons que la liberté commune est la condition nécessaire à l'épanouissement de la liberté de chacun. Oiseau-tempête recherche, y compris dans l'élaboration de sa maquette, un usage critique de l'imaginaire et de la poésie, dont le pouvoir subversif en fait le bras armé de nos rêves.



N° ISBN : 2-911917-08-1

CORRESPONDANCE : Oiseau-tempête
21 ter, rue Voltaire, 75011 PARIS – France
e-mail : oiseau.tempete@internetdown.org
web : <http://oiseautempete.internetdown.org>

- Oiseau-tempête a une nouvelle adresse web ! (voir ci-contre).
- La liste des librairies où trouver Oiseau-tempête est consultable sur le [site web](#).
- Le sommaire du numéro se trouve en page 5.

Les anciens numéros d'Oiseau-tempête, traductions et tracts sont disponibles sur le site web. TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

ABONNEMENT DE SOUTIEN POUR TROIS NUMÉROS : 20 € – CHÈQUE À L'ORDRE D'AB IRATO